



Programme Sahel et Afrique de l'Ouest en appui à l'initiative de la Grande muraille verte



BANQUE MONDIALE



Pour développer la gestion durable des terres et de l'eau dans les paysages ciblés et les zones vulnérables au climat



© 2012 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet: www.worldbank.org

Tous droits réservés

1 2 3 4 14 13 12 11

Cet ouvrage a été réalisé par le personnel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. Les observations, interprétations et conclusions qu'il contient ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays qu'il représente.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et licences

Le contenu de la présente publication fait l'objet d'un dépôt légal. La reproduction ou la transmission d'une partie ou de l'intégralité de cette publication peuvent constituer une violation de la législation en vigueur.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale encourage la diffusion de ses travaux et, en règle générale, accorde rapidement l'autorisation d'en reproduire des extraits. Pour obtenir l'autorisation de reproduire des extraits du présent ouvrage, veuillez adresser une demande en fournissant tous les renseignements nécessaires à l'adresse suivante : Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 09123, États-Unis ; téléphone : 978-750-8400 ; télécopie : 978-750-4470 ; Internet : www.copyright.com. Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, veuillez vous adresser au service suivant : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; télécopie : 202-522-2422 ; e-mail : pubrights@worldbank.org.

Programme Sahel et Afrique de l'Ouest en appui à l'initiative de la Grande muraille verte

Pour développer la gestion durable des terres et de l'eau dans les paysages ciblés et les zones vulnérables au climat



BANQUE MONDIALE





TABLE DES MATIÈRES

Acronyme développé.....	vii
Introduction.....	1
Part I: Justification programmatique.....	3
A. Objectif du programme.....	3
B. Cohérence du programme.....	5
C. Fondements du programme et description de l'approche stratégique.....	9
D. La valeur ajoutée du programme.....	27
E. Programme de référence et problèmes abordés.....	28
F. Raisonnement des coûts incrémentaux du FEM et additionnels du FPMA/FSCC.....	28
G. Les avantages socio-économiques.....	31
H. Le type de soutien financier.....	33
I. Les risques.....	33
J. La structure institutionnelle.....	35
K. Les parties prenantes.....	37
L. Le montant de cofinancement.....	39
M. Lien du programme avec les programmes des autres Agences du FEM et capacité de la Banque Mondiale à le superviser.....	40
Part II: Approbation et validation par les Point Focaux opérationnels du FEM et de ses agences.....	43
A. Validation des Points Focaux opérationnels du FEM au nom de leur Gouvernement.....	44
B. Certification de la Banque Mondiale en tant qu'Agence du FEM.....	45
Annexes	
A. Tableaux d'identification du programme selon le format FEM et FPMA/FSCC.....	49
B. Ratification des principales conventions par les pays participants.....	57
C. Synthèse préliminaire des projets des pays participants.....	58
1. Bénin.....	58
2. Burkina Faso.....	60
3. Tchad.....	63
4. Éthiopie.....	65
5. Ghana.....	68
6. Mali.....	71
7. Mauritanie.....	74
8. Niger.....	77
9. Nigeria.....	80
10. Sénégal.....	82
11. Soudan.....	84
12. Togo.....	86
13. Gestion des connaissances, Suivi et Evaluation.....	89
D. Projets associés ou de référence et cofinancement estimé.....	91
E. Principales pistes ouvertes par la Déclaration ministérielle de Bonn (février 2011).....	95
F. Gestion durable des terres et de l'eau – définition et pratiques.....	98
Références.....	100
Notes.....	101



ACRONYME DÉVELOPPÉ (en anglais)

2iE	Institut International d'ingénierie de l'eau et de l'environnement	COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
AGRHYMET	Centre régional d'agro-hydro-météorologie du CILSS	COMIFAC	Commission des Forêts d'Afrique Centrale
AID (IDA)	Association Internationale de Développement	DSRP (PRSP)	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
APL	Adaptable Program Loan (Prêt de programme adaptable)	EBT (TNA)	Evaluation des Besoins en Technologies
BAfD (ADB)	Banque africaine de développement	EFPN (NPFE)	Exercice de Formulation du Portfolio National
BD	Biodiversité. Correspond généralement à l'objectif stratégique du FEM dans ce domaine d'intervention	FAO	United Nations Food and Agricultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
BM (WB)	Banque Mondiale	FCPF	Forest Carbon Partnership Facility (Fonds de partenariat pour le carbone forestier)
CAAMD (AC-MAD)	Centre Africain des Applications Météorologiques pour le Développement	FEM (GEF)	Fonds pour l'Environnement Mondial
CCM	Climate Change Mitigation (Atténuation du changement climatique). Correspond généralement à l'objectif stratégique du FEM dans ce domaine d'intervention	FIDA (IFAD)	Fonds International de Développement Agricole
CCNUCC (UN-FCCC)	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	FIC	Fond d'investissement climatique
CCRE (WRCC)	Centre de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO	FIP	Forest Investment Program (Programme d'investissements dans les Forêts)
CDB (CBD)	Convention sur la diversité biologique	FPMA (LDCF)	Fonds pour les pays les moins avancés
CEEAC (EC-CAS)	Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale	FSCC (SCCF)	Fonds spécial pour les changements climatiques
CEDEAO (ECOWAS)	Communauté Economique Des États d'Afrique de l'Ouest	GDT (SLM)	Gestion Durable des Terres
CEN-SAD	Communauté des États Sahélo-Sahariens	GDTE (SLWM)	Gestion Durable des Terres et de l'Eau
CER (REC)	Communautés économiques régionales	GFD (SFM)	Gestion Forestière Durable
CGIAR	Consultative Group on International Agricultural Research (Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale)	GDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement)
CILSS	Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel	GMV (GGW)	Grande Muraille Verte
CIRAF (ICRAF)	Centre International pour la Recherche en Agroforesterie	ICP (KPI)	Indicateur Clé de Performance
CNULD (UNCCD)	Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification	ICPAC	IGAD Climate Prediction and Applications Centre (Centre de prévisions et d'applications climatiques de l'IGAD)
		IDH (HDI)	Indice de Développement Humain
		IGAD	Intergovernmental Authority for Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
		IIAT (IITA)	Institut International d'Agriculture Tropicale

ITM (MIT)	Institut de Technologie du Massachusetts	PIB (GDP)	Produit Intérieur Brut
LADA	Land Degradation Assessment in Drylands (Evaluation de la dégradation des terres dans les zones arides)	PNUE (UNEP)	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
LD	Land Degradation (Dégradation des terres). Correspond généralement à l'objectif stratégique du FEM dans ce domaine d'intervention	PNMO (NIP)	Plan National de Mise en Œuvre
MRV	Measurement, Reporting, and Verification (Mesures, Notifications et Vérification)	PPAO (WAAP)	Projet Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
NEPAD	New Partnership for Africa's Development (Nouveau partenariat pour le développement en Afrique)	PPCR (PPRC)	Pilot Program for Climate Resilience (Programme pilote pour la résilience climatique)
OMM	Organisation Mondiale de la Météorologie	PSE (ESP)	Paiement pour Services Environnementaux
ONG	Organisation Non Gouvernementale	REDD	Réduction des Emissions carbone provenant des Déboisements et de la Dégradation des forêts
ONU	Organisation des Nations Unies	SAIR (RIAS)	Stratégie d'aide à l'intégration régionale
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel	SAP (CAS)	Stratégie d'aide au pays
PAA	Plan d'action pour l'Afrique	SIP	Programme d'investissement stratégique dans la GDT (Strategic Investment Program)
PAE	Plan d'Action sur l'Environnement	SPN (CPS)	Stratégie de Partenariat National
PAN (NAP)	Plan d'Action Nationaux	STAP	Scientific and Technical Advisory Panel (Groupe consultatif pour la science et la technologie)
PANA (NAPA)	Programme d'action national pour l'adaptation aux changements climatiques	SPANB (NBSAP)	Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité
PAR (RAP)	Plan d'Action Régional	TIC (ICT)	Technologie de l'Information and de la Communication
PASR (SRAP)	Plan d'Action Sous-Régional	UA (AU)	Union Africaine
PDDAF (CAADP)	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine	UICN (IUCN)	Union internationale de la conservation de la nature

Introduction

L'Afrique sahélienne affronte un problème persistant de variabilité des précipitations, qui constitue le facteur principal de vulnérabilité dans la région. Les populations du Sahel comptent parmi les plus pauvres et les plus exposées aux variabilités climatiques et à la dégradation des terres. Leur subsistance est fortement tributaire des écosystèmes sains pour la gestion de l'agriculture pluviale, de la pêche et de l'élevage des animaux. Ces activités représentent les principaux secteurs d'emploi de la région et génèrent au moins 40 % du produit intérieur brut dans la plupart des pays. Par ailleurs, les services liés aux écosystèmes fournissent des produits de base indispensables, comme le bois de chauffage et la viande de gibier de brousse, entre autres. Malheureusement, la pression démographique croissante sur les produits alimentaires, le fourrage et le bois de chauffage et un environnement vulnérable contribuent à la détérioration des ressources naturelles, notamment la couverture végétale. La variabilité climatique, les fréquentes sécheresses ainsi que la mauvaise gestion des terres et des ressources en eau (de surface et souterraines) ont asséché les rivières et les lacs et contribué à l'aggravation de l'érosion des sols.

Depuis les graves sécheresses des années 70 et 80, à l'origine de la perte de milliers de vies et de la migration forcée de centaines de milliers de personnes. Les communautés et les nations ont acquis un savoir important sur les stratégies permettant d'affronter et d'atténuer la dégradation

de l'environnement et le changement climatique. Bien que la vulnérabilité climatique exacerbe les tendances à la dégradation de la terre, de plus en plus de données dans l'ensemble de la région montrent des innovations fructueuses dans la gestion durable des terres, qui en protègent la fragilité, améliorent la productivité et créent des opportunités de revenus pour l'immense population rurale. Les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest sont confrontés à un défi : exploiter ces modestes succès en unissant leurs efforts afin d'étendre les opportunités pour la population rurale et assurer un développement durable et une sécurité alimentaire. En mobilisant les forces au niveau national et au-delà des frontières, les pays s'attaqueront à la politique, à l'investissement et aux obstacles institutionnels qui exacerbent les effets de variabilité et de changements climatiques, amenant ainsi la désertification, la détérioration de l'environnement et des ressources naturelles et les risques de conflits entre communautés.

Ce programme soutient la vision initiée par les pays du Sahel pour une gestion intégrée des ressources naturelles de la région, en vue d'un développement durable à l'épreuve du climat dans la région. La subvention comprend 80,4 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 20,4 millions de dollars du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) et 4,6 millions de dollars du Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC). Le programme repose sur

une série d'investissements de la Banque mondiale d'un montant global de 1,8 milliard de dollars, obtenu avec le cofinancement de 12 pays. Les investissements concernent l'agriculture, la sécurité alimentaire, la gestion des risques de catastrophes, le développement durable et la gestion des bassins.

Chaque pays concevra un projet pour le FEM basé sur les priorités au niveau national pour les ressources de ce fonds. Les projets utilisant le FPMA et le FSCC seront formés conformément

aux Communications nationales et aux priorités définies dans le Programme d'action national pour l'adaptation aux changements climatiques (PANA). Les projets distincts traiteront directement des priorités du Programme d'adaptation aux changements climatiques pour le FPMA et le FSCC, ainsi que des domaines d'intervention du FEM relatifs à la dégradation des sols, la biodiversité et aux changements climatiques. Le programme mettra également à profit les financements incitatifs provenant du Programme de gestion durable des forêts afin de mettre l'accent sur les forêts.



Part I: Justification programmatische

A. Objectif du programme

Les économies et les moyens de subsistance du Sahel sont fortement tributaires des ressources de la terre, de l'eau et de la végétation. L'état de ces ressources s'est détérioré de façon régulière en raison de l'expansion des établissements humains et de la demande croissante de produits alimentaires, de fourrage, de bois de chauffage et d'eau. Les fréquentes sécheresses accompagnées par une gestion mauvaise, non viable et non planifiée des sols et de l'eau, et une variabilité climatique naturelle ont généré l'assèchement des rivières et des lacs nationaux et transfrontaliers. Parallèlement, l'érosion par le vent et l'eau a retiré la précieuse couche supérieure de la terre.

Les systèmes du Sud sont reliés au-delà des frontières par le biais de la migration, de la transhumance et du changement de l'utilisation des sols (ex. : l'épuisement forestier de la côte d'Afrique de l'Ouest affecte les précipitations des savanes et du Sahel). Dans l'ensemble de la région, on comprend de mieux en mieux que la dégradation des sols et des ressources en eau, ainsi que la variabilité et le changement climatiques dépassent les frontières institutionnelles et géographiques. Certains pays affrontent

des défis communs et peuvent tirer profit d'une réponse commune. Un programme-cadre offre la possibilité d'avoir une interconnectabilité entre les pays, ce qui ne peut se faire avec des petits projets isolés.

L'objectif du programme est d'étendre la gestion durable des terres et de l'eau¹ dans les paysages ciblés et dans les zones au climat vulnérable des pays du Sahel et de l'ouest de l'Afrique.

Les indicateurs clés de performance du programme sont :

- ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant des pratiques de gestion durable des

1. La définition de la gestion durable des sols et de l'eau adoptée dans cette proposition est basée sur celle de TerrAfrica : il s'agit de l'adoption de systèmes d'utilisation des sols qui, au moyen de pratiques de gestion appropriée, permettent aux exploitants d'optimiser les bénéfices économiques et sociaux liés à la terre tout en maintenant ou en renforçant les fonctions de soutien écologique des ressources des sols. La gestion durable des terres et de l'eau inclut également la gestion des ressources végétales et animales. Elle implique une approche holistique intégrant les atouts sociaux, économiques, physiques et biologiques. Aux fins de cette proposition, cette définition englobe d'autres approches telles que la gestion intégrée de ressources naturelles (GIRN), la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), la gestion intégrée de l'écosystème (GIE), l'éco-agriculture et la gestion forestière durable (GFD), ainsi que de nombreuses facettes de l'agriculture durable, la gestion de l'eau en agriculture (GEA), la conservation de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique, comme l'agroforesterie.

terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)

- ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (hectares)²
- ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)
- ICP 4. Changement des taux d'accumulation de carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs de référence (tC/ha)

Le programme prendra en charge les activités suivantes :

- accroissement des investissements dans les technologies de gestion durable des terres et de l'eau (consultez l'annexe F sur la liste et la définition). Ceci permettra aux communautés d'adapter leur système de production aux variabilités et aux changements climatiques, de générer un revenu ainsi que des moyens de subsistance et d'assurer la sécurité des biens publics mondiaux comme la rétention des gaz à effet de serre, la fixation de l'azote, l'alimentation de la nappe souterraine, la biodiversité, et de réduire les impacts de l'érosion, de la sécheresse et des inondations.
- amélioration de l'aménagement du territoire à l'échelle des bassins (ex. bassin du Nigeria) ou au niveau local (ex. réserves de pâturage, zones de conservation, etc.). Ceci permettra de gérer les compensations se produisant entre les utilisations multiples comme les demandes de plaines inondables fertiles pour les pâturages ou les cultures, de terrains boisés pour la fourniture de bois de chauffage dans les bassins versants et les zones protégées.

2. La couverture végétale est considérée comme un indicateur de la santé de l'écosystème terrestre, incluant les terres cultivées, les parcours naturels, les terrains boisés et forestiers, ainsi que les flux hydrologiques.



- L'amélioration et la mise en pratique de la base d'informations : améliorations des réseaux de surveillance du climat et de l'eau, innovations en technologie de l'information et de la communication TIC, coopération institutionnelle à l'intérieur et dans l'ensemble des pays, ainsi que développement d'une politique fondée sur les faits.

Ce programme est l'une des contributions à l'Initiative de la Grande muraille verte. La vision

de cette Grande muraille verte a été initialement conçue par l'ancien président de la République fédérale du Nigeria, le chef Olusegun Obasanjo, et a reçu à l'époque le soutien solide du président du Sénégal, Abdoulaye Wade. La vision, qui se limitait à l'origine à la plantation d'arbres, a depuis évolué en une approche de gestion intégrée de l'écosystème. Grâce aux efforts de plusieurs autres dirigeants de la région, la nouvelle approche a été adoptée par l'Union africaine, suite à l'adhésion de la « Décision de mise en œuvre de la Muraille verte pour l'initiative du Sahara » par l'assemblée de l'Union africaine de janvier 2007. En juin 2010, onze pays ont signé une convention à Ndjamena, au Tchad, afin de créer l'Agence de la grande muraille verte et de nommer un secrétariat chargé de développer l'initiative. En février 2011, le FEM a organisé une consultation ministérielle à Bonn afin de donner son accord sur l'orientation des zones prioritaires à traiter avec ses ressources. L'initiative africaine est imaginée comme une mosaïque d'utilisations des sols, en cohérence avec le mandat du FEM dans le cadre des domaines d'interventions sur la dégradation des sols, l'atténuation du changement climatique, la biodiversité et les eaux internationales tels que définit par le FEM³.

B. Cohérence du programme

B.1. Description de la cohérence du programme

B.1.1 Les stratégies des domaines d'intervention du FEM, du FPMA et du FSCC :

Le programme sera développé en utilisant une stratégie portant sur plusieurs domaines d'intervention. Ceci permettra d'aider à garantir la bonne gestion des écosystèmes intégrés, susceptibles de contribuer à sécuriser un mélange solide de services d'écosystèmes primaires et secondaires de la mosaïque éco-paysage tout

en s'adaptant à la variabilité et aux changements climatiques. Il répondra à plusieurs des objectifs stratégiques du FEM en soutenant les pays à :

- conserver, d'utiliser durablement et de gérer la biodiversité, les écosystèmes et les ressources naturelles de manière globale, en prenant en compte les effets anticipés du changement climatique.
- réduire les risques climatiques par le biais d'une adaptation aux changements futurs et à la variabilité actuelle du climat.
- renforcer les capacités nationales et régionales et créer des conditions propices à la protection de l'environnement mondial et au développement durable.

Le programme est cohérent avec les stratégies du FEM dans les domaines d'intervention suivants : la dégradation des sols, l'atténuation du changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des forêts.

Le programme affrontera directement les défis de la dégradation des sols dans la région. Ceci se fera en mettant en œuvre les pratiques communautaires de gestion durable des terres et de l'eau et en construisant et/ou en soutenant des environnements existants propices et favorables afin de réduire la pression sur les ressources naturelles provenant des diverses utilisations des sols (LD-3⁴). En outre, en appuyant les technologies à teneur faible en carbone, le programme apportera son soutien aux activités permettant aux pays de suivre la voie d'un développement faible en carbone, lié aux énergies renouvelables qui sont des alternatives aux approches traditionnelles des foyers (CCM-3⁵). Au moyen de plusieurs de ses composantes liées à l'utilisation des sols et aux modifications apportées à celle-ci, le

3. Note conceptuelle d'ébauche pour la réunion d'experts et la consultation ministérielle sur l'initiative de la Grande muraille verte et le lac Tchad : Orientations stratégiques pour l'investissement du FEM. Février 2011

4. LD-3 correspond au troisième objectif stratégique à long terme du FEM dans le domaine d'intervention de la dégradation des terres

5. CCM-3 correspond au troisième objectif stratégique à long terme du FEM dans le domaine d'intervention de l'atténuation du changement climatique

programme favorisera également la restauration et l'amélioration des stocks de carbone (CCM-5). Il aura également pour objet de réduire les pressions sur les ressources forestières par une gestion durable des terres et de l'eau et en générant durablement des flux de services de l'écosystème forestier (Cf. objective premier du FEM en matière de Gestion Forestière Durable (GFD) et de Réduction des Emissions carbone provenant des Déboisements et de la Dégrada-tion des forêts (REDD+). Le programme sera mis en œuvre selon l'approche éco-paysage (préconisée par la stratégie GFD) qui intègre les objectifs de subsistance des personnes dans la gestion des différents écosystèmes intervenant dans ce paysage.

Afin d'améliorer la fonction de l'écosystème et d'augmenter les possibilités d'amélioration des conditions de vie, le programme contribuera aussi à la conservation de la biodiversité aussi bien dans les systèmes nationaux des aires protégées que dans les éco-paysages de production (BD-1⁶ et BD-2). Les activités en lien avec la biodiversité ont pour objectif de soutenir les pays à généraliser la conservation de la biodiversité et à utiliser d'une façon durable les principaux secteurs de production dans de plus larges zones d'activité (BD-2), souvent en association avec les niveaux de référence du projet agricole. Le programme cherchera également à améliorer la durabilité des systèmes de zones protégées (BD-1) au moyen de l'expansion ou de la réhabilitation des zones protégées existantes, du développement de couloirs biologiques, du soutien à la gestion des aires protégées dans le cas échéant, et le développement de relations étroites entre les secteurs économiques et les zones protégées.

Le programme a été conçu en vue de permettre les synergies entre les domaines d'interventions et devrait définir l'articulation des priorités dans les activités transversales des domaines d'intervention. Le programme intègre des do-

maines d'intervention et des fenêtres d'adaptation afin de produire une gamme d'avantages à l'échelle mondiale provenant des éco-paysages, tout en mettant l'accent sur les éco-paysages de production. Les indicateurs de performance clé, mentionnés au point A ci-dessus, sont intégrés de la même manière, empruntant de chaque do-maine d'intervention, de la gestion durable des forêts et des fenêtres d'adaptation⁷. Les indica-teurs de performance clé 1 (modification dans le domaine des progrès de la technologie), 2 (modification dans le domaine de la couverture végétale) et 4 (tC/ha) sont pertinents pour les do-maines d'intervention du LD, GFD, BD et CCM. Chacun des projets entrant dans le programme-cadre rendra compte de la totalité des indicateurs ou d'un sous-ensemble seulement, ainsi que des indicateurs de niveau différents.

Enfin, le programme comprendra des projets au niveau des pays, qui incorporeront des activités en vue de réduire la vulnérabilité et d'accroître la capacité d'adaptation aux effets actuels ou po-tentiels de la variabilité climatique. Il contribuera ainsi à répondre aux objectifs suivants du FPMA et du FSCC :

- CCA-1 : La réduction de la vulnérabilité (aux incidences nuisibles de changement clima-tique, y compris de variabilité, aux niveaux local, national, régional et mondial).
- CCA-2 : L'accroissement de la capacité ad-aptative (afin de répondre aux incidences nuisibles de changement climatique, y com-pris de variabilité, aux niveaux local, national, régional et mondial).

Les ressources FPMA/FSCC apporteront leur appui aux pays afin qu'ils deviennent résilients au climat en favorisant les mesures d'adaptation immédiate et, sur le long terme, le développe-ment des politiques, des plans, des programmes, des projets et des actions.

6. BD-1 correspond au premier objectif stratégique à long terme du FEM dans le domaine d'intervention de la biodiversité

7. Les indicateurs ont également été sélectionnés en tenant compte des conseils institutionnels de la Banque mondiale de demeurer à l'intérieur d'une « sphère d'influence » d'un projet donné -- par exemple : en établissant uniquement des rapports sur ce que le projet peut raisonnablement contrôler.

*B.1.2. Pour les programmes financés par le FPMA/
le FSCC : les priorités et les critères d'admissibilité du
FPMA/du FSCC :*

Le programme remplit les priorités et les critères requis afin d'obtenir un financement du FPMA/du FSCC. La stratégie adoptée consiste en un ensemble de composantes interdépendantes, auxquelles s'ajoutent des mesures d'adaptation supplémentaires (investissements, développement institutionnel et informations) qui sont nécessaires au soutien des projets des prévisions de référence, compte tenu de la présence des défis relatifs au changement climatique. Cette conception est ainsi conforme au principe du coût supplémentaire.

En utilisant les fonds du FPMA/du FSCC afin de généraliser son adaptation, le programme bénéficiera d'un impact plus important, profitera des synergies et réalisera des économies d'échelle. Cette proposition est conforme aux critères d'admissibilité suivants :

- *Appropriation par le pays* : tous les pays les moins avancés intégrés au programme, qui recevront des fonds du FPMA, se sont soumis au PANA. Consultez l'annexe B pour les informations sur chacun des pays participants. Les projets soumis par le Ghana et le Nigeria – faisant partie de la CCNUCC – seront admis pour les objectifs du FSCC visant à mettre en place les mesures d'adaptation d'accroissement de la résilience aux changements climatiques dans un secteur particulier. Les projets dans le cadre du programme sont conduits par chaque pays, sur la base du processus PANA et établis avec la pleine implication des parties prenantes.
- *Conformité au programme et à la politique* : les projets nationaux et régionaux compris dans le programme offriront des solutions transversales aux besoins d'adaptation immédiats et urgents (*conformité au programme*) sans reproduire aucune initiative existante. Ils seront conçus afin de prendre en compte les coûts

additionnels des mesures d'adaptation à la priorité identifiée dans les PANA (*conception du programme*) et mettront également en évidence la capacité requise afin de poursuivre avec de telles solutions après la fin du projet (*durabilité*).

- *Financement* : les interventions proposées à l'intérieur du programme devront garantir qu'elles offrent la méthode la moins coûteuse et la plus efficace afin d'atteindre les résultats escomptés.
- *Coordination et soutien institutionnels* : dans la mesure où les projets financés font partie d'une approche programmatique, leurs liens à d'autres projets similaires à l'intérieur du programme sera facilité. Une attention particulière sera accordée afin que le programme comprenne des projets qui poursuivent ou transposent à grande échelle des processus ayant cours, qui appliquent des activités prioritaires n'ayant pas été suffisamment prises



en compte auparavant et qui ne reproduisent pas d'efforts existants.

- *Suivi et évaluation* : les projets soutenus financièrement par le FPMA/le FSCC suivront les procédures générales de suivi et d'évaluation définies par le programme.

B.2. Lien avec les stratégies nationales et plans ou rapports et évaluations dans le cadre des conventions environnementales

Le programme renforcera l'engagement de chacun des pays participants dans la mise en place de cadres de travail mondiaux et régionaux, tels que la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention sur la diversité biologique (CDB), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine pour son plan d'action sur l'environnement (PAE) et son programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PD-DAF). Le programme est cohérent avec le plan stratégique de 10 ans de la CNULD et le cadre de mise en application de la convention (2008-2018), contribuant à chacun de ses quatre objectifs stratégiques : i) améliorer les conditions de vie des populations affectées, ii) améliorer la condition des écosystèmes touchés, iii) générer des avantages mondiaux au moyen d'une mise en œuvre effective de la CNULD et iv) mobiliser des ressources afin de soutenir la mise en application de la convention au moyen de l'établissement de partenariats effectifs entre les acteurs nationaux et internationaux. Les composantes du programme s'alignent également sur les objectifs d'exploitation du plan stratégique : i) défense, sensibilisation et éducation, ii) cadre politique, iii) science, technologie et savoir, iv) renforcement des capacités et v) financement et transfert de technologie.

Les projets nationaux et régionaux seront en adéquation avec les Plans d'action nationaux (PAN), subrégionaux (PASR) et régionaux (PAR)

contre la désertification. En outre, en lien avec le changement climatique, les projets aborderont les mesures prioritaires identifiées dans le PANA du pays. Concernant le PDDAF, le programme est particulièrement cohérent et soutiendra la mise en application de piliers sur la gestion durable des terres et de l'eau et sur le programme TerrAfrica qui y est étroitement lié, les deux ayant pour objectif d'étendre la gestion durable des terres.

Le programme repose sur le savoir généré par des organisations régionales renommées telles que le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), le Centre régional d'agro-hydro-météorologie du CILSS (AGRHYMET) et l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), qui disposent de dizaines d'années de données et de connaissances sur les écosystèmes couverts par le programme. Ces organisations seront associées à la mise en place du programme au moyen d'un projet spécifique.

Le programme renforcera la mise en application des cadres continentaux existants et des plans répondant à la dégradation des sols et à la désertification, comme le souligne le Plan d'action de l'initiative de la Grande muraille verte développé en 2009. Le programme proposé contribue aux zones prioritaires d'intervention incluses dans le plan d'action de l'initiative de la Grande muraille verte. L'orientation vers la poursuite des processus a démarré avec plusieurs agences de TerrAfrica et le Programme d'investissement stratégique du FEM (SIP) pour la gestion durable des terres en Afrique subsaharienne. Le programme proposé s'inscrit pleinement dans l'objectif de soutien du SIP aux pays subsahariens, dans l'amélioration des conditions de vie fondées sur les ressources naturelles en réduisant la dégradation des sols.

Le programme s'inscrit également dans la Vision africaine de l'eau pour 2025, qui préconise « une Afrique offrant une utilisation équitable et durable et une gestion des ressources en eau pour la lutte contre la pauvreté, le développement

socio-économique, la coopération régionale et l'environnement ».

Au niveau régional, le programme prendra également en compte les politiques et stratégies sectorielles. Par exemple, les activités des pays d'Afrique de l'Ouest seront conformes à la Politique agricole régionale développée par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la politique régionale de l'Ouest appelée « Politique des ressources d'eau en Afrique de l'Ouest » et le Plan d'action régional pour la gestion des ressources en eau intégrée en Afrique de l'Ouest.

Les projets au niveau national seront également alignés aux stratégies, aux activités prioritaires et aux besoins identifiés dans les exercices pilotés par les pays, tels que les plans d'action liés aux conventions des Nations Unies. De plus, avec TerrAfrica et souvent avec le concours du financement du SIP, plusieurs pays ont déjà ou sont en train d'établir des cadres d'investissement pour la gestion durable des terres sur le plan national, afin d'identifier les investissements prioritaires dans les secteurs qui auront besoin d'un soutien supplémentaire pour la continuité de la mise en œuvre. Le programme proposé ne sera pas

uniquement cohérent, mais il soutiendra également la mise en application des priorités identifiées dans les cadres d'investissement pour la gestion durable des terres.

C. Fondements du programme et description de l'approche stratégique

La région et ses défis

Le Sahel est une région de transition semi-aride qui s'étend entre le désert saharien aride et les régions humides de l'Afrique équatoriale. Elle s'étend de l'Atlantique à l'ouest à l'océan Indien à l'est. Les limites latitudinales du Sahel varient selon la configuration des pluies. Sa couverture végétale est composée de buissons, d'herbages de graminées et d'arbres rabougris dont la densité augmente au fur et à mesure que l'on progresse vers le sud. Historiquement, la variabilité des précipitations est importante et devrait amplifier selon les prévisions. Ceci affecte la capacité de ses ressources en eau et de ses terres, déjà appauvries, à fournir un flux sécurisé de services liés à l'écosystème, nécessaires à la lutte contre la pauvreté, à la croissance économique, ainsi qu'aux biens publics environnementaux régionaux et mondiaux comme l'accumulation de



carbone dans les sols et dans la biomasse, la reconstitution des nappes souterraines, la voie migratoire eurasienne - africaine, et ainsi de suite.

Le Sahel est particulièrement vulnérable aux changements climatiques en raison de son emplacement géographique et de la dépendance de sa population à l'agriculture pluviale⁸ et aux systèmes de transhumance. Le secteur agricole emploie plus de 60 % de la population active et contribue à 40 % au produit intérieur brut (PIB) de la région. Les principales stratégies des moyens de subsistance dans la région se concentrent sur les services secondaires issus des ressources des sols et de l'eau (nourriture, carburant, fibres). La variabilité des précipitations⁹, la dégradation des sols (déforestation, culture et pâturages continus) et la désertification constituent certains des facteurs qui s'associent pour en faire l'une des zones les plus pauvres et les moins sécurisées au monde sur le plan environnemental (Kandji, Verchot and Mackensen, 2006)¹⁰.

Ces problèmes interdépendants, associés à la dégradation des sols et à la variabilité climatique, qu'affronte le Sahel est bien connu. Les moyens de subsistance du pays sont fortement tributaires des ressources de la terre, de l'eau et de la végétation. L'état de ces ressources s'est détérioré de façon régulière en raison de l'expansion des établissements humains et de la demande croissante de produits alimentaires, de fourrage et de bois de chauffage. Les fréquentes sécheresses accompagnées d'une utilisation mal gérée, non viable et non planifiée des sols et de l'eau (en

surface et souterraine), ainsi que la variabilité naturelle, ont généré l'assèchement des rivières et des lacs nationaux et transfrontaliers. De plus, l'érosion par le vent et l'eau a retiré la précieuse couche supérieure des sols¹¹.

En conséquence, la majeure partie de la végétation naturelle du Sahel a été considérablement altérée et l'écosystème dégradé. En dépit d'une gestion des sols encourageante dans des lieux tels que Maradi au Niger, le résultat net s'est traduit par une pluviosité annuelle inférieure,¹² un accroissement de la dégradation des sols et de la désertification, de fréquentes récoltes déficitaires et une production basse de fourrage et de bois de chauffage. De nombreux pays souvent considèrent la disponibilité en eau comme étant le facteur le plus contraignant au développement de la zone.

Ces défis sont appelés à devenir plus ancrés avec le changement climatique. Le degré historiquement élevé de la variabilité climatique du Sahel pourrait amplifier. Des températures supérieures et plus variables peuvent conduire à des dégradations plus importantes des terres, ainsi qu'à des sécheresses et des inondations plus fréquentes¹³, des changements dans le modèle des zones humides saisonnières, de plus

8. L'agriculture dans cette région repose entièrement sur trois à quatre mois de précipitations estivales, à l'exception des bancs des principaux fleuves, lacs et autres cours d'eau saisonniers où des activités d'irrigation sont entreprises.
9. La variabilité des précipitations a une amplitude de 200 à 600 mm avec des coefficients de variations s'échelonnant de 15 à 30 %. Au Bénin par exemple, une précipitation réduite de l'ordre de 20 à 30 % au niveau national se traduit par une réduction de 40 % de la disponibilité des ressources en eau.
10. Climate Change and Variability in the Sahel Region: Impacts and Adaptation Strategies in the Agricultural Sector. Serigne Tacko Kandji, Louis Verchot, Jens Mackensen. Centre mondial de l'agroforesterie. Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2006.

11. L'érosion constitue un important mécanisme de dégradation avec des pertes annuelles de sols atteignant jusqu'à 100 tonnes par hectare par an. Dans certaines zones et en raison de l'absence d'arbre, l'érosion par le vent peut amener à une perte annuelle supplémentaire de sols de plus de 150 tonnes par hectare. La perte de la terre végétale (comprenant la plupart des éléments nutritifs pour les plantes) par suite de l'érosion par l'eau et le vent constitue un recul important pour la durabilité agricole et la sécurité alimentaire du Sahel (Kandji, Verchot and Mackensen, 2006).
12. Selon les estimations, le Burkina Faso souffrira d'une réduction de la pluviosité de -3,4 % en 2025 à -7,3 % à l'horizon 2050. De plus, en prenant en considération les scénarios concernant le climat, les précipitations seront réduites de l'ordre de 20 à 30 % au Bénin, ce qui représentera une réduction de 40 à 60 % de la disponibilité des ressources en eau.
13. Au Burkina Faso, les sécheresses et les inondations sont les obstacles les plus importants en raison de leur fréquence et de leur impact sur les conditions de vie des populations. En effet, entre 1991 et 2009, le pays a subi onze (11) graves inondations qui ont touché 383 203 personnes et ont coûté la perte de 93 vies, trois (3) importantes sécheresses qui ont affecté 96 290 personnes, une invasion de criquets et de nombreux épisodes de maladies épidémiques.

importantes situations de stress thermique sur le bétail, des modifications de la longueur et de la durée de la saison de croissance, ainsi que dans la qualité et le rendement des cultures.¹⁴ Les changements climatiques augmentent de manière générale les risques de catastrophes, non seulement par le biais de la multiplication des conditions météorologiques extrêmes et de l'augmentation du niveau de la mer, mais également du fait des vulnérabilités accrues due aux tensions émanant de la disponibilité de l'eau, l'agriculture et les écosystèmes dégradés. Les systèmes d'avertissement précoce inadéquats, l'absence de préparation et la planification inappropriée de l'utilisation des sols ont contribué à amplifier les niveaux de danger.

Interconnectabilité de l'écosystème et lien avec les systèmes du Sud

Le programme proposé cible les problèmes mentionnés ci-dessus, affectant les pays dotés des écosystèmes du Sahel, qui font partie de l'initiative officielle de la Grande muraille verte (le Burkina Faso, le Tchad, l'Éthiopie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Soudan). Mais, il entreprend également de répondre aux défis concernant les états du sud du Nigeria et les trois pays supplémentaires d'Afrique de l'Ouest, le Bénin, le Togo et le Ghana qui disposent d'importants systèmes forestiers et de savanes liées au Sahel. L'extension de la zone d'intervention ne permet pas uniquement le partage du savoir parmi les pays ayant en commun des enjeux vraiment similaires. Elle permet aussi de consolider les diverses initiatives et d'ajouter de la valeur au programme, puisque les écosystèmes au nord et au sud sont interdépendants. Consultez la carte ci-dessous. Source : BM, 2011.

14. Un exercice de simulation au Mali (faisant l'hypothèse d'une augmentation de la température de 1 à 2,75 degrés Celsius, sans qu'aucune mesure d'adaptation ne soit appliquée) suggère que, à l'horizon 2030, les précipitations réduites induiront une diminution dans la récolte des céréales de 15 à 19 %, générant un doublement des prix produits alimentaires (Butt et al., 2003 Food security implication of climate change in developing countries: findings from a case study in Mali chez Kandji, Verchot et Mackensen, 2006).

La bande sahélienne entretient d'importants liens sociaux, économiques et environnementaux avec les systèmes au sud comprenant la savane, la savane dérivée et les systèmes forestiers.

Par exemple, les bassins du Niger et de la Volta sont touchés par les activités du Sahel, telles que l'envasement, la transhumance, l'émigration, et par la variabilité naturelle du Sahel, notamment les sécheresses périodiques en corrélation avec l'oscillation d'El Nina au sud (révélant que le soutien de ce programme au progrès informatique peut faire une différence). Au sud-est du Niger, dans l'État d'Anambra – la capitale auto-proclamée de l'érosion du Niger – l'adoption des mesures d'urgence de gestion de l'érosion est en cours, mais l'ampleur du problème noie les efforts. À l'Ouest, la Volta Noire, la Volta Blanche et la Volta Rouge alimentent le plus large réservoir au Ghana du Sud, liant inexorablement les sorts des populations ghanéennes à ceux de leurs voisins du Burkina Faso, du Togo et du Bénin.

Les zones humides, en particulier, fournissent des services importants de biodiversité et relient le Sahel, la savane et les systèmes forestiers côtiers d'Afrique de l'Ouest. La plupart des zones humides africaines affichent à la fois une richesse en nombre d'espèces et un caractère endémique. Certaines autorités estiment que les



zones marécageuses avec l'endémisme le plus élevé et d'envergure internationale en Afrique sont le delta intérieur du Niger au Mali; la plaine inondable, submergée selon la saison, au sud du Tchad et au nord de la République Centrafricaine; la région Sudd au sud-ouest du Soudan et les mangroves côtières. Un réseau complexe de voies migratoires relie ces zones ainsi que d'autres. Les zones humides du Sahel d'Afrique de l'Ouest sont principalement concentrées dans le bassin du fleuve Sénégal au Sénégal et en Mauritanie, le bassin du fleuve Niger au Mali, le lac Tchad, le Logone et le Chari au Cameroun, au Niger et au Tchad. En raison de leur riche source de nourriture et de leurs habitats attrayants, ils hébergent de nombreux oiseaux sauvages endémiques et migrants. Les plaines inondables des bassins Sénégal, Niger et Tchad par exemple, prennent en charge environ un million d'oiseaux sauvages alors que le Parc national des oiseaux du Djoudj au Sénégal et le Parc national du Diawling en Mauritanie constituent des refuges pour les oiseaux migrants d'Afrique de l'Ouest, offrant un habitat pour plus de trois millions d'oiseaux appartenant à presque 400 espèces. Certaines zones marécageuses subissent une immense pression exercée par les activités humaines, les plus importantes étant le drainage pour l'agriculture et les installations, l'exploitation excessive des communautés locales et les activités de développement planifiées ou réalisées de manière inappropriée.

Des agences africaines chargées de gérer des bassins, notamment les transfrontalières, ont démontré leur capacité d'innovation (ex. : le développement de biens commun et la gestion de l'Organisation de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), un programme d'investissement partagé et de développement durable par l'Autorité du Bassin de Niger, la coopération partielle sur le Nil et le Zambèze, etc.). Toutefois, les capacités techniques et de gestion doivent encore être considérablement améliorées, comme dans le cas des agences nationales individuelles liées à l'eau. Des instruments tels que les droits à

l'eau et la sécurisation de son accès sont encore en cours d'établissement. Les investissements dans le secteur de l'eau sont inadéquats aux besoins, engendrant des troubles importants aux plans social, environnemental et économique. Le cas du Darfour illustre la manière dont enjeux climatiques et conflit peuvent se lier et générer des complications dans gestion des ressources d'eau et des sols.

Pendant ce temps, les bergers sahéliens suivent leurs animaux, des bovins en général, au sud vers des pâturages plus verts, les mettant en conflit avec les exploitants de l'eau et des sols des zones de la savane et de la savane dérivée. Le conflit concerne souvent l'utilisation des zones de productivité élevée comme les zones humides et les plaines inondables. L'émigration des populations du Sahel peut également exacerber l'utilisation des ressources des zones du sud : les personnes continuent de se déplacer vers les villes en forte croissance telles que Dakar et Lagos, ainsi que vers les zones rurales comme Anambra au Niger, État qui affronte déjà une pénurie et une dégradation importante des sols.

Il est important de noter que la population est peu sensible à la relation entre le régime climatique de la forêt côtière et la productivité des sols et de l'eau de l'intérieur aride de l'Afrique de l'Ouest. Le Centre de la science du changement mondial, de l'Institut de technologie du Massachusetts (ITM), a mené une étude à la fin des années 1990 démontrant que la série des sécheresses des années 1970 et 1980 en Afrique de l'Ouest pourrait être à l'origine de la destruction des systèmes des forêts humides dans des pays comme le Nigeria et le Ghana. Une déforestation plus importante pourrait éventuellement amener à un effondrement de la mousson en l'Afrique de l'Ouest.¹⁵

15. Le modèle confirme une théorie ancienne, développée pour la première fois il y a 30 ans par Jule Charney de l'ITM, selon laquelle la perte de la végétation à la frontière du désert saharien de l'intérieur ouest-africain pourrait réduire les précipitations. Les auteurs indiquent toutefois que cet effet est nettement inférieur à celui sur la déforestation côtière.

Les forêts tropicales contribuent à générer des précipitations ailleurs. Au moins la moitié de la pluie tombant sur la forêt s'évapore rapidement du couvert forestier, générant de la vapeur dans l'air et formant des nuages qui produisent des précipitations s'écoulant plus loin au gré de la direction du vent. Les forêts tropicales de la côte ouest-africaine, qui reçoivent d'abondantes quantités de pluie en provenance des vents de l'océan Atlantique, ont ainsi permis de maintenir la pluviométrie des terres arides de l'intérieur. Au début du XX^e siècle, les forêts tropicales côtières d'Afrique de l'Ouest couvraient environ 500 000 kilomètres carrés. Depuis lors, jusqu'à 90 % d'entre elles ont disparu pour faire place à l'activité humaine. Le surpâturage, l'expansion de terres arables et la croissance considérable de l'industrie du bois en sont les principaux facteurs. Pendant que les forêts sont détruites ou dégradées, l'évaporation se réduit, ce qui affecte les précipitations dans les zones intérieures exposées à la sécheresse. En outre, la majorité des pluies tombant sur les régions côtières pénètrent dans les sols – résultant à une érosion par l'eau plus importante dans les zones de la savane dérivée et des forêts humides.

Bien que certains des problèmes soient communs à tous les systèmes du Sahel et de la savane, les solutions en matière d'investissement et de politique doivent être renforcées avec un apprentissage mutuel, des institutions réceptives et des outils d'information géographique, institutionnels et disciplinaires au-delà des frontières. Il y a actuellement une pénurie de ces moyens. Les exemples de besoins abondent : des réseaux de services hydrométéorologiques satisfaisant aux normes de densité de l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM), des systèmes d'avertissement précoce de la sécheresse en vue de prise de décisions éclairées des communautés, ainsi que d'autres outils de surveillance des ressources et d'information géographique pour orienter les investissements, de solides réseaux de formation mutuelle des exploitants agricoles, la multiplication des prestataires de servic-

es privés, capables de fournir des conseils et des contributions en matière de résistance au climat, et des mécanismes de coordination du secteur.

Fondements du programme – soutien et renforcement des processus existants

Le programme répondra à ces défis en apportant son soutien aux plans régionaux, nationaux et sectoriels visant à améliorer la productivité des sols, la fonction de l'écosystème et l'adaptation climatique. Le programme appuiera la mise en application de l'initiative de la Grande muraille verte, établie afin de renforcer la mise en œuvre des plans et des cadres continentaux existants répondant à la dégradation des sols dans une région qui s'étend du Sénégal sur la côte atlantique jusqu'à Djibouti sur la mer Rouge. Le concept de l'initiative de la Grande muraille verte était initialement limité à la plantation d'arbres¹⁶, mais il a ensuite évolué vers la gestion durable des terres, comme approche holistique, écologiquement plus appropriée et durable sur le plan socio-économique au niveau paysager, afin de bénéficier directement aux exploitants locaux des terres et de l'eau (fermiers, pasteurs agricoles et nomades). L'initiative de la Grande muraille verte aspire à conduire, dans des régions bien définies des pays du Sahel, un ensemble d'interventions interdépendantes visant à atteindre les objectifs suivants :

1. la conservation, le développement et la gestion des ressources naturelles,
2. le renforcement des infrastructures,
3. l'amélioration des conditions de vie des communautés résidentes.

La vision a été initialement conçue par l'ancien président de la République fédérale du Nigeria, le chef Olusegun Obasanjo, qui l'a proposée à la

16. Comme initialement envisagé, la Muraille verte a été définie selon une bande forestière d'environ 15 kilomètres (9 miles) de large en moyenne et de plus de 7775 kilomètres (4831 miles) de long. L'objectif de la muraille est de contrer l'érosion du sol, de diminuer les vitesses du vent et de mettre un terme à l'empiètement du désert. La plupart des acteurs encouragent à présent une approche eco-paysage plus globale.

communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), lors de la Conférence des dirigeants et des chefs d'État de juin 2005 à Ouagadougou, au Burkina Faso et, ensuite, lors du Cinquième sommet ordinaire de l'Union africaine de juin 2005 à Syrte, en Libye. Le projet a reçu l'aval de l'Union africaine en 2007, puis un plan d'action a été adopté en 2009. L'engagement envers la mise en œuvre de l'initiative de la Grande muraille verte a été reconfirmé pendant la Consultation des ministres et des experts sur la Grande muraille verte, qui s'est tenue en février 2011 à Bonn, en Allemagne. Une déclaration a été signée au niveau ministériel confirmant les priorités nationales et l'engagement stratégique des partenaires (consultez la déclaration ministérielle jointe).

Le programme proposé conjointement à l'initiative de la Grande muraille verte établit des liens étroits avec le programme TerrAfrica en cours, dans lequel l'Agence de planification et de coordination du NEPAD de l'Union africaine, les corps de la CNULD, la Banque mondiale, le FEM, tous les pays du Sahel et d'autres sont partenaires. Dans ces pays, le programme TerrAfrica et son programme-cadre piloté par la Banque et le SIP, pour la gestion durable des terres, offrent déjà un soutien financier et non financier pour améliorer la pratique, la politique et la planification parmi les secteurs, les parties prenantes et les pays. L'Union européenne offre de même son appui à l'initiative de la Grande muraille verte et à TerrAfrica : elle souligne, ainsi que d'autres, l'importance de s'assurer que tous les investissements et tous les programmes sont alignés pour la recherche de solutions aux connaissances, aux institutions et aux financements, déjà morcelés, en lien avec la gestion durable des terres dans les pays.

Le programme développera des activités dans neuf pays faisant partie de l'initiative de la Grande muraille verte : le Burkina Faso, le Tchad, l'Éthiopie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Soudan. En outre, en prenant en considération les liens décrits ci-dessus, les intérêts similaires, la capacité de la Banque

mondiale à suivre les activités sur le terrain et la capacité de consolider et de générer des transformations durables à grande échelle, le programme étendra ses activités sur trois autres pays : le Bénin, le Togo et le Ghana.

Individuellement, chacun des pays de la région a obtenu des résultats politiques et techniques émanant de la gestion durable des terres et de l'eau. Ceux-ci sont toutefois isolés et/ou ont besoin d'être poursuivis. Par exemple, l'agroforesterie régie par les agriculteurs, les innovations en matière de gestion de l'eau et de la terre au Burkina Faso et au Niger ont permis d'obtenir un processus de « ré-écologisation » qui a inversé la désertification et amélioré les moyens de subsistance locaux. Cette expérience de régénération naturelle gérée par l'agriculture a pu transformer approximativement 5 millions d'hectares de terres en systèmes agroforestiers productifs. D'autres expériences positives sont prêtes pour une mise en œuvre à grande échelle, comme le travail au sol et l'agroforesterie au Niger et la remise en état des puisards en Éthiopie. Toutefois, ces expériences seules ne peuvent pas faire face à la perspective plus large de la dégradation des sols et de la variété climatique. En lien avec le changement climatique, certains des pays mettent déjà en place des projets qui soulignent leur capacité adaptative et leur résilience au changement climatique dans des secteurs particuliers comme l'agriculture. En outre, certains pays travaillent déjà sur l'ensemble des secteurs afin de donner la priorité à la gestion durable des terres et de mettre en œuvre les investissements correspondants. Dans le cadre de la plate-forme TerrAfrica et avec le soutien du programme-cadre piloté par la Banque et le SIP, des environnements favorables à la gestion durable des terres ont déjà commencé à s'améliorer au moyen de la création de plates-formes nationales d'investissement multisectoriel dans des pays tels que le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigeria. Plusieurs pays ont déjà élaboré ou établissent actuellement des cadres d'investissement pour la gestion du-

nable des terres nationales¹⁷ pour identifier les investissements prioritaires de l'ensemble des secteurs nécessitant un soutien pour une future mise en œuvre.

Le programme ciblera certains des obstacles communs identifiés dans la mise en œuvre et la généralisation de la gestion durable des terres et de l'eau. Ceux-ci sont généralement rassemblés sous trois genres d'obstacles : obstacles au savoir et à la technologie, obstacles politiques et institutionnels et enfin obstacles économiques et financiers.

Obstacles au savoir et aux technologies :

Bien qu'une richesse d'informations existe sur les technologies et les approches fructueuses de la gestion durable des sols et de l'eau, et que la plateforme TerrAfrica ait accompli des progrès importants, le partage du savoir et des expériences demeure insuffisant aux niveaux locaux, nationaux et régionaux en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel (y compris parmi les chercheurs, le personnel de projet et les décideurs politiques). Les connaissances en matière de gestion durable des sols et de l'eau et de l'adaptation aux changements climatiques sont fragmentées et, de manière générale, insuffisamment liées à la formulation de politiques et au processus de mise en place. Des lacunes dans le savoir demeurent présentes concernant, par exemple, les méthodes de paiement pour services environnementaux (PSE) et les choix d'adaptation fondée sur les faits. De plus, les bases du savoir ne sont pas facilement accessibles à toutes les parties prenantes. Enfin, les systèmes d'évaluation et de suivi de la dégradation des sols et de ses impacts demeurent faibles.

Au niveau local (les fermiers, les communautés, les officiers d'extension locaux et les

ONG), l'expérience, les capacités de niveau local de gestion durable des sols et de l'eau et l'adaptation aux changements climatiques continuent de manquer. Les exploitants des ressources locales disposent souvent d'une connaissance détaillée des ressources, y compris des variations spatiales, et comprennent bien la manière dont leur environnement a changé au cours du temps. Néanmoins, ils manquent souvent de connaissances sur les stratégies qui leur permettraient d'accroître la production et de conserver leur base de ressources naturelles, en prenant en compte la pression démographique, le changement climatique, les impacts actuels ou potentiels et une dégradation des sols accrue. En outre, les services de soutien et de conseils demeurent largement inefficaces en raison d'un manque de ressources financières, de formation et de capacité au plan local ainsi que d'un accès insuffisant aux nouvelles technologies et aux nouvelles approches.

Obstacles politiques et institutionnels :

Tandis que de nombreuses réussites sont comptabilisées, les questions d'atténuation/d'adaptation aux changements climatiques restent à déterminer dans des cadres sectoriels, des plans et des politiques sur l'agriculture, l'élevage d'animaux, les forêts, l'eau, et les sols et des processus budgétaires de Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP). La capacité institutionnelle demeure faible pour concevoir et entreprendre une politique de développement et une mise en application ultérieure.

En outre, l'engagement, les politiques et l'action en vue de combattre la dégradation des sols figurent, à un degré différent de maturité, dans les stratégies nationales et régionales, les plans d'action, les documents des Conventions des Nations unies dites post-Rio et dans le PDDAF. En général, la plupart des pays ont bien analysé et décrit les causes et les effets de la dégradation des sols, mais ils n'ont fréquemment pas réussi à se mettre d'accord sur les mesures concrètes

17. Parmi les pays participants, l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Togo ont élaboré ou établissent actuellement des cadres d'investissement pour la gestion durable des terres nationales. Le Burkina Faso et le Sénégal sont impliqués dans le dialogue afin d'établir des cadres d'investissement pour la gestion durable des terres.

à adopter afin de soutenir l'application de la gestion durable des terres et de l'eau. De manière spécifique, le manque réside fréquemment dans :

1. la mise en œuvre de techniques aguerries de gestion durable des terres et de l'eau à une large échelle,
2. l'essai de nouvelles techniques et
3. la mise en œuvre d'un environnement propice dans lequel les exploitants des ressources font face aux bonnes mesures incitatives pour adopter une gestion durable des terres et de l'eau.

Les gouvernements locaux, ainsi que les communautés, manquent souvent de capacités et d'accès aux ressources et aux informations pour gérer les ressources de leurs terres, ce qui restreint profondément leur efficacité. En outre, les exploitants des ressources terriennes disposent rarement de la sécurité à long terme de la ressource dont ils dépendent et les mécanismes consultatifs demeurent insuffisants. Ceci restreint leur sentiment de propriété sur les ressources et leur intérêt dans l'investissement d'une gestion durable des terres et de l'eau, qui pourraient résulter à une croissance de la production à moyen ou long terme.

Obstacles économiques et financiers :

Les ressources financières disponibles ne sont pas proportionnelles aux besoins permettant de répondre aux défis multidimensionnels de la dégradation des sols et des changements cli-



matiques. En outre, d'une part, des politiques économiques et de fixation des prix persistante et inappropriée ont généré des pressions insoutenables sur les ressources naturelles. D'autre part, des mesures incitatives effectives pour une gestion durable des terres et de l'eau (retour sur investissement, compensation de la non-utilisation des ressources, soutien de l'investissement d'amorçage pour les retours différés à plus long terme) n'ont pas été développées et/ou ont été appliquées de manière insuffisante.

La pauvreté oblige encore de nombreux exploitants des ressources à adopter des stratégies d'adaptation de court terme, plutôt qu'un inves-

tissement à long terme dans la terre et dans les ressources. De plus, la croissance démographique rapide oblige les exploitants de l'écosystème et des terres à accroître continuellement la pression sur les ressources locales, au détriment des capacités régénératives de la végétation et des ressources des sols. En raison de la pauvreté, de nombreux exploitants des ressources ne disposent pas des moyens d'investissements leur permettant d'améliorer la base de leurs ressources naturelles et d'augmenter leurs revenus d'une manière durable.

Le tableau suivant inclut une description détaillée des obstacles en mettant en évidence des exemples de la portée du programme, des liens entre ces contraintes, les domaines d'intervention du FEM et les fenêtres d'adaptation.

Approche du programme

Le défi multidimensionnel de la dégradation des sols, de la variabilité et du changement climatiques nécessite une solution intégrée développée par plusieurs pays réunis, afin d'offrir une meilleure attaque. Le programme proposé contribue à cette solution intégrée en mettant en œuvre, par le biais de projets individuels mais associés, les activités de gestion durable des terres et de l'eau (consultez la définition en note 5 de bas de page), suivant une méthode prenant en compte les besoins politiques, institutionnels, économiques et sociaux d'une gestion durable de l'écosystème à l'échelle. Cette démarche cible la mosaïque des systèmes de production, les zones protégées, les habitats et les patrimoines naturels qui forment ensemble le paysage rural de la région. Cette approche embrasse non seulement les principes des écosystèmes, mais également la connectivité existant entre ces derniers.

Le programme utilisera et adaptera une approche incorporée dans le cadre du « Projet de fonds des zones protégées nationales de Colombie » financé par le FEM, mis en place à par la Banque mondiale, appelée l'« approche mosaïque » qui

lie la biodiversité à l'agriculture et aux projets de développement. Le programme travaillera également sur des leçons d'apprentissage de la biodiversité agricole, à partir d'un projet global développé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) appelé « Conservation in-situ de cultures apparentées à l'état sauvage grâce à une meilleure gestion de l'information et à son application sur le terrain » liant l'agriculture, la sécurité alimentaire et la biodiversité. En outre, il utilisera la richesse des expériences du projet FEM lié au fonds de conservation¹⁸.

« Le concept d'« approche mosaïque » englobe un ensemble fluide et organique des processus de l'écosystème, de l'approche éco-paysage et des exigences de gestion à l'intérieur et au-delà des zones protégées elles-mêmes. Dans le contexte de chacun des projets nationaux, les mosaïques sont définies comme des « réseaux de zones protégées et de paysages complémentaires comprenant un ensemble de réserves ou parcs nationaux, des paysages de production et des territoires communautaires détenus collectivement ». L'approche mosaïque repose sur des accords institutionnels et sociaux existants afin de garantir que les objectifs de conservation et d'avantages locaux sont remplis d'une manière sociale et durable » (<http://www.thegef.org/gef/2010IYB>). Bien que certaines interventions du programme de soutien proposé ne soient pas circonscrites aux zones non protégées, cette définition peut être comprise dans la mosaïque éco-paysage élargie.

La démarche — fondée sur des traditions de respect du temps au Sahel telles que la transhumance ou la jachère mais éclairée par les sciences et les outils modernes — aborde les obstacles mentionnés ci-dessus et offre des avantages climatiques, économiques aux plans local, régional et mondial ainsi qu'une conservation inextricablement liés aux écosystèmes de la région.

18. Ces approches sont décrites dans les articles publiés dans le cadre de la célébration de l'année internationale de la biodiversité, sur le site Web suivant et seront adaptées aux conditions du Sahel : <http://www.thegef.org/gef/2010IYB>.

Tableau 1. Obstacles	
Exemples représentatifs de l'envergure du programme	Exemples de liens entre les domaines d'intervention et les fenêtres d'adaptation
<p><i>Obstacles au savoir et aux informations</i></p> <p>L'information est peu développée ou oriente rarement de manière suffisante l'investissement et la politique de la région, et demeure trop modeste pour pleinement soutenir la planification éco-paysage. Les réseaux de services hydrométéorologiques sont insuffisamment denses, l'appréciation économique de la gestion en ressources naturelles — comme l'évaluation de l'écosystème — est peu fréquente, le suivi de la base des ressources naturelles est réduite (à quelques exceptions comme le centre du suivi écologique de Dakar), les systèmes d'information dynamiques de bassin sont rares. Les bases du savoir existent, mais elles sont fragmentées et insuffisamment liées à la formulation de politiques et au processus de mise en place. En conséquence, la prise en compte des expériences passées dans la formulation des projets, des programmes et des stratégies sectorielles s'avère fréquemment insuffisante. La fragmentation et l'isolation des bases du savoir sont dues à nombre de raisons. En premier lieu, les instituts du savoir sont souvent confrontés à une pénurie de fonds les empêchant de maintenir et de mettre à jour leurs bases de données et de publier des résultats. En second lieu, il se pose une question de conception de système. De nombreux systèmes suivent une approche comportementale, couvrant des secteurs ou des zones spécifiques. En troisième lieu, les bases de données et les systèmes ne sont pas « en direct » : l'émission et la réception de commentaires émanant des niveaux inférieurs ne sont pas prévues. Les bases existantes du savoir sont généralement alimentées dans un mode unidirectionnel : les informations locales et les données de télédétection sont analysées par des experts, élaborées et finalement enregistrées. Aucun des systèmes ci-dessus n'a été conçu de manière à permettre l'actualisation de protocoles basés sur l'information provenant des niveaux locaux (FAO 2006).</p> <p>Les agriculteurs eux-mêmes sont dépositaires d'informations qui dictent les conditions de mise œuvre et la façon d'utiliser des technologies de gestion des sols. Mais cette information est rarement transmise aux nouveaux projets (Critchley 2010).</p> <p>Un suivi médiocre des ressources domine la région : bien que Terrastat fournisse une mise à jour partielle, il manque des données adéquates à long terme sur le statut des ressources naturelles en Afrique Subsaharienne (le projet LADA en cours comblera partiellement ce manque). Concernant les ressources forestières, il y a un manque de suivi sur l'étendue actuelle de la dégradation forestière. Les inventaires des ressources forestières menées par la FAO sont basés sur les informations soumises par les pays eux-mêmes, qui sont fréquemment imprécises. Pour les parcours naturels, une controverse persiste sur la manière dont peuvent être séparés et surveillés de manière appropriée les effets du surpâturage et les variations climatiques. Tandis que des informations fiables manquent à l'échelle régionale, le déficit d'information à l'échelle locale est plus important encore. Le suivi des ressources locales est normalement réalisé sur une base ad hoc, habituellement financé par des projets ou des programmes spécifiques d'une durée limitée. De plus, la couverture demeure très limitée. Par ailleurs, une approche sectorielle prévaut, tandis que la capacité multidisciplinaire manque ou demeure inadéquate et que l'utilisation des différents formats, échelles et techniques de cartographie rend fréquemment difficile la comparaison ou l'intégration de résultats (FAO 2006).</p>	

Tableau 1 continué

Exemples représentatifs de l'envergure du programme	Exemples de liens entre les domaines d'intervention et les fenêtres d'adaptation
<i>Obstacles politiques et institutionnels</i>	
<p>Les services de vulgarisation sont faibles dans les pays participants, que ce soit dans le secteur privé ou public. La population rurale dispose d'un accès limité aux informations sur la gestion des ressources naturelles, sauf celles que les fermiers se transmettent les uns aux autres (Banque mondiale de 2009).</p> <p>Les institutions régionales peuvent revaloriser les initiatives des pays si elles sont mieux équipées pour répondre aux demandes nationales de conseil et de meilleurs services d'analyses.</p> <p>Le manque d'intégration entre secteurs au niveau national, dans les domaines d'intervention et les fenêtres d'intervention du FEM, ainsi que entre la CNULD, la CDB et la CCNUCC, bien que les trois conventions partagent certaines actions prioritaires telles que l'utilisation et la gestion des terres, qui constituent les enjeux fondamentaux du développement de l'Afrique.</p> <p>Les politiques foncières sont morcelées, faibles ou manquantes et mènent à de bas niveaux d'investissement dans les ressources et une incitation perverse à dépasser un niveau durable d'utilisation des ressources.</p>	<p>La mise en œuvre de technologies sur le terrain nécessite une collaboration avec des institutions publiques et privées crédibles, pouvant travailler avec la population rurale sur la protection des ressources naturelles et le déploiement des progrès technologiques. Ceci améliore la durabilité dans la phase de l'après-projet.</p> <p>Tous les domaines d'intervention du FEM et toutes les fenêtres d'adaptation insistent sur le besoin d'institutions plus fortes. Les institutions régionales sont essentielles pour faciliter les efforts plurinationaux, et peuvent diminuer le coût des transactions de pays individuels et leur donner l'accès aux services d'informations et de conseils.</p> <p>Une meilleure intégration des fenêtres FEM transformerait les efforts au niveau national et encouragerait l'amélioration de la planification éco-paysage générant des avantages pour l'ensemble des thèmes.</p>
<i>Obstacles économiques et financiers</i>	
<p>La compréhension des aspects économiques et financiers d'une gestion durable des terres et de l'eau demeure insuffisante. Même si la plupart des techniques agricoles orientées vers une gestion durable des terres et de l'eau améliorent la production des cultures, les fermiers ne sont pas toujours convaincus du rapport bénéfice-coût de ces techniques et ceci ralentit leur application. En outre, les gouvernements demeurent souvent flous sur les implications économiques d'une gestion durable des terres et de l'eau. Ceci restreint leur soutien aux investissements à grande échelle, nécessaires à la réplication à l'ensemble des pays (FAO 2006). Un petit nombre d'analyses économiques ont comblé ce manque.</p> <p>Là où existe une connaissance des coûts et des avantages, le soutien financier et les autres mesures complémentaires doivent être mis en place afin de promouvoir une adoption élargie. Par exemple, la recherche menée en 2011 par la Banque mondiale au Nigeria montre que, même si certaines approches de fertilité intégrée des sols sont à la fois plus profitables et porteuses d'avantages environnementaux que l'engrais minéral, les taux d'adoption demeurent faibles, peut-être en raison d'une politique subventionnant uniquement l'engrais minéral.</p> <p>Une part du problème de la mauvaise gestion des ressources naturelles en Afrique s'avère être la pauvreté elle-même. De plus importantes ressources financières seront disponibles par le crédit agricole, le paiement pour services environnementaux, les subventions et fonds pour les parcs, ainsi que pour les zones de conservation communautaires, etc.</p>	<p>Le domaine d'intervention de la biodiversité donne clairement la priorité à l'évaluation économique des écosystèmes, tandis que l'examen du STAP (Groupe consultatif pour la science et la technologie) a mis en évidence le fait que la population rurale ait besoin de ressources financières supplémentaires pour renforcer les technologies améliorées de gestion éco-paysage.</p>

Source: Compilation de l'auteur.

Le soutien aux activités multisectorielles dans les mosaïques éco-paysage, situées à l'intérieur d'un ou de plusieurs pays, fera ressortir la nécessité d'intégrer différentes stratégies de gestion et de conservation. Ceci se fera avec l'utilisation durable de ressources naturelles, l'élargissement du champ des opportunités améliorant les moyens de subsistance locaux et d'adaptation au changement climatique. Le champ géographique d'intervention pourra être national afin de contribuer à l'écologie du pays et en même temps à l'initiative de la Grande muraille verte.

Concernant les interventions dans les zones protégées et l'adoption du projet du FEM « Projet de fonds des zones nationales protégées de Colombie », le programme « emploiera une approche nouvelle, inside-out afin de renforcer la gestion des zones protégées. En reconnaissant les milieux biophysiques et socio-économiques auxquels appartiennent les zones protégées, les administrateurs transformeront un problème potentiel de gestion en une opportunité de soutien à long terme » (<http://www.thegef.org/gef/2010IYB>)¹⁹.

En outre, le programme proposé aura un champ d'application thématique et géographique plus élargie que celui de l'initiative de la Grande muraille verte. Mais en lui apportant son appui, il en renforcera l'initiative et contribuera aux effets attendus comme définis dans le plan d'action de 2009:

- Le ralentissement de l'érosion des sols : la présence de la couverture végétale ralentit la

vitesse des vents et favorise l'infiltration de l'eau de pluie.

- La restructuration des sols dégradés : une croissance de la matière organique d'origines végétale et animale engendre la restructuration des sols.
- Un taux supérieur de reforestation dans des pays traversés par la Grande muraille verte, afin de restaurer, entre autres, la biodiversité et les équilibres éco-climatiques.
- La reprise, le développement, la diversification de l'agriculture et de l'élevage des animaux, en termes de volumes de production tant animale que végétale, et tranche de la population active employée dans ces sous-secteurs.
- La restauration, la conservation et le développement de la biodiversité végétale et animale, le pâturage différé, et la possession sécurisée des terres contribuent à la régénération naturelle de la végétation et au retour de la vie sauvage des oiseaux, petit gibier, serpents, etc.
- La satisfaction des besoins locaux en produits forestiers, notamment le bois de chauffage, les d'œuvre, de types ligneux et non ligneux comme la gomme, la résine, les racines, les feuilles, les écorces, les fruits, la pharmacopée, etc.
- L'amélioration du niveau de vie et de la santé avec un progrès visible de la nutrition, du milieu environnant et des besoins des ménages mieux pourvus en eau, énergie, infrastructures sociales, etc.
- L'inversion progressive du phénomène de migration rurale avec les « itinérants écologiques » et les personnes dans la misère cherchant un emploi, qui repeupleront ces zones réhabilitées de la Grande muraille verte.
- Le contrôle des ressources en eau, par le biais des bassins de retenue, des lacs artificiels

19. « Les zones protégées du monde entier n'existent pas comme des îles isolées dans lesquelles la tranquillité, vieille de plusieurs siècles de processus évolutifs, continue de s'écouler ininterrompue par les êtres humains. Elles s'avèrent être souvent plutôt des paysages à l'utilisation combinée dans laquelle les ressources naturelles sont gérées intensivement afin de satisfaire les besoins humains comme la nourriture, l'eau, le carburant et le bois. Les administrations de zone protégée affrontent ainsi le défi de gérer des zones protégées afin d'atteindre leurs objectifs de conservation, tandis que l'utilisation des sols et les mesures de gestion prise à l'extérieur des frontières du parc travaillent souvent à contre-courant de leurs objectifs de conservation » (<http://www.thegef.org/gef/2010IYB>).

et des projets hydrauliques qui contribueront à renforcer le système de production

Outre les effets ci-dessus, le programme contribuera également à la réduction des émissions de carbone et autres gaz à effet de serre et à l'amélioration de leur séquestration afin d'atténuer le changement climatique.

Au niveau institutionnel, le programme s'appuiera sur l'engagement et l'action concertée des pays participants pour l'initiative de la Grande muraille verte. Ce programme est fondé sur l'héritage de TerrAfrica, les résultats et les principes du SIP, l'approche concertée et le partenariat multisectoriel régional en place dans le cadre de la plate-forme TerrAfrica et mise en œuvre par tous les pays participants. Avec cette démarche programmatique intégrée, chaque état profitera des leçons apprises dans les divers projets, programmes et pays et aura l'opportunité de mettre en place et d'élargir les priorités déjà identifiées. Le programme deviendra une activité clé à l'intérieur de la plate-forme multipartenaire de TerrAfrica tout en apportant son soutien à la mise en place de l'initiative de la Grande muraille verte.

Dans la conception du programme, la Banque mondiale a pris en compte les commentaires techniques essentiels fournis lors de la consultation des ministres et des experts sur la Grande muraille verte, qui s'est tenue à Bonn en février 2011. Certaines de ces préoccupations fondamentales concernent :

- le profit à tirer du travail existant et des leçons apprises dans la région,
- les réponses à apporter à la dégradation des sols et au défi des changements climatiques dans le cadre d'une approche holistique,
- la prise en compte des questions pastorales au Sahel,
- le besoin d'un cadre politique et législatif facilitant l'intégration d'interventions réussies

suivant une approche de gestion intégrée de l'écosystème, ainsi que

- le besoin d'une intégration d'intervention à l'échelle régionale (consultez l'annexe E).

Conception du programme

Le programme offrira un menu d'activités interdépendantes avec les composantes décrites ci-dessous. Les pays participants formuleront des projets au niveau national et régional qui incluront toutes ou certaines des composantes en fonction de leurs conditions particulières, leurs expériences précédentes, leurs priorités identifiées, et leurs propres délais. Suite à des dialogues permanents et à des activités de préparation dans les pays, des objectifs quantitatifs et une couverture spatiale seront définis pour chaque projet. Les conceptions et durée de projet sous ce programme prendront en compte les évolutions du climat et le fait que la région peut être plus sec et plus humide au sein des durées du projet étant donné cette fourchette naturelle de variabilité historique.²⁰

L'objectif commun de ces projets sera de promouvoir les pratiques de gestion durable des terres et de l'eau et de la conservation de la biodiversité afin de se consacrer au problème de la dégradation des sols et à la variabilité du climat dans les zones d'intervention. Les composantes et les sous-composantes sont :

a. Institutions, information et politiques

Renforcement des politiques et des institutions :
Créer un environnement favorable pour renforcer la gestion durable des eaux et des terres en Afrique de l'Ouest et dans la ceinture sahélienne

²⁰. En Afrique de l'Ouest, les modèles de circulation générale ne sont pas en accord si le Sahel a un futur plus sec ou plus humide. Cette incertitude augmente davantage au nord où l'on voyage dans des zones humides au Sahel, qui peut connaître une augmentation ou une baisse des pluies de +/- 50 %. Les pays prendront en compte la fourchette actuelle observée de la variabilité des pluies jusqu'à ce qu'une meilleure science soit disponible.



et renforcer les capacités au niveau national et local afin de mettre en œuvre, d'harmoniser et de coordonner les investissements, les politiques et les informations.

Gestion des connaissances et suivi: Production et échange de connaissances qui sont effectivement utilisées pour la formulation et le respect des politiques de même que la mise en œuvre des techniques. L'évaluation des résultats et des progrès feront partie des informations devant être recueillies en temps opportun et dans des objectifs de performance, de même que les outils des mosaïques de suivi des paysages déployées telles que la télédétection, TIC, données nova-

trices et les systèmes d'information. La sous-composante inclura également des consultations et des communications comprenant une prise de conscience publique pour des actions publiques telles que la création d'un site Web spécifique au programme pour des actions collectives ainsi que la création d'un site Web spécifique au programme afin de faciliter l'accès et le partage des informations pertinentes. Les outils, les documents et les informations pratiques seront partagés sur la base régionale de connaissances sur la gestion des terres de TerrAfrica. En ce qui concerne le suivi et l'évaluation, il aura lieu à trois niveaux : niveau du projet, niveau le plus important du projet, et niveau le plus important de la

capacité du gouvernement à suivre les richesses naturelles. Étant donné que le programme ne possède pas de suivi et d'évaluation séparé ou de composante de gestion du projet, cette première composante inclut des produits de suivi et d'évaluation qui ont pour objectif de suivre la capacité des projets discrets dans le cadre du programme à fournir des données et informations aux systèmes de suivi des progrès. Ces activités seront effectuées au sein de chaque projet discret, avec le projet régional du programme, et sur l'ensemble des autres composantes du programme.

b. Investissement dans la gestion durable des terres et de l'eau et la conservation de la biodiversité

Pratiques de gestion durable des terres et de l'eau : Renforcer les pratiques de gestion durable des terres et de l'eau dans les zones dégradées (zones agricoles, forêts, zones pastorales et zones humides). Ces pratiques pourront inclure techniques de conservation des sols, récoltes de couverture et cultures intercalaires, rotations des pâturages et corridors, systèmes d'irrigations, petite irrigation et ainsi de suite. Les activités durables de gestion des forêts au niveau national et local incluront entre autres :

- cadres réglementaires des forêts, promotion des bonnes pratiques de gestion au sein de la communauté et pour les petits exploitants forestiers ;
- technologies de récolte durables pour le bois et les autres produits forestiers ;
- planification de la gestion des forêts ;
- paiement de services environnementaux et autres mécanismes basés sur le marché en utilisant des outils d'évaluation économique ;
- des activités pour augmenter la connectivité écologique et améliorer les valeurs de la biodiversité des forêts au niveau des paysages, incluant des activités agricoles (gestion des

zones tampons, corridors entre les zones protégées) ;

- technologies agricoles pour réduire la pression sur les ressources des forêts).

Ces pratiques seront basées sur des approches participatives de l'aménagement du territoire et de l'eau afin de satisfaire les besoins de subsistance et les priorités spécifiques au niveau local. De plus, cela pourra être accompagné avec une planification à grande échelle (bassins versants, bassins, écosystèmes) pour sécuriser ainsi un vaste éventail de services écosystémiques dans la mosaïque eco-paysage. Les projets discrets fixeront ces activités pendant leur préparation afin que les technologies soient appropriées au niveau local. L'annexe F résume la définition des pratiques et des technologies de gestion durable des terres et de l'eau devant être promues par le programme (des informations supplémentaires sur les technologies à appliquer dans le cadre du programme se trouvent dans le livre récemment publié, « Gestion durable des terres en Pratique, directives et bonnes pratiques pour l'Afrique subsaharienne » (FAO, 2011).²¹

Mesures de conservation de la biodiversité : Soutenir la conservation de la biodiversité dans la mosaïque éco-paysages comprenant les zones protégées et les systèmes de production touchés par la dégradation des sols et la variabilité climatique. Les projets individuels développeront des composantes de biodiversité détaillant les zones couvertes, les politiques soutenues, les mécanismes de financement élaborés, etc.

Reconnaissant que les zones protégées sont un élément fondamental de toute approche éco-paysage, le projet cherchera à élargir les zones

21. http://knowledgebase.terrafrica.org/fileadmin/user_upload/terrafrica/docs/topic_page/SLM_in_Practice_english.pdf. également, pages 72-73 de l'outil de soutien du pays de Terrafrica qui définit les technologies de gestion durable des terres et de l'eau conformément à la nomenclature WOCAT et au livre dont il est fait référence ci-dessus : http://knowledgebase.terrafrica.org/fileadmin/user_upload/terrafrica/docs/topic_page/Country_Support_Tool_2_.pdf

protégées existantes, à développer les corridors biologiques, à soutenir la gestion des zones protégées et à développer les liens étroits entre les secteurs économiques et les zones protégées. Des mesures supplémentaires en matière de biodiversité dans les paysages productifs seront abordées telles que des mesures de conservation et des corridors de végétation le long des voies navigables soumises à l'érosion. Les projets peuvent également travailler sur l'agrobiodiversité et en particulier sur la conservation des cultures apparentées à l'état sauvage qui sont décrites dans l'article du FEM de 2010 (Année internationale de la biodiversité) « *Food for the Future* » (*Nourriture pour le futur*) : Conserver certaines cultures apparentées à l'état sauvage comme « matériel génétique clé afin d'améliorer la qualité des cultures, de renforcer la productivité, et de fournir des variétés cultivées résistant aux parasites et aux maladies [...] la conservation des plantes sauvages apparentées aux plantes cultivées est devenue encore plus essentielle en période de changement du climat. L'expérience s'est basée sur le projet du PNUD sur les plantes sauvages apparentée aux plantes cultivées, et similaire à certaines composantes du projet de conservation de la biodiversité dans la Savanne septentrionale du Ghana, mis en œuvre par la Banque mondiale.

Moyens de subsistance alternatifs dans les mosaïques de conservation : des activités communautaires durables qui transforment les pratiques productives résultant à la dégradation des sols et la désertification et génèrent des sources alternatives de revenus.

c. Innovation et économie

Paiement pour services écosystémiques (PSE): Mise en œuvre de systèmes PSE comme mécanisme incitatif pour soutenir la mise en œuvre de la gestion durable des terres et de l'eau. Le PSE est un outil qui s'est avéré être un grand succès en Amérique latine. Il a basculé l'équilibre avec l'adoption de meilleures pra-

tiques de gestion durable des terres et de l'eau. Les méthodologies utilisées suivront les leçons apprises des nombreux projets FEM en Amérique latine.

Écotourisme: Le développement de l'écotourisme et des activités qui s'y rapportent qui généreront des avantages environnementaux et contribueront aux moyens de subsistance locaux.

En harmonie avec l'approche d'écosystème intégrée du programme, les aspects soutenant la création des mécanismes financiers (surtout dans le cadre de cette composante Innovation et économie) et un cadre régional (en particulier, dans le cadre des composantes Institution, information et politique) afin de gérer les interconnexions entre la conservation et les secteurs économiques productifs seront également étudiés de près pour garantir la durabilité.

d. Atténuation du et adaptation au changement climatique

Adaptation: Augmenter les capacités d'adaptation et réduire la vulnérabilité des communautés rurales en ajustant les pratiques de production. Les activités incluront le renforcement des capacités afin de mettre en œuvre les réponses à la gestion des risques climatiques, en élaborant des cartes de vulnérabilité, en intégrant :

- des paramètres climatiques dans la planification et la conception des travaux publics,
- des mesures agricoles pour promouvoir l'autosuffisance alimentaire,
- des méthodes d'assurance pour réduire les dommages causés par le climat
- des mesures techniques prioritaires telles que l'introduction de variétés de plantes résistantes à la chaleur,
- des techniques d'irrigation adapté au changement climatique à petite échelle,

- des meilleures capacités de stockage de la nourriture et des graines et une production d'aliments pour le bétail, entre autres.

Gestion des risques de catastrophes - Soutenir les activités communautaires afin d'atténuer et de prévenir les impacts des catastrophes, en travaillant aussi sur la réduction de la vulnérabilité, la participation de la communauté dans la gestion des inondations et enfin la création de systèmes précoces d'avertissement.

Atténuation: Améliorer l'accumulation de carbone dans les biocarburants et les sols, et changer les pratiques non durables d'utilisation des terres. Cette sous-composante inclut, également, le soutien à l'utilisation d'énergie renouvelable qui sont des alternatives aux approches traditionnelles dans les foyers, engendrant une réduction de gaz à effet de serre avec la production et de l'utilisation de charbon. Ce soutien inclura le renforcement des capacités techniques et institutionnelles en sus du transfert de technologie.

Les technologies à faible émission de carbone dans le secteur de l'énergie sont étroitement liées aux décisions sur l'utilisation des terres qui incluent, entre autres, des fourneaux efficaces, des digesteurs de biogaz, et une petite/ micro énergie hydraulique (de même que des mesures pour réduire la dégradation des sols et l'accumulation de sédiments dans les réservoirs). Avec le remplacement des combustibles par des options plus propres, ces exemples de technologies énergétiques réduiront la pression sur les forêts et les régions boisées, la demande en bois de chauffage, les émissions de gaz à effet de serre et la pollution de l'air intérieur.

L'annexe C comprend une brève description des projets prélimi-

naires déterminés à la conception par chacun des pays participants ainsi que des projets régionaux. Ces priorités prennent en considération les investissements existants et planifiés, le cadre de partenariat pour soutenir ces projets et les capacités existantes pour supporter la mise en œuvre.

Afin d'interpoler les mesures de gestion durable des terres et de l'eau et d'adaptation, le programme et ses projets suivront la théorie cohérente du changement qui définit comment le changement surviendra, dans quel ordre et avec quel effet. Cette théorie sera aussi adaptée à celle développée par TerrAfrica:

- Les partenaires soutiennent les actions des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel afin de leur permettre d'améliorer les alliances, de créer un environnement propice à une gestion durable des terres et de l'eau et de permettre l'adoption de politique de gouvernance, d'institutions, et de politique, etc. qui ensuite...



- Contribuent à de meilleures exhortations et par conséquent, plus de connaissances sont générées et plus de financement sont débloqués, qui ensuite...
- contribuent à une meilleure adoption des technologies et à une meilleure planification de l'utilisation des sols qui ensuite...
- Contribuent à piloter la gestion durable des terres et de l'eau et l'accroissement de l'adaptation au-delà des expériences isolées actuelles, qui ensuite...
- Contribuent à sécuriser de manière durable les services écosystémiques (plus de nourriture, plus de fibres, un débit d'eau, des augmentations de revenus et de sources de revenus, plus de stockage de carbone, une biodiversité plus importante, moins d'impact et de vulnérabilité des risques/variabilité du climat), tout en soutenant la gestion des compromis entre les utilisations des sols telles que le contrôle de l'extensification agricole sur les régions boisées.



D. La valeur ajoutée du programme

La valeur ajoutée du programme par rapport à l'approche projet:

Une approche programmatique qui aborde les défis régionaux multi-sectoriels des écosystèmes transfrontaliers offre de multiples avantages et une valeur ajoutée comparée à des projets isolés. Comme cela est mentionné dans le document de la Programmation du cinquième cycle du FEM (FEM-5), des approches programmatiques pour les ressources naturelles seront la modalité appropriée pour déclencher des changements et lier plus solidement les investissements du FEM aux impacts à grande échelle. Quatre domaines principaux interdépendants de valeur ajoutée sont identifiés.

Interconnectivité régionale

Comme cela a été développé à la section C sur les raisons du programme, les écosystèmes sont connectés à travers les frontières par le biais de la migration, la transhumance, et le changement de l'utilisation des sols (par exemple, l'épuisement des forêts sur la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest a un impact sur la pluviométrie dans la savane et au Sahel). Dans la région, on comprend mieux que la dégradation des sols et des ressources de l'eau, ainsi que la variabilité et le changement du climat transcendent les frontières nationales.

Le programme et le projet régional qui s'y rapporte sera instrumental pour soutenir les pays participants au renforcement de leur compréhension de cette interconnectivité. Le projet régional jouera également un rôle dans la diffusion de meilleures pratiques et dans le partage des expériences.

Plus de visibilité et de partage des connaissances

Une approche programmatique permettra à chaque pays/projet participant de tirer profit – durant les

étapes de formulation et de mise en œuvre - des connaissances et des leçons apprises et régulièrement partagés parmi les parties prenantes. Cela améliorera l'impact à l'échelle régionale et augmentera les possibilités de réplique parmi et au sein des pays. Le programme utilisera et élargira la base des connaissances et le réseau d'experts créés dans le cadre de la plateforme TerrAfrica. L'approche programmatique fournira également un meilleur suivi et des cadres de référence permettant d'harmoniser les indicateurs et les systèmes clés. Ceci permettra une meilleure comparaison, évaluation et contrôle au sein des pays et de mieux savoir ce qui marche, où et pourquoi. Le programme apportera une plus grande portée d'actions et une meilleure visibilité pour l'Afrique de l'Ouest et les pays du Sahel avec le FEM catalysant d'un front commun les actions sur le terrain.

Institutions et politiques renforcées

Une approche programmée facilitera l'harmonisation des politiques et des réglementations au sein de la région et contribuera à la rentabilité. De plus, l'approche permettra d'étendre et de reproduire les intérêts nationaux par rapport à ceux de la région en prenant en compte les mosaïques éco-paysage des terres et de l'eau qui vont au-delà des frontières et accueillent différents écosystèmes. L'approche améliorera également les opportunités pour reproduire les avantages environnementaux mondiaux au sein de la région. Enfin, une approche programmatique garantira une plus grande cohérence dans la formulation des projets nationaux et régionaux. Elle permettra aussi de promouvoir de plus grandes synergies dans la mise en œuvre.

Réduction des coûts, augmentation de l'investissement

Une approche programmatique garantira que les coûts de transaction liés à l'approbation du projet pourront être centralisés dans le programme-cadre. Une meilleure harmonie parmi les parties prenantes au titre d'un programme-cadre réduit

également le drainage des ressources d'un pays et peut augmenter l'impact de chacun des efforts directs des parties prenantes. Offrir un programme d'investissement multifocale permettra au pays d'obtenir un financement plus prévisible pour la gestion durable des terres et de l'eau et par conséquent, une planification et une cohérence à long terme. Un programme multisectoriel avec une responsabilisation et un suivi renforcée sera plus attractif pour des donateurs potentiels supplémentaires. Cela pourrait donc augmenter la disponibilité de cofinancement. Enfin, une approche programmatique permettra de mixer le financement provenant de différents points focaux qui en retour, généreront des résultats à plus grande échelle.

E. Programme de référence et problèmes abordés

Description du programme et des projets de référence et des problèmes qu'ils cherchent à aborder:

L'annexe C et D incluent une description des projets de référence qu'ils seraient possible de mixer, partiellement mixé ou pour aller en parallèle avec le programme. Le total des projets de référence s'élève à 1 775 millions de dollars. Ces projets discrets sont encore dispersés dans les différents pays et abordent des problèmes liés au développement rural, à l'agriculture, à la croissance économique, à la gestion des risques de catastrophe et aux moyens de subsistance ruraux. Même si le programme de référence fournira des avantages socio-économiques importants par le biais du développement, de l'agriculture et des initiatives énergétiques, sa capacité de catalyseur pourrait être grandement démultipliée par soutien du FEM dans la production des biens publics mondiaux.

Le programme utilise comme référence des projets multiples qui, considérés ensemble, pourraient former une mosaïque éco-paysage. Chaque projet de référence est une pièce du

puzzle; c'est-à-dire les projets d'agriculture travaillant dans le paysage de production agricole ; les projets forestiers dans les zones forestières ; les projets des bassins versants dans les bassins versants, avec le FEM constant pour la génération de biens publics mondiaux.

Les avantages locaux, nationaux et mondiaux seront atteints si ces projets sont intégrés et renforcés au sein d'une approche programmatique qui sécurise les services écosystémiques à différentes échelles, établie une gestion intégrée des ressources naturelles et permet une adaptation au changement climatique.

De plus, les réalisations atteintes jusqu'à présent avec le FEM, la Banque mondiale et les autres agences contribuent à aborder les défis de la dégradation des sols et le changement climatique. Mais ceux-ci doivent être consolidés davantage. Le programme offre l'opportunité de procéder avec une perspective multifocale et dans un cadre régional. Certains plans d'investissement attendent une mise en œuvre telle que des plans d'action nationaux et régionaux pour la Grande muraille verte ou des cadres d'investissement pour la gestion durable des terres et de l'eau. Intégrer les projets de référence dans le cadre d'une approche programmatique et soutenir la mise en œuvre de plans d'action régionaux et nationaux apporteront une transformation plus importante, une visibilité politique pour la région ainsi que l'intégration des principes de la Grande muraille verte.

F. Raisonnement des coûts incrémentaux du FEM et additionnels du FPMA/FSCC

Description des activités incrémentales (Fonds d'affectation spéciale du FEM) ou additionnelles (FPMA/ FSCC) requises pour le financement FEM/ FPMA/FSCC et les avantages environnementaux mondiaux (Fonds d'affectation spéciale du FEM) et d'adaptation qui s'y rapportent et devant être fournis par le projet:

Le programme utilise comme projets multiples de référence ceux qui considérés ensemble, peuvent créer une mosaïque éco-paysage. Chaque projet de référence est une pièce du puzzle; c'est-à-dire des projets d'agriculture travaillant dans le paysage de production agricole ; des projets forestiers dans les zones forestières ; des projets des bassins versants dans les bassins versants, et le FEM constant pour la génération de biens publics mondiaux.

Le scénario commercial, comme toujours, prend en considération les plans d'action nationaux et régionaux qui sont cohérents avec l'objectif du programme mais nécessitent une mise en œuvre supplémentaire. Dans le cadre de ce scénario de référence, la dynamique émergente pour l'Afrique de l'Ouest et les pays du Sahel pour gérer le problème de la dégradation des sols, du changement et de la variabilité climatique sera drastiquement réduite. De même, l'écart entre les efforts mis en œuvre pour aborder les défis et l'échelle du problème continueront d'exister. Des approches sectorielles uniques, des projets isolés et des institutions individuelles ne peuvent pas à elles seules aborder les défis pluri-disciplinaires posés par la dégradation des sols et le changement climatique.

Valeur ajoutée supplémentaire avec le financement du FEM

Le programme proposé joue un rôle dans l'effort à long terme du FEM dans la région très vulnérable de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Comme cela a été souligné dans les sections précédentes, ce programme fait partie des nombreuses contributions à la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille Verte. Cet effort s'ajoutera au financement pour le renforcement de la gestion durable des terres et de l'eau afin de fournir des avantages locaux, régionaux et mondiaux au sein des zones focales du FEM. En rassemblant les diverses ressources financières, et celles des pays participants eux-mêmes, le programme par le biais d'une approche écosystémique soutien-

dra les pays afin de mieux intégrer la gestion des sols, de l'eau, du carbone et de l'adaptation. Ceci se fera tout en créant des opportunités pour améliorer les moyens de subsistance locaux et pour garantir des services écosystémiques au niveau national, régional et mondial. Le programme prend une approche intégrée multi-focale qui est vraiment novatrice et basée sur les expériences du FEM et des conventions environnementales principales.

Le supplément du FEM se concentrera sur la sécurisation des services écosystémiques de la mosaïque éco-paysage, et encouragera l'application des pratiques de gestion des terres et de l'eau ainsi que les approches avec des avantages environnementaux mondiaux. Ces dernières incluent des pratiques de conservation des sols et de l'eau telles que des rideaux-abris, des arbres multi-abris sur les terres de production, irrigation à petite échelle et récupération de l'eau. Des approches incrémentales pourront inclure, entre autres, la planification de bassins versants à grande échelle ou la planification de l'utilisation des sols de la communauté à petite échelle. Ceci donnera accès au bois de chauffage et à l'élevage, permettra le développement et la gestion d'un corridor biologique et la promotion de l'écotourisme.

Avantages environnementaux mondiaux fournis par le programme

Un programme conçu au sein de multiples zones focales étroitement liées les unes aux autres dans une zone géographique importante contribuera à la sécurisation de multiples avantages environnementaux mondiaux. Ces derniers pourront inclure la gestion durable des ressources naturelles (sol, eau et végétation) sur presque 2 millions d'hectares de terres cultivées, de parcs naturels et d'écosystèmes forestiers non irrigués. Elle rendra aussi possible la protection de la biodiversité non irriguée et menacée, la protection contre l'érosion et la désertification, et la séquestration potentielle de 0,5 à 3,1 millions de tonnes de carbone par an. Ces avantages pour-

ront également contribuer à augmenter la résilience des écosystèmes de la région au changement et à la variabilité climatique et accroître les moyens de subsistance des personnes.

Valeur ajoutée et avantages générés par le programme d'adaptation

Étant donné la présence des défis liés au changement et à la variabilité du climat, le programme intégrera des initiatives identifiées comme étant prioritaires dans les exercices menés par les pays telle que les PANA. Ces initiatives auront pour objectif d'accroître les capacités d'adaptation, d'augmenter la résilience au changement climatique et de réduire la vulnérabilité.

Les ressources FPMA et FSCC aborderont les vulnérabilités principales devant être identifiées dans les projets de référence (ce qui généralement devra coïncider avec ce qui a été clarifié dans le PANA du pays), et chercheront à aborder la résilience et les bénéfices conjoints substantiels. Les vulnérabilités principales incluent

celles qui ont le grand d'effets négatifs sur les économies des pays et la stabilité des écosystèmes essentiels. Par exemple, les impacts sur l'agriculture ont un poids considérable car ce secteur représente une bonne part du PIB des pays et reste extrêmement pertinent étant donné la nature du programme et des projets de référence. Certaines des actions confrontant les vulnérabilités dans les pays comprendront:

- a) les activités pour réduire les écarts de connaissances, tels que l'identification des implications de la gravité de la variabilité pluviométrique, les augmentations des températures des sols et les taux d'évaporation sur la couche de surface de terre, un meilleur plan pour les réponses, et une identification des impacts sur l'agriculture et les forêts;
- b) des décisions politiques et carences institutionnels, telles que l'intégration des problèmes d'adaptation dans les politiques agricoles et forestières ;
- c) des investissements pour réduire les vulnérabilités dans les secteurs pertinentes (carences techniques).



Le programme couvre des avantages d'adaptation multiples selon les particularités spécifiques de ses projets. Certains de ces avantages incluent :

- protection des moyens de subsistance contre les effets du changement climatique sur l'eau et les ressources du sol ;
- amélioration de la réponse à la pénurie d'eau par le biais de l'irrigation et des techniques modérées d'utilisation de l'eau ;
- intégration du changement climatique dans les plans et les politiques d'investissement sectoriel concernant la gestion de l'utilisation de l'eau et des sols ;
- renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophes dans un climat variable ;
- amélioration de la compréhension des implications du changement climatique dans les différents secteurs ;
- amélioration de la diffusion des connaissances, prise de conscience sur les causes et les impacts du changement climatique et prise de mesures d'atténuation et d'adaptation ; et enfin
- amélioration des capacités techniques à mettre en œuvre des mesures d'adaptation.

G. Les avantages socio-économiques

Description des avantages socio-économiques devant être fournis par le programme au niveau national et local, avec une prise en considération des inégalités liées au genre, et comment ces avantages soutiendront la recherche d'avantages environnementaux mondiaux (Fonds fiduciaire FEM) ou avantages d'adaptation (FPMA/FSCC)

En promouvant la gestion durable des terres et de l'eau et en offrant des opportunités d'amélioration des moyens de subsistance, on envisage que le programme contribuera à atténuer les con-

ditions de vie des habitants de cette région africaine qui sont les plus pauvres du continent. Considérant la population qui vit dans la zone du Sahel-saharienne, on estime que plus de 30 % de la population (la majorité vivant dans des zones rurales) vit dans une pauvreté absolue. La population dans ces zones est pour la plupart des agriculteurs de subsistance et des bergers ; et est très vulnérable aux catastrophes. En se basant sur l'indice de développement humain du PNUD (IDH) pour 169 pays, les pays participants se classent plutôt bas à l'échelle mondiale: Bénin 134; Burkina Faso 161; Tchad 163; Éthiopie 157; Ghana 130; Mali 160; Mauritanie 136; Niger 167 ; Nigéria 142 ; Sénégal 144 ; Soudan 154 et Togo 139. On prévoit que le programme aura un impact positif sur le secteur agricole en établissant des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau. En moyenne, parmi les pays participants, l'agriculture contribue à 34 pourcent du PIB. Le programme apportera sa contribution pour que les pays puissent ainsi avancer vers l'accomplissement de plusieurs des objectifs de développement du Millénaire. De manière générale, offrir des options pour l'amélioration des moyens de subsistance contribuera à rompre le cycle vicieux de la pauvreté et de la dégradation des sols étant donné que les pauvres et les affaiblis sont contraints de surexploiter les ressources naturelles afin de répondre à leurs besoins immédiats de survie.

Le programme augmentera les opportunités d'amélioration des moyens de subsistance et fournira des avantages concrets aux petits fermiers et à la population pastorale, hommes comme femmes. La mise en œuvre des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau a le potentiel d'offrir une série d'avantages aux communautés locales tels que : rendements plus importants, amélioration de la fertilité des sols, disponibilité fourragère ainsi que temps de collecte du bois plus court pour les femmes (marcher de longue distance pour trouver du bois oblige les femmes à réattribuer le temps qui aurait pu être utilisé pour d'autres tâches plus productives ou pour l'éducation des enfants). Les communautés



bénéficieront d'une amélioration de la production et d'un accès aux produits forestiers, en particulier: le bois de chauffage, le bois et les produits ligneux et non ligneux tels que la gomme, les résines, les racines, les feuilles, les écorces, les fruits et pharmacopée. De plus, la mise en œuvre des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau permettra aux fermiers et aux communautés de s'adapter et d'être plus résistants au changement climatique. Elle permettra d'augmenter la production de nourriture, de renforcer l'autosuffisance alimentaire et de restaurer les ressources naturelles de production.

Certaines des activités du programme deviendront également de nouvelles sources d'emploi et de revenus stables pour les communautés locales surtout pour les jeunes qui sont de plus en plus tentés par l'exode rural et la migration. De plus, le programme inclura dans ses d'activités le renforcement des capacités institutionnelles rurales, celles des femmes et des associations de jeunes. S'engager dans les activités communautaires permettra au programme de contribuer également à la construction d'un capital social dans la région, d'augmenter la confiance des communautés dont la gestion de leurs ressources naturelles et d'avoir une stratégie à long terme

pour l'amélioration des moyens de subsistance. Le capital social sera également renforcé par le biais de l'implication des organisations locales, de base et traditionnelles ainsi que par des ONG expertes dans des domaines d'intervention.

Les projets inclus dans le programme-cadre devront refléter les besoins et renforcer les contributions des hommes et des femmes pendant la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Les femmes seront les bénéficiaires principales de multiples projets dans le projet-cadre puisqu'elles seront impliquées dans l'utilisation du bois, la récolte de produits forestiers pour la nourriture, les médicaments et les cosmétiques ; l'utilisation de fourneaux efficaces qui peuvent réduire le travail et les dangers pour la santé; et dans certaines activités génératrices de revenus, surtout si ce revenu aide à répondre aux besoins de la famille et du ménage.

De nombreux résultats du programme liés à un écotourisme basé sur la communauté, à des moyens de subsistance alternatifs et au paiement des services écosystémiques ont pour objectif d'offrir de nouvelles sources de revenus durables pour les communautés locales. Ayant pour objectif de faciliter les conditions de l'égalité des sexes, les

résultats liés à la gestion des informations, au renforcement des capacités, au transfert des technologies, à l'aide financière et à l'élaboration des politiques promouvront, quand possible, la participation des femmes et des groupes vulnérables. Pour que cela soit atteint, le programme envisagera des outils et des mécanismes prenant en compte leur taux d'analphabétisme souvent plus élevé pour les femmes. Afin d'appliquer des mécanismes encourageant des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau, il sera nécessaire de prendre en compte les différents besoins et intérêts des femmes et des hommes, de sécuriser les avantages économiques à court et à long terme et de répondre aux avantages sociaux des groupes participants au programme.

H. Le type de soutien financier

Justifier le type de soutien financier fourni avec les ressources FEM/FPMA/FSCC :

Le programme recevra le soutien de multiples sources de financement incluant le fonds fiduciaire FEM et les fonds FPMA/ FSCC. Comme cela est indiqué ci-dessus, il a comme objectif de financer des activités supplémentaires, au-delà des investissements de référence. Même si les subventions du FEM/ FPMA/FSCC sont petites comparé au programme de référence, elles peuvent générer des impacts à grande échelle au niveau local, national et global.

Chaque pays mettra en œuvre des projets nationaux en utilisant tout ou une partie des allocations de la zone focale ainsi que des approches complémentaires, telles que FPMA ou FSCC pour l'adaptation. De plus, certains pays se concentrant sur la gestion des forêts pour des avantages mondiaux multiples tireront avantage d'un financement incitatif dans le cadre du programme de gestion forestière du FEM. Pour le projet de gestion des connaissances régionales, de suivi et d'évaluation (décrit en annexe C), les fonds proviendront des montants réservés ou mis de côté des domaines d'intervention « dé-

gradation des sols » et « atténuation du changement climatique » car, les besoins ne peuvent pas être seulement comblés avec les allocations des pays. Ce projet contribuera au transfert des connaissances afin d'élargir le rôle catalyseur du FEM et d'optimiser les impacts des projets pays.

Les impacts de transformation à grande échelle seront possibles en rassemblant les ressources financières des différentes sources et en les intégrant de manière stratégique.

Afin de mettre en œuvre les différentes composantes, le programme financera:

- de petits travaux pour la gestion et l'adaptation des bassins versants,
- des avoir contribuant à l'application de technologies de gestion des terres et de l'eau et de conservation de la biodiversité,
- assistance technique au niveau ministériel et avec les agriculteurs,
- des services techniques pour produire des cartes et mettre en œuvre le système d'évaluation et de suivi,
- des ateliers pour la participation, les consultations, et l'apprentissage ainsi que les coûts d'exploitation supplémentaires.

I. Les risques

Description des risques, y compris les risques de changement climatiques qui peuvent être contre les objectifs du programme, et si possible, proposer des mesures qui seront mieux élaborées lors de la conception du programme:

Étant donné que le programme sera parmi ceux de TerrAfrica dans le cadre du FEM-5, certaines mesures d'atténuation des risques potentiels sont déjà en place. Par exemple, en plaçant le programme au sein de structures de mise en œuvre existantes, TerrAfrica renforce le leader-

Table 2. Evaluation préliminaire des risques potentiels et mesures proposées

Risques critiques	Niveau de risque	Mesures proposées
Le changement climatique peut diminuer les résultats des pratiques de gestion.	Substantiel	Le programme inclura des initiatives de gestion durable des terres et de l'eau afin de mitiger et de réduire la vulnérabilité aux impacts du changement climatique.
Instabilité politique	Substantiel	Un programme régional servira de tampon contre les impacts de l'instabilité politique, étant donné que les initiatives partagées pourront fonctionner dans les pays plus stables.
Mandats se chevauchant à travers institutions gouvernementales et régionales	Substantiel	Le programme fonctionnera avec des gouvernements individuels dans le cadre de la plateforme TerrAfrica utilisant le CSIF comme outil de coordination. Un comité technique également sera établi sous le leadership de l'Union Africaine pour faciliter la coordination entre parties prenantes.
Harmonisation et mobilisation des ressources insuffisante. Les pays et les donateurs ne travaillent pas ensemble suffisamment pour garantir l'alignement et la mobilisation du cofinancement.	Modéré	La plateforme TerrAfrica, le leadership du NEPAD/ Union africaine, les leaders des divers partenariats et le haut niveau d'engagement politique existant derrière l'initiative de la Grande Muraille renforceront cette harmonisation.
Les politiques de propriété sont fragmentées, faibles ou manquantes résultant à de faibles investissements dans les ressources et à une incitation perverse à une utilisation non-durable.	Substantiel	<p>Le programme développera une fourchette de mécanismes incitatifs, délivrés par le biais de structures communautaire et en cohérence avec les régimes fonciers traditionnels.</p> <p>Les projets suivront différentes stratégies de conception en travaillant dans des zones avec des politiques de propriété claires, en encourageant un développement piloté par la communauté, en augmentant les capacités institutionnelles et communautaires afin de leur permettre de créer une cartographie des capacités et un aménagement du territoire, et en promouvant les droits des ressources naturelles et ainsi de suite.</p> <p>Enfin, les protections sociales de la Banque mondiale incluront problèmes liés au régime foncier et à l'utilisation des terres, afin d'aider à réduire les risques. Chaque projet aura des circonstances uniques qui définiront le choix de stratégie d'atténuation des risques.</p>
Des méthodes et des outils inaccessibles ou inappropriés peuvent conduire à des résultats et des produits non viables.	Modéré	La préparation de chaque projet discret appliquera des méthodes et des outils scientifiques appropriés aux caractéristiques du projet. Chaque suivi et évaluation de projet se fera en harmonie avec la politique de la Banque mondiale et se concentrera sur la sphère de contrôle direct de chaque projet donné.
Faibles capacités des techniques locales et des méthodes de gestion pour soutenir la formulation et la mise en œuvre des projets.	Modéré	Les projets régionaux seront prêts à renforcer les capacités locales quand nécessaire. Les fora d'échange d'expériences entre institutions apporteront des informations de valeur aux responsables de la formulation et la mise en œuvre de nouveaux projets.
Faible demande de la communauté pour mettre en œuvre ou soutenir les technologies de gestion durable des terres et de l'eau.	Modéré	Dans la sélection des activités, le programme paiera une attention particulière aux avantages locaux (en plus des nationaux et mondiaux). L'aménagement du territoire et des bassins versants se fera de façon à renforcer la prise de conscience locale et les motiver. Les projets seront également encouragés à avoir la flexibilité de se concentrer sur des technologies faciles et plus facilement acceptées.

Source: Compilation de l'auteur.

ship africain et la sensibilisation au programme. La coordination des activités nationales et régionales seront également facilitées à travers une approche collaborative et un partenariat régional multi-sectoriel que la plateforme de TerrAfrica a mis en place. Malgré ceci, le niveau de risque du programme est jugé « substantiel ». Ce niveau a pu être ramené à « modéré » grâce aux mesures de gestion des risques résumées ci-dessous.

Chaque projet national ou régional devant être financé par le programme devra indiquer les risques existants et potentiels et les mesures d'atténuation.

J. La structure institutionnelle

Description de la structure institutionnelle du programme y compris la coordination, le suivi et l'évaluation:

Les mécanismes de mise en œuvre du projet n'ont pas pour objectif de dupliquer les structures existantes. Ils se basent sur les mécanismes, les programmes et dispositions africains déjà existants. Par conséquent, le programme n'exigera pas, ne créera pas ou n'engendrera pas de structures d'exécution. Il sera mis en œuvre par le biais d'un portefeuille de projets nationaux et régionaux. Par conséquent, il y aura deux niveaux de mise en œuvre: une exécution au niveau régionale et une au national sur le terrain.

Exécution nationale sur le terrain. Le programme sera mis en œuvre par le biais de divers projets spécifiques au niveau national dépendant des priorités spécifiques identifiées, des capacités d'absorption et des opérations d'investissement discrètes. Chaque pays choisira les agences responsables pour l'exécution du projet. Les agences forestières, les ministères de l'agriculture, du développement rural et de la planification sont des organes qui pourraient être impliqués. De plus, la coordination élargie sera établie avec d'autres agences travaillant avec les pays sur des initia-

tives similaires telles que la Banque africaine de développement (BAfD), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et d'autres agences de l'ONU. Cette coordination évitera la réplication d'activités et promouvra l'échange d'expériences et de connaissances. Parce que le programme proposé devra se concentrer sur les biens publics dérivés de la gestion des terres et l'eau et de l'adaptation aux changements climatiques, il exigera une vulgarisation des services de conseils sur le terrain. Une coordination entre groupes nationaux permettra de dynamiser les projets individuels qui pourront ainsi, contribuer aux objectifs communs, aux priorités et aux plans nationaux. En effet, certains pays ont déjà établi des comités qui coordonnent tous les investissements dans la gestion durable des terres et de l'eau dans le pays y compris des activités liées à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Mise en œuvre régionale. Afin d'optimiser les synergies, le programme fonctionnera avec la plateforme TerrAfrica pour les activités de coordination et de coopération au niveau régional. De plus, les institutions et les autorités²² telles que l'Agence NEPAD de l'Union africaine, l'Agence panafricaine ainsi que les centres d'Excellence²³ et de recherche joueraient un rôle important comme partenaires de la coordination et l'exécution des projets et des activités régionaux. Dans l'ensemble, le programme comptera sur les organisations publiques et privées régionales pour coordonner, mettre en œuvre les opérations régionales et multi-pays conçues pour compléter les programmes des pays (par le biais de conseils, dialogues politiques ou alliances opérationnelles) ou aborder les défis des écosystèmes transfrontaliers. Ces organisations régionales ont accumulé des expériences considérables visant à contrôler et à enrayer les tendances de désertification. Certaines de ces organisations mettent

22. Telles que: La Centre de coordination des ressources en eau de la CEDEAO (CCRE), la CEN-SAD, le CILSS et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

23. Telles que l'OSS, Institut International d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE) et le Hub Rural.



en œuvre des programmes d'action intrarégionaux dans le cadre du CNULD, assurant ainsi la coordination avec les activités du programme. Les activités régionales du programme sur les informations et les institutions bénéficieront d'animateurs clés impliqués directement et indirectement tels que la CEDEAO et le CILSS pour l'Afrique de l'Ouest, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour l'Afrique de l'Est et la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) et la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) pour l'Afrique Centrale.

Le programme sera un programme TerrAfrica dans le cadre du FEM-5 et la Banque mondiale fera la coordination avec les partenaires de TerrAfrica.

Le programme rassemblera un comité technique

avec des experts des pays participants, la Commission de l'Union africaine, le secrétariat général CEN-SAD, les centres d'excellence, les institutions techniques (telles que OSS et CILSS) et les partenaires de développement pertinents. Le Comité se réunira deux fois par an et procurera un suivi technique pour la mise en œuvre sur le terrain et des conseils sur l'orientation politique nécessaire pour que les activités restent cohérentes avec les plans d'action nationaux et régionaux et les cadres d'investissement. Le comité sera un de conseil et pas un organe exécutif. Si cela est nécessaire, un sous-comité pourra être constitué afin de remplir un rôle de suivi plus strict et plus fréquent. Le comité technique deviendra un sous-groupe du Comité exécutif de TerrAfrica.

Concernant le suivi et l'évaluation au niveau du

programme, un centre d'Excellence régional sélectionné synthétisera et regroupera les informations et préparera chaque année, un rapport sur les progrès du programme en utilisant les indicateurs conçus pour mesurer les résultats, tels indiqués dans le cadre des résultats du programme. Le système de suivi et d'évaluation sera effectué au niveau national avec des informations émanant des pays. La conception garantira que les informations provenant des différents projets seront utilisées au niveau du programme pour la gestion de l'apprentissage et des connaissances. L'implication des institutions scientifiques régionales permettra de faciliter le suivi et la modélisation des services écosystémiques et des impacts. Les résultats du suivi et de l'évolution du programme contribueront aux scénarios de référence des REDD+.

La structure institutionnelle pour le suivi et l'évolution au niveau du projet sera conçue conformément par chaque agence de mise en œuvre. Cependant, elle devra être cohérente avec le suivi et l'évaluation au niveau du programme. Pendant l'étape de conception du projet, la gestion des connaissances régionales et le suivi et d'évaluation, on utilisera une théorie basée sur les valeurs de référence et sur des objectifs réalistes établis par l'ensemble des parties prenantes et pour chacun des résultats du projet. Chaque projet contrôlera les outils de suivi FEM pour les zones focales déclenchées l'année 0, à mi-parcours et à la fin de l'année.

K. Les parties prenantes

Identification des parties prenantes principales dans le programme comprenant le secteur privé, les organisations de la société civile, les communautés locales et autochtones, et leurs rôles respectifs, le cas échéant :

Un programme d'une telle échelle impliquera

de nombreuses parties prenantes au niveau régional, national et local. Certaines des parties prenantes nationales et locales seront définies dans chaque projet dans le cadre du programme-cadre. Cependant, les parties prenantes principales déjà identifiées pour le programme sont les suivantes :

- *Gouvernements nationaux.* Les gouvernements des pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel seront en charge de la conception et de la mise en œuvre des projets nationaux.
- *Banque Africaine de Développement (BAfD), agences bilatérales (telles que la France, la Commission européenne, la Norvège, les Pays-Bas, l'Allemagne, les USA) et les agences de l'ONU (FIDA, PNUE, PNUD, FAO).* La Banque mondiale travaillera avec ces institutions en collaboration avec la plateforme de TerrAfrica pour la coordination et la mise en œuvre du programme.
- *Agence de planification et de coordination du NEPAD de l'Union africaine.* Créé en tant qu'organe technique de l'Union africaine remplaçant le secrétariat du NEPAD, il aura un rôle important dans le dialogue politique, le plaidoyer, le soutien pour mobiliser le cofinancement et permettra d'assurer les échanges de connaissances, l'examen par les paires et le mentorat.
- *L'agence panafricaine de la Grande muraille verte.* Créée en juin 2010 pour coordonner, suivre et évaluer les activités liées à la Grande muraille verte (GMV) et mobiliser les ressources nécessaires, son rôle principal sera la coordination politique, la défense et la gestion des connaissances.
- *Les instituts de recherche régionaux et les centres d'excellence.* Ces organisations telles

que l'OSS,²⁴ le CILSS,²⁵ Agrhymet,²⁶ le Centre africain des applications météorologiques pour le développement (CAAMD),²⁷ l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE)²⁸ et le Hub Rural²⁹ auront un rôle clé comme partenaires dans l'exécution des activités régionales ainsi que dans le programme de suivi et d'évaluation. Le CILSS, par exemple, sera chargé de la compilation des connaissances régionales et de la diffusion, en collaboration étroite avec les centres du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR) tels que le Centre International pour la Recherche en Agroforesterie (CIRAF) et l'Institut

International d'Agriculture Tropicale (IIAT). AGRHYMET sera chargé de fournir des prévisions météorologiques précises aux pays participants et travaillera en étroite collaboration avec le Centre de prévisions et d'application climatiques de l'IGAD (ICPAC),³⁰ basés à Nairobi. L'OSS sera chargé de l'agrégation des données de suivi et d'évaluation des pays afin de générer les valeurs des indicateurs du cadre de résultats du document de programme.

- *Communautés économiques régionales (CER).* Les CER comprenant la CEDEAO,³¹ la CEN-SAD,³² le Marché commun pour l'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA)³³ et l'IGAD³⁴, participeront aux projets régionaux contribuant à l'établissement de systèmes de soutien des connaissances et incluront dans la planification économique de la région, certains principes de la gestion durable des terres et de l'eau et d'adaptation au changement climatique.
- *UICN régional (Union internationale de la conservation de la nature).* Le bureau de l'UICN régional au Burkina Faso dirige le travail sur la biodiversité transfrontalière dans la région et les corridors biologiques/ et de la vie sauvage. Le bureau de l'UICN régional sera chargé de la préparation des plans de ges-

24. L'OSS (Observatoire du Sahara et du Sahel) est une organisation internationale basée à Tunis. Il a été fondé en 1992 pour améliorer les systèmes d'avertissement précoce et de contrôle pour l'agriculture, l'autosuffisance alimentaire et la sécheresse en Afrique. La Communauté de l'OSS inclut 22 pays membres incluant 4 organisations infrarégionales- représentant l'Afrique de l'Ouest (CILSS et la Côte d'Ivoire), l'Afrique de l'Est (IGAD) et l'Afrique du nord (AMU et Égypte), une organisation infrarégionale couvrant l'ensemble du Sahara (CEN-SAD), des organisations régionales ainsi que des organisations du système des Nations Unies et la société civile.

25. Le mandat du CILSS est d'investir dans la recherche pour l'autosuffisance alimentaire et la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification pour un nouvel équilibre au Sahel. C'est une organisation internationale de 8 pays au Sahel (incluant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad). Elle est basée à Ouagadougou au Burkina Faso.

26. Agrhymet est un centre spécialisé du CILSS pour la formation et la recherche dans le domaine de l'agronomie, de l'hydrologie et de la météorologie. Il contribue à renforcer les capacités africaines dans le domaine de l'autosuffisance alimentaire et la gestion des ressources naturelles. Il est basé à Niamey au Niger. Les cours à l'AGRHYMET sont reconnus par le Conseil africain pour l'Enseignement supérieur (CAMS) et couvrent un vaste éventail de domaines (changement climatique, gestion durable des terres, gestion des ressources naturelles, hydrologie). De plus, le centre dispense également de la formation continue sous divers aspects de la gestion des ressources naturelles.

27. L'CAAMD est le Centre du temps et du climat avec des compétences continentales africaines, basé à Niamey au Niger. Le Centre diffuse des produits, régulièrement aux pays africains pour un regard sur le temps et le climat du continent, incluant des informations d'avertissement précoce et des prévisions à long terme.

28. 2iE a été officiellement reconnu Centre d'Excellence régional dans le domaine de l'eau et de l'environnement. Créé en 1970 par 14 pays (incluant le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo)

29. L'objectif du Hub est d'aider les parties prenantes d'Afrique centrale afin de promouvoir la cohérence dans les programmes de développement rural à l'échelle mondiale.

30. L'ICPAC travaille étroitement avec les pays de l'Afrique de l'Est sur les prévisions des risques du climat et leurs impacts sur l'environnement.

31. Parmi les pays participants potentiels, le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Togo sont certains des membres CEDEAO. Le Centre de coordination des ressources de l'eau (CCRE) participera également au projet, étant donné que c'est le centre de la CEDEAO qui assiste les pays membres pour les difficultés liées à l'eau.

32. Parmi les membres CEN-SAD, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Soudan et le Togo sont présents.

33. L'Éthiopie et le Soudan sont des pays membres du COMESA.

34. L'Éthiopie et le Soudan sont des pays membres de l'IGAD. Les projets dans ces pays peuvent également impliquer le Centre de prévisions et d'applications climatiques de l'IGAD (ICPAC), comme partie prenante. La mission du ICPAC est de fournir des informations d'avertissement précoce en temps opportun et de soutenir les applications du secteur pour permettre à la région de faire face aux risques divers associés à la variabilité et au changement climatique externe.

tion de la biodiversité transfrontalière pour le programme.

- *Les communautés/ organisations locales.* Prenant en compte la concentration du programme sur des activités sur le terrain, les organisations communautaires seront les principales parties prenantes. Ces organisations varieront selon les particularités du pays et de la région d'intervention mais impliqueront des organisations de la société civile en commençant par les groupes de base, les organisations traditionnelles, les comités villageois, les organisations de fermiers ou coopératives, les associations de femmes et enfin les ONG avec un niveau d'intervention plus large. Les détails dépendront de chaque projet et de chaque pays mais dans l'ensemble, ces organisations seront chargées des activités de mise en œuvre sur le terrain. L'implication des ONG ou des organisations commerciales, des chambres de commerce, des comités ou fédérations permettra de soutenir l'engagement de la communauté et/ou des activités techniques spécifiques. Ceci se fera si par exemple, il y a des activités d'extension spécifiques (telles que l'introduction de nou-

velles alternatives de moyens de subsistance ou des outils de gestion des terres) dans lesquelles ils ont fait preuve d'expertise dans le domaine d'intervention. Les communautés locales seront principalement composées de producteurs primaires, hommes comme femmes : fermiers, bergers, mineurs, moissonneurs de la gomme, de miel et de la résine, guérisseurs, chasseurs, forgerons, etc.

- *Gouvernements locaux.* Dans certains pays tels qu'au Burkina Faso, les gouvernements locaux joueront un rôle de décideurs dans les projets de gestion des ressources naturelles.
- *Secteur privé.* Le secteur privé jouera un rôle important dans certains projets où il sera impliqué dans les activités de tourisme et dans des activités liées à la gestion durable des forêts telles que le paiement de services environnementaux.

L. Le montant de cofinancement

Le montage financier global estime un cofinancement de base de l'ordre de 1 735 millions USD, y compris les projets intégrés, partiellement in-



tégrés et associés. Ce montant proviendra de l'Association Internationale de Développement (AID) de la Banque mondiale et d'autres fonds : Programme d'investissements dans les Forêts (FIP), Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR), Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) et le Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR). L'Annexe C présente une liste des projets potentiels qui cofinanceront le programme proposé. De plus, chaque pays fournira des sources et des montants de co-financement déterminés pendant la préparation de projet.

M. Lien du programme avec les programmes des autres Agences du FEM et capacité de la Banque Mondiale à le superviser

Le programme est conforme à la stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique publié en mars 2011, *Africa's Future and the World Bank's Support to It (L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale)*. Cette stratégie, qui s'inspire des leçons tirées de l'expérience du Plan d'action pour l'Afrique (PAA) et de sa récente évaluation faite par le Groupe indépendant d'évaluation, sert de cadre de travail dans lequel s'inscrivent les stratégies pays. Au titre du deuxième pilier, vulnérabilité et résilience, la Banque mondiale tirera profit de son avantage comparatif pour renforcer la résilience des pays à répondre (sous forme de soutien financier, de partage de connaissances, de transfert d'expérience et d'assistance technique) aux effets cumulatifs des multiples turbulences comme pénuries alimentaires et changement climatique. La stratégie prévoit en particulier que la BM diffusera des connaissances, des moyens financiers, des recommandations, du soutien et un pouvoir de réunir les acteurs afin d'aider les pays à s'adapter au changement climatique.

Le programme apportera une contribution à chacun des quatre piliers de la stratégie régionale de réponse de la BM au changement climatique en

Afrique :

- (i) Faire de l'adaptation et de la gestion du risque de changement climatique un pivot du développement reposant, en particulier, sur des ressources d'eau durables, la gestion des sols et des forêts, l'amélioration de la productivité agricole, entre autres ;
- (ii) Exploiter toutes les opportunités d'atténuation en donnant accès aux financements carbone en contrepartie des modifications dans l'aménagement du territoire et des arrêts de déboisement, de la promotion de sources d'énergie propres et de l'efficacité énergétique, et de l'adoption de moyens de production propres et à bon compte d'énergie tirée du charbon tout en réduisant les gaz brûlés en torchère ;
- (iii) Mettre l'accent sur le développement des connaissances et des capacités en améliorant les prévisions météo, le suivi des ressources en eau, l'information sur l'aménagement du territoire, l'amélioration de la préparation aux catastrophes, l'investissement dans le développement de technologies appropriées et le renforcement des capacités de planification de coordination, de participation et de consultation ; et,
- (iv) Multiplier les possibilités de financement.

De plus, en 2008, la Banque mondiale a élaboré une Stratégie d'aide à l'intégration régionale (SAIR) pour l'Afrique subsaharienne dans le but d'accroître les retombées pour la région par l'entremise d'investissements dans l'intégration et la collaboration transfrontalières. Le programme apportera une contribution à la SAIR et en particulier, à son troisième pilier qui vise à faire des investissements coordonnés et dans l'intérêt du public régional tout en se concentrant, entre autres, sur les ressources communes en eau, le changement climatique, la réponse aux situations d'urgence, la productivité agricole. La stratégie s'appuie sur le fait que l'intégration et la coopération régionales contribuent à une gestion améliorée et plus durable des ressources naturelles communes et offrent une réponse plus

adaptée aux problèmes régionaux comme le changement climatique.

Au niveau national, nombre de stratégies d'aide au pays de la Banque mondiale (SAP) et stratégies de partenariats nationaux (SPN) considèrent la gestion intégrée des ressources naturelles comme un volet important de l'économie et du développement des pays.

Le personnel de la BM disposera de bonnes capacités de suivi des activités du programme au niveau régional et national. La Banque est déjà

engagée dans les différents pays sous la forme d'activités relatives à la gestion durable des terres et de l'eau et à l'adaptation au changement climatique, qui seront intégrées dans une approche pragmatique. La Banque pourra également s'appuyer sur son expérience régionale et mondiale de la gestion intégrée des ressources naturelles, de l'extension des technologies de gestion durable des terres et de l'eau, de la promotion de la gestion durable des forêts et de la préservation de la biodiversité, du pilotage du paiement des services et activités environnementaux d'écotourisme ainsi que des mesures d'adaptation.





Partie II : Approbation et validation par les Point Focaux opérationnels du FEM et de ses agences


A. Validation des Points Focaux opérationnels du FEM au nom de leur Gouvernement

Nom	Position	Ministère	Date (mm/jj/aaaa)
M. Delphin AIDJI	Secrétaire général adjoint du Ministère	Ministère de l'Environnement et de la protection de la nature du Bénin	05/05/2011
M. Mamadou HON-ADIA	Secrétaire permanent	Secrétariat permanent du Conseil national de l'environnement et du développement durable du Burkina Faso	09/05/2011
M. Gaourang MAMADI N'GARKELO	Directeur de Cabinet du Ministre de l'Environnement	Ministère de l'Environnement, et des ressources halieutiques du Tchad	29/03//2011
M. Tewolde Berhan Gebre EGZIABHER	Directeur général	Environmental Protection Authority, Éthiopie	20/05/2011
Dr. Raymond BABA-BAWO	Directeur technique, Ghana Environmental Conventions Coordination Authority (GECCA)	Ministère de l'Environnement, des sciences et de la technologie du Ghana	23/03//2011
M. Alamir Sinna TOURE	Ingénieur des Eaux et Forêts	Agence de l'Environnement et du développement durable du Mali	18/04/2011
D. Mohamed Yahya LAFDAL	Directeur de la Programmation, de la coordination intersectorielle et de la coopération (PCIC)	Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement, Mauritanie	19/05/2011
M. Zouladaini MALAM GATA	Commissaire chargé du Développement	Ministère de l'Économie et des finances du Niger	17/05/2011
Mme. Jaji OLABISI BOLANLE	Directrice	Ministère fédéral de l'Environnement -	
Service d'analyse, de suivi et d'inspection des politiques du Nigéria	22/03/2011		
M. Ndiaye Cheikh SYLLA	Directeur de l'Environnement et des établissements classés	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature du Sénégal	16/05//2011

Nom	Position	Ministère	Date (mm/jj/aaaa)
Dr. El Fadil ALI ADAM	Sous-secrétaire	Ministère de l'Environnement, des Forêts et du développement physique du Soudan	31/03//2011
M. Djiwonou FOLLY	Ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts	Ministère de l'Environnement et des ressources forestières du Togo	28/03/2011

B. Certification de la Banque Mondiale en tant qu'Agence du FEM

Cette demande a été préparée conformément aux politiques et procédures FEM/FPMA/FSCC et répond aux critères FEM/FPMA/FSCC pour l'identification et la préparation des projets.

Coordinateur de l'agence, nom de l'agence	Signature	DATE (mm/jj/aaaa)	Personne contact pour le projet	Téléphone	Adresse électronique
Karin Shepardson, GEF Agency Executive Coordinator		March 25, 2011	Paola Agostini, Regional Coordinator, Africa Region	(202) 473-7620	pagostini@ worldbank.org

continued on next page



ANNEXES



Annexe A. Tableaux d'identification du programme selon le format FEM et FPMA/FSCC

Le Programme Sahel et Afrique de l'Ouest en appui à l'initiative de la Grande muraille verte			
Titre du programme			
Pays	Bénin, Burkina Faso, Tchad, Éthiopie, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan et Togo	Numéro d'identification du programme du FEM ^a :	
Agence chef de file du FEM	BM	Numéro d'identification de l'agence du programme du FEM :	P125210
Autre(s) Agence(s) du FEM :		Date de soumission :	May 20, 2011
Autre(s) organisme(s) d'exécution :	Gouvernement des pays participants, centres d'excellence régionaux	Durée du programme (mois)	96
Zone(s) focales(s) du FEM :	Multifocale	Honoraire(s) de l'organisme (\$) :	8,060,741

a. Le numéro d'identification du programme sera attribué par le Secrétariat du FEM.

continued on next page

Cadre stratégique de zone focale ^a

Objectif de la zone focale	Résultats escomptés de la zone focale	Products escomptées de la zone focale	Type de fonds d'affectation spéciale	Plan de financement indicatif (\$)	Plan de cofinancement indicatif (\$)
LD-3	Renforcement au niveau transversal d'un environnement favorable à une gestion intégrée des zones terrestres	Développement et mise en œuvre de plans intégrés d'occupation des sols	FEM	12,000,000	250,000,000
LD-3	Pratiques de gestion intégrée des zones terrestres adoptées par les communautés locales	Information sur les technologies de Gestion intégrée des ressources naturelles et diffusion des directives sur les bonnes pratiques	FEM	18,583,333	570,000,000
CCA-1	Réduction de la vulnérabilité au changement climatique dans les secteurs de développement	Renforcement des éléments vulnérables physiques, naturels et sociaux en réponse aux changements climatiques y compris la variabilité	FPMA	6,666,667	93,000,000
CCA-1	Réduction de la vulnérabilité au changement climatique dans les secteurs de développement	Renforcement des éléments vulnérables physiques, naturels et sociaux en réponse aux changements climatiques y compris la variabilité	FSCC	2,083,333	7,000,000
CCA-2	Renforcement de la capacité d'adaptation afin de réduire les risques de pertes économiques entraînés par le climat	Capacité d'adaptation des centres nationaux et régionaux et renforcement des réseaux afin de pouvoir répondre, sans délai, aux événements météorologiques extrêmes	FPMA	6,666,667	168,000,000
CCA-2	Renforcement de la capacité d'adaptation afin de réduire les risques de pertes économiques dues au climat	Capacité d'adaptation des centres nationaux et régionaux et renforcement des réseaux afin de pouvoir répondre, sans délai, aux événements météorologiques extrêmes	FSCC (sélectionner)	2,083,333	7,000,000
CCM-3	Accroissement de l'investissement dans les technologies d'énergie renouvelable	Production d'électricité et de chaleur à partir de sources renouvelables	FEM	2,291,667	4,000,000
CCM-5	Restauration et accroissement des stocks de carbone des zones forestières et non-forestières, y compris les tourbières	Adoption de bonnes pratiques de gestion dans les zones forestières et non-forestières	FEM	7,250,000	84,000,000
BD-1	Améliorer l'efficacité de la gestion des zones protégées existantes et nouvelles	Nouvelles zones protégées (nombre) et superficie (hectares) dans les écosystèmes non protégés	FEM	6,033,333	55,000,000
BD-2	Extension de la gestion durable des zones terrestres et marines qui intègrent la préservation de la biodiversité	Plans d'occupation des sols prenant en compte l'estimation de la valeur de la biodiversité et des services écosystémiques aux niveaux national et infranational	FEM	11,608,333	190,000,000
SFM/REDD-1	Application des bonnes pratiques de gestion dans les forêts existantes	Superficie de forêt (hectares) en gestion durable, ventilée par type de forêt	FEM	15,416,667	312,000,000
Subtotal:				90,683,333	1,740,000,000
Program management cost ^b				10,075,926	70,000,000
Total program costs				100,759,259	1,810,000,000

a. Référez-vous au Modèle de guide de référence FEM 5 publié sur le site Web du FEM pour obtenir une description du Cadre de résultats AF en vue de remplir le Tableau A. Remarque : Le fond multi affectation pour CCA-1 et CCA-2 se rapporte au FPMA et au FSCC.

b. Il s'agit du coût associé à l'unité de mise en œuvre du projet sur le terrain et il peut être financé à partir d'un fonds d'affectation spéciale ou par des sources de cofinancement.

Remarque : Le fond multi affectation pour CCA-1 et CCA-2 se rapporte au FPMA et au FSCC.

Cadre de résultat du programme

Objectif du programme : Le programme vise à étendre la gestion durable des terres et de l'eau dans des zones terrestres ciblées et dans les zones vulnérables au changement climatique au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Composante du programme	Type de sub-vention	Résultats escomptés	Production escomptée	Type de fonds d'affectation spéciale	Plan de financement / cofinancement indicatif (\$)
1. Institutions, informations et politiques	AT	Politiques, institutions et financements pour étendre le SLWM et d'autres réponses d'adaptation aux niveaux du pays et de la région	Élaboration de plans en matière de bassins hydrologiques et/ou d'occupation des sols (y compris les terres de production agricole et/ou les zones protégées) (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-5, SFM-1, LD-3)	FEM	13 602 500/ 261 000 000
			Programmes de développement des capacités, organisation et animation de sessions de formation (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1)		
			Plans ou cadres de travail au niveau sectoriel pays, au niveau national, y compris SLWM et mesures d'adaptation (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1)		
			Cadres d'investissement de gestion d'investissement (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1, CCA-1, CCA-2)		
			Pays participants avec des notes améliorées dans l'enquête : Indice composite de la réceptivité de l'environnement pour le SLWM (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-5, LD-3, SFM-1)		
			Programme d'appui au développement des capacités et sessions organisées et dispensées (niveau pays et région) (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1, CCA-1, CCA-2)		
		Génération et dissémination de connaissances dans les pays sur la gestion durable des terres et de l'eau et d'autres réponses d'adaptation	Élaboration et dissémination de produits de savoir (niveau pays et région) (nombre par population ciblée) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1, CCA-1, CCA-2)		
			Mise en service de systèmes complets d'information SLWM au niveau du pays pour le suivi du découpage des parcelles (à distance, TIC, bases de données, bases de connaissances, etc.) (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1)		
			Mise en service de systèmes complets d'information SLWM au niveau régional pour le suivi du découpage des parcelles (à distance, TIC, bases de données, bases de connaissances, etc.) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1)		
			Mise en service de systèmes de suivi-évaluation d'un bon rapport coût/efficacité au niveau de la région et du projet (y compris bases de comparaison du développement entre projets pays) (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1, CCA-1, CCA-2)		

Composante du programme	Type de sub-vention	Résultats escomptés	Production escomptée	Type de fonds d'affectation spéciale	Plan de financement / cofinancement indicatif (\$)
			Pays avec une note améliorée concernant les outils de suivi de la zone focale FEM-5 (lorsqu'ils seront au point) (nombre) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1)		
			Projets inclus dans le portefeuille du programme et pour lesquels des rapports de supervision satisfaisants ont été produits (pourcentage) (BD-1, BD-2, CCM-3, CCM-5, LD-3, SFM-1, CCA-1, CCA-2)		
2. Investir dans la gestion durable des terres et de l'eau et la biodiversité	Inv	Dispense plus stable de services pour la mosaïque des terres, dont moyens de subsistance, ressources génétiques, santé des sols et ressources en eau	Nombre d'hectares sur lesquels sont pratiqués la gestion durable des terres et de l'eau (ventilés par type d'utilisation des sols : culture, élevage, forêt, zones protégées) (BD-1, BD-2, CCM-5, LD-3, SFM-1)	FEM	37 352 465 / 870 000 000
			Nombre d'utilisateurs qui ont adopté des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau (ventilés par type d'utilisation des sols : culture, élevage, forêt, zones protégées et par sexe) (BD-1, BD-2, CCM-5, LD-3, SFM-1)		
			Nombre d'utilisateurs qui ont bénéficié des services de conseil en matière de pratiques de gestion durable des terres et de l'eau (ventilés par type d'utilisation des sols : culture, élevage, forêt, zones protégées et par sexe) (BD-1, BD-2, CCM-5, LD-3, SFM-1)		
		Intégration de la préservation de la biodiversité dans la gestion des sols	Plans de gestion des sols intégrant les mesures de préservation de la biodiversité (nombre et par type de sols) terres en production, zones protégées, etc.) (BD-1, BD-2)		
			Zones de terre mises de côté à proximité des zones vulnérables (BD-1, BD-2)		
			Activités de gestion durable des terres et de l'eau intégrant la préservation de la biodiversité (réhabilitation de l'habitat, diversification des cultures, préservation des aires de reproduction, protection des corridors de migration, etc.) (BD-1, BD-2)		
3. Innovation et données économiques	Inv	Paiement des services écosystémiques adoptés comme mécanisme d'incitation à la mise en œuvre de SLWM	Nombre d'utilisateurs des sols bénéficiant de services de conseil au titre du SEP, notamment la capacité d'évaluer et de commercialiser des services environnementaux (nombres ventilés par sexe) BD-1, BD-2, LD-3, SFM-1)	FEM	12 695 667 / 174 000 000
			Nombre de responsables et de techniciens formés au SEP, e, particulier aux méthodes d'évaluation ainsi qu'aux implications des différentes formes de paiement BD-1, BD-2, LD-3, SFM-1)		
			Zones concernées par le paiement des différentes formes de services écosystémiques (BD-1, BD-2, LD-3, SFM-1)		
			Organisations communautaires formées à la gestion des services publics et aux bonnes pratiques d'écotourisme (nombre) (BD-1, BD-2, LD-3, SFM-1)		
		Accroissement des activités d'écotourisme communautaire.	Zones ciblées dans lesquelles des installations d'écotourisme ont été construites et sont exploitées par les communautés locales. (nombre) (BD-1, BD-2, LD-3, SFM-1)		

Composante du programme	Type de sub-vention	Résultats escomptés	Production escomptée	Type de fonds d'affectation spéciale	Plan de financement / cofinancement indicatif (\$)
4. Atténuation et adaptation au changement climatique					
4.1 Atténuation au changement climatique	Inv	Renforcement de la capacité d'adaptation aux risques réels ou potentiels de changement climatique	Pays participants ayant des plans et des modalités d'intervention pour la gestion des risques climatiques avec la gestion durable des terres et de l'eau (nombre) (CCA-1, CCA-2)	FPMA	13 326 148 / 261 000 000
			Cadres nationaux et locaux formés à l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans la planification sectorielle (nombre par sexe) (CCA-1, CCA-2)		
			Options d'adaptation basées sur la technologie testées (nombre) (CCA-1, CCA-2)		
			Renforcement / rafraîchissement des connaissances de la SLWM traditionnelle utilisables pour l'adaptation au changement climatique (CCA-1, CCA-2)		
			Mise en place de systèmes de détection précoce et de préparation aux catastrophes dans les zones vulnérables ciblées (nombre) (CCA-1, CCA-2)		
			Programmes de développement des capacités et sessions de mise en œuvre de plans de réponse aux catastrophes (nombre) (CCA-1, CCA-2)		
4.2. Adaptation au changement climatique	Inv/AT	Renforcement de la capacité d'adaptation aux risques réels ou potentiels de changement climatique	Cadres nationaux et locaux formés à l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans la planification sectorielle (nombre par sexe) (CCA-1, CCA-2)	FSCC	4 166 667 / 14 000 000
			Options d'adaptation basées sur la technologie testées (nombre) (CCA-1, CCA-2)		
4.3 Atténuation	Inv/AT	Identification et mise en œuvre de moyens d'atténuation	Zones forestières régies par les pratiques de SLWM (BD-1, BD-2, CCM-5, LD-3, SFM-1)	FEM	9 539 886 / 160 000 000
			Foyers intégrant des alternatives d'énergie renouvelable aux approches traditionnelles (nombre par pays) (CCM-3)		
			Foyers bénéficiaires de services de conseil sur les alternatives d'énergie renouvelable aux approches traditionnelles (nombre par sexe) (CCM-3)		
			Sous-total :		90 683 333 / 1 740 000 000
			Coût de gestion du programme : ^a		10 075 926 / 70 000 000
			Total des coûts du programme		100 759 259 / 1 810 000 000

a. Idem note n°3.

Remarque : Pour chacune des productions escomptées, une référence aux objectifs de la zone focale à laquelle elle contribue doit être incluse.

Cofinancements indicatifs du programme par source et par nom, si disponible (\$)

Sources de cofinancement	Nom du cofinancier (s'il est connu)	Type de cofinancement	Montant (\$)
Agence du FEM	Banque mondiale	Prêt privilégié	1 735 000 000
Gouvernement national	Gouvernement des pays participants	En nature	60 000 000
Autre(s) Agence(s) multilatérale(s)	Union européenne	Subvention	15 000 000
(select)		(select)	
Total cofinancements			1 810 000 000

Ressources FEM/FPMA/FSCC sollicitées par agence, zone focale et pays

Agence du FEM	Type de fonds d'affectation spéciale	Zones focales	Nom du pays/ global	Montant du programme (a)	Honoraire de l'organisme (b) ^a	Total c=a+b
BM	FEM	Dégradation des terres	Bénin	3 240 740,74 \$	259 259,26 \$	3,500,000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Bénin	925 925,93 \$	74 074,07 \$	1,000,000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Bénin	1 388 888,89 \$	111 111,11 \$	1,500,000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Burkina Faso	2 777 777,78 \$	222 222,22 \$	3,000,000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Burkina Faso	1 388 888,89 \$	111 111,11 \$	1,500,000,00 \$
BM	FEM	Changement climatique	Burkina Faso	1 388 888,89 \$	111 111,11 \$	1 500 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Burkina Faso	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Tchad	2 314 814,81 \$	185 185,19 \$	2 500 000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Tchad	1 388 888,89 \$	111 111,11 \$	1 500 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Tchad	925 925,93 \$	74 074,07 \$	1 000 000,00 \$
BM	FPMA		Tchad	4 629 629,63 \$	370 370,37 \$	5 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Éthiopie	2 777 777,78 \$	222 222,22 \$	3 000 000,00 \$

Agence du FEM	Type de fonds d'affectation spéciale	Zones focales	Nom du pays/ global	Montant du programme (a)	Honoraire de l'organisme (b) ^a	Total c=a+b
BM	FEM	Biodiversité	Éthiopie	2 777 777,78 \$	222 222,22 \$	3 000 000,00 \$
BM	FEM	Changement climatique	Éthiopie	925 925,93 \$	74 074,07 \$	1 000 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Éthiopie	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
BM	FPMA		Éthiopie	4 629 629,63 \$	370 370,37 \$	5 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Ghana	2 777 777,78 \$	222 222,22 \$	3 000 000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Ghana	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
BM	FEM	Changement climatique	Ghana	2 268 518,52 \$	181 481,48 \$	2 450 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Ghana	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Mali	1 888 888,89 \$	151 111,11 \$	2 040 000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Mali	1 444 444,44 \$	115 555,56 \$	1 560 000,00 \$
BM	FEM	Changement climatique	Mali	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Mali	1 388 888,89 \$	111 111,11 \$	1 500 000,00 \$
BM	FPMA		Mali	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Mauritanie	3 703 703,70 \$	296 296,30	4 000 000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Mauritanie	2 194 444,44 \$	175 555,56	2 370 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Mauritanie	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Niger	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Niger	814 814,81 \$	65 185,19 \$	880 000,00 \$
BM	FEM	Changement climatique	Niger	925 925,93 \$	74 074,07 \$	1 000 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Niger	925 925,93 \$	74 074,07 \$	1 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Nigeria	555 555,56 \$	44 444,44 \$	600 000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Nigeria	2 481 481,48 \$	198 518,52 \$	2 680 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Nigeria	925 925,93 \$	74 074,07 \$	1 000 000,00 \$
BM	FSCC		Nigeria	4 629 629,63 \$	370 370,37 \$	5 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Sénégal	3 240 740,74 \$	259 259,26 \$	3 500 000,00 \$
BM	FEM	Changement climatique	Sénégal	1 388 888,89 \$	111 111,11 \$	1 500 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Sénégal	1 388 888,89 \$	111 111,11 \$	1 500 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres	Soudan	2 472 222,22 \$	197 777,78 \$	2 670 000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Soudan	3 407 407,41 \$	272 592,59 \$	3 680 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Soudan	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$

voir page suivante

Agence du FEM	Type de fonds d'affectation spéciale	Zones focales	Nom du pays/ global	Montant du programme (a)	Honoraire de l'organisme (b) ^a	Total c=a+b
BM	FEM	Dégradation des terres	Togo	3 601 851,85 \$	288 148,15 \$	3 890 000,00 \$
BM	FEM	Biodiversité	Togo	925 925,93 \$	74 074,07 \$	1 000 000,00 \$
BM	FEM	GFD - Multifocal	Togo	925 925,93 \$	74 074,07 \$	1 000 000,00 \$
BM	FPMA		Togo	3 703 703,70 \$	296 296,30 \$	4 000 000,00 \$
BM	FEM	Dégradation des terres (FAS)	Régionale	2 777 777,78 \$	222 222,22 \$	3 000 000,00 \$
BM	FEM	Changement climatique (FAS)	Régionale	1 851 851,85 \$	148 148,15 \$	2 000 000,00 \$
Total des ressources de l'aide				100 759 259,26 \$	8 060 740,74 \$	108 820 000,00 \$

a. Veuillez indiquer les honoraires relatifs à ce projet.

Remarque : Dans le cas d'une zone focale unique, pays unique, agence de projet FEM unique et fonds d'affectation spéciale unique, il n'est pas nécessaire de fournir des informations pour ce tableau. Pour le Tchad et le Togo, compte tenu du fait que ces pays sont considérés flexibles, les ressources ont été transférées de la zone focale CC à la zone focale BD et de la zone focale LD à la zone focale LD, respectivement.

Annexe B. Ratification des principales conventions par les pays participants

Ratification des pays participant aux Conventions et soumission des plans d'action spécifiques

Pays	Ratification CBD	Ratification CNULD	Ratification CCNUCC	Soumission PAN	Soumission PANA
Bénin	Juin 1994	Août 1996	Juin 1994	2000	Janv 2008
Burkina Faso	Sept 1993	Janv 1996	Sept 1993	2000	Déc 2007
Tchad	Juin 1994	Sept 1996	Juin 1994	2000	Fév 2010
Éthiopie	Avril 1994	Juin 1997	Avril 1994	2000	Juin 2007
Ghana	Août 1994	Dec 1996	Sept 1995	2002	ND
Mali	Mars 1995	Oct 1995	Déc 1994	2000	Déc 2007
Mauritanie	Août 1996	Août 1996	Janv 1994	2002	Nov 2004
Niger	Juil 1995	Janv 1996	Juil 1995	2000	Juil 2006
Nigéria	Août 1994	Juil 1997	Août 1994	2001	ND
Sénégal	Oct 1994	Juil 1995	Oct 1994	2000	Nov 2006
Soudan	Oct 1995	Nov 1995	Nov 1993	2002	Juin 2007
Togo	Oct 1995 (acceptance)	Oct 1995 (acceptance)	Mars 1995	2002	Sept 2009

Source : Compilation de l'auteur .

Remarque : ND = not applicable.

Annexe C. Synthèse préliminaire des projets des pays participants

1. Bénin

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les projets de référence au Bénin sont le Projet Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) (10 millions de dollars) et le Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain (10 millions de dollars).</p> <p>Le PPAAO est un prêt de programme adaptable (APL) commencé il y a 10 ans qui cherche à favoriser la productivité et la compétitivité agricoles tout en encourageant l'intégration régionale, en s'appuyant sur quatre composantes : (i) mettre en place les conditions de la coopération au niveau sous-régional pour la génération, la diffusion et l'adoption des technologies agricoles, (ii) renforcer les centres de spécialisation et la recherche, (iii) appuyer la mise au point, la diffusion et l'adoption des technologies stimulées par la demande, et (iv) soutenir la coordination, la gestion, ainsi que le suivi et l'évaluation des projets. La nouvelle phase du projet incorporera des activités telles que la recherche et l'appui à la production agricole, l'acquisition d'intrants et de semences pour stimuler la production des produits agricoles prioritaires des pays. Pour le Bénin, le projet soutiendra le renforcement des Centres nationaux de spécialisation sur le maïs.</p> <p>Le Plan d'urgence de gestion environnementale en milieu urbain cherche à améliorer l'infrastructure, à atténuer l'impact environnemental des inondations et à mieux préparer le Bénin aux inondations à venir. Le projet comprend cinq composantes : (i) amélioration et réhabilitation du système de drainage, (ii) gestion municipale des déchets solides, (iii) amélioration de la gestion des eaux usées et du système d'assainissement, (iv) préparation face aux inondations et aux catastrophes et gestion des risques, (v) gestion de projet.</p> <p>Estimation du financement des projets associés (avant FEM) : 20 millions de dollars</p>
FEM/FPMA ou FSCC	<p>Description de l'alternative FEM :</p> <p>Dans le cadre du programme, le projet accompagnera le Bénin dans deux domaines principaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> Conservation de la biodiversité : Gestion des aires protégées, notamment au travers de la mise en place d'outil de gestion économique, sociale et environnementale des aires protégées (Fonds Fiduciaire) Gestion durable des terres et des eaux : activités communautaires pilotes visant à atténuer l'impact des inondations

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
FEM/FPMA ou FSCC (continué)	<p>L'idée première du projet dans le domaine de la conservation de la biodiversité est de s'orienter vers la gestion des aires protégées, en s'appuyant sur l'expérience de projets précédemment soutenus par le FEM, et sur les besoins du pays en termes d'outil de gestion économique, sociale et environnementale des aires protégées. Il s'agit notamment de finaliser la mise en place du Fonds Fiduciaire de Conservation qui avait été initié au cours de FEM-4. Les activités du projet seront ajustées au moment de la préparation pour s'ajuster aux priorités nationales.</p> <p>Le projet accompagnera également le Bénin dans le domaine de la gestion durable des terres et de l'eau. L'idée est de permettre de conduire des activités communautaires pilotes visant à atténuer l'impact des inondations, tels que: la restauration des berges du fleuve, la protection et l'entretien des canaux, la construction et l'entretien d'étangs de rétention, le reboisement à petite échelle, la création de pépinières et de site de plantation d'arbres. La contribution du FEM tiendra compte de l'inter-connectivité entre les risques d'inondation, la dégradation des terres et les services des écosystèmes dans les zones protégées et les paysages productifs. D'autres pratiques de gestion durable des terres à prendre en considération sont: le semis direct, l'agroforesterie, fertilité des sols intégrée, les cultures de couverture, le pâturage en rotation, récupération de l'eau, et beaucoup d'autres, associées à une planification plus large du paysage.</p> <p>Les ressources du FEM dans les domaines d'interventions dégradation des terres et biodiversité seront partiellement associées avec le PPAAO et associées au projet d'urgence pour l'environnement (dans les zones inondables de banlieue), afin de promouvoir la gestion durable des terres et de l'eau (GDTE) ainsi que la restauration des services des écosystèmes. Grâce au développement de pratiques de GDTE, les ressources du FEM pourront contribuer à assurer la durabilité des pratiques et technologies agricoles, lesquelles pourront être promues dans le cadre du PPAAO (volet 3). Les investissements en GDTE (y compris dans les technologies agricoles durables, ainsi que dans les techniques de récolte durable des produits non-ligneux) et de conservation de la biodiversité viseront à réduire les pressions sur les ressources forestières et, ce faisant, contribueront à la Gestion Durable des Forêts tel que promue par le FEM.</p> <p>En outre, le FEM permettra l'échange d'expériences dans les pays qui participent au PPAAO (Bénin, Togo et Niger), et aussi pour les autres pays de la région du Sahel qui partagent les mêmes défis.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 6 millions de dollars Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 3,5 millions de dollars Domaine d'intervention « biodiversité » : 1,0 millions de dollars Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : aucun Prime de gestion forestière durable : 1,5 millions de dollars FPMA : aucun FSCC : aucun Remarque : ces montants incluent la commission versée à l'agence.</p>
Indicateurs permettant de mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les indicateurs clés des performances (ICP) seront les suivants :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p>
Organisme de mise en œuvre (s'il est connu)	<p>Le ministère de l'Environnement (à confirmer)</p>

2. Burkina Faso

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et des forêts
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les projets de référence au Burkina Faso sont les suivants : le Projet communautaire et privé d'investissement forestier (CFIP) (27 millions de dollars), le Projet régional de gestion des ressources naturelles (12 millions de dollars) et le Projet de gestion des catastrophes (5m \$).</p> <p>Le Projet d'investissement forestier communautaire et privé (CFIP) (27 millions de dollars). L'objectif global est d'appuyer une utilisation optimisée et durable des forêts du Burkina Faso par le biais d'un développement socio-économique visant à réduire la pression exercée sur les ressources forestières et à accroître les capacités de séquestration du carbone. Ce projet comporte quatre composantes :</p> <p><i>Composante 1 : Évaluation et études diagnostiques.</i> Cette composante comporte les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Intégration des connaissances disponibles sur les situations et tendances forestières dans les stratégies et pratiques politiques, (ii) évaluation des stocks de carbone dans les formations forestières et l'agroforesterie (étude de référence) et évaluation des potentiels de séquestration du carbone des paysages forestiers locaux (selon les mesures, les notifications et la vérification -MRV- dans le contexte de REDD+), (iii) évaluation du potentiel de produits essentiels issus ou non du bois (tels que le karité et la gomme arabique), (iv) évaluations socio-économiques des niveaux de pauvreté et caractéristiques au sein des communautés vulnérables qui dépendent des produits de la forêt pour leur subsistance, (v) soutien institutionnel aux instituts de recherche nationaux et (vi) participation du secteur privé et valeur ajoutée. <p><i>Composante 2 : Investissements dans la gestion commune et privée des forêts</i> Cela se traduira par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) soutien adéquat au leadership des autorités locales en matière de planification environnementale en général et de gestion forestière en particulier, (ii) soutien adéquat au secteur privé en matière de gestion forestière, (iii) démarcation et gestion durable des forêts régionales et sous-régionales et mise en œuvre de projets forestiers communautaires (y compris des activités génératrices de revenus) grâce à des mécanismes de financement adaptés, (iv) planification d'autres utilisations des terres dans certaines zones, y compris démarcation des zones résidentielles et des zones réservées à la conservation et à la production (notamment les zones de chasse) et initiatives de gestion des terres, (v) mise en œuvre d'initiatives privées visant à promouvoir et à diffuser des pratiques de gestion durable des ressources forestières (y compris l'arboriculture, la foresterie et l'élevage, la prévention de l'érosion du sol, la préservation du sol et de l'eau, la combinaison de technologies d'ingénierie et de biologie simples au niveau communautaire, etc.). <p><i>Composante 3 : Renforcement des capacités.</i> Cela se traduira par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) appui aux mesures administratives, institutionnelles et techniques visant à émanciper les autorités locales, les organisations de la société civile et les parties prenantes privées, (ii) amélioration des outils de planification environnemental pour les autorités locales, (iii) formation technique des parties prenantes locales (y compris groupes de femmes) sur des questions liées à la gestion durable des forêts, (iv) réplique des meilleures expériences de « co-gestion » des ressources forestières (avec la participation des élus locaux, des groupes d'utilisateurs et des ministères décentralisés) et (v) la mise en place d'une stratégie de communication et d'un plan d'action complets.

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et des forêts
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.) (continué)	<p><i>Composante 4</i> : Gestion du projet. Cette composante chercherait à appuyer les institutions gouvernementales centrales et locales dans la mise en œuvre de ce projet.</p> <p>En outre, un Projet régional de gestion des ressources naturelles est en cours de préparation pour plusieurs pays, dont le Burkina Faso (12 millions de dollars). Ce projet cherchera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) accroître les capacités de gestion des ressources naturelles (GRN) des pays, en s'appuyant sur les leçons tirées et sur l'échange d'expériences, (ii) piloter les initiatives de gestion des ressources naturelles et (iii) renforcer la gouvernance de la gestion des ressources naturelles. <p>Le projet inclura le développement de mécanismes de coordination intersectorielle (agriculture, élevage, foresterie, eau, transports, etc.) pour la planification et l'échange d'informations, ainsi que la création et l'utilisation d'outils de suivi permettant de mesurer les résultats et les effets transformationnels des activités programmées.</p> <p>De même, un Projet de gestion des catastrophes (5 millions de dollars) fera partie des projets de référence du pays. Ce projet vise à intégrer de façon stratégique la gestion des risques de catastrophes aux plans de développement nationaux et à appuyer la mise en œuvre, dans les zones ciblées, des priorités identifiées dans le programme du pays en matière de renforcement des connaissances et des capacités de gestion des risques liés aux catastrophes, de capacités politiques et institutionnelles, de sensibilisation et de communication, de surveillance, de système d'alerte précoce, de préparation aux catastrophes et de rétablissement après les catastrophes.</p> <p>Estimation du financement des projets associés (avant FEM) : 44 millions de dollars</p>
FEM/FPMA ou FSCC	<p>Description de l'alternative FEM :</p> <p>Les ressources du FEM provenant des domaines d'intervention « dégradation des sols », « atténuation changement climatique » et « biodiversité » seront combinées à celles du CFIP. En outre, une association sera mise en place avec les deux autres projets de référence pour promouvoir les investissements sur le terrain dans des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau et des mesures de préservation de la biodiversité, en particulier pour les terres fragiles et les zones exposées aux effets négatifs du changement et de la variabilité du climat.</p> <p>Le FEM pilotera les innovations et les outils de gestion durable des forêts tels que le paiement des services environnementaux et écosystémiques fournis par les communautés locales (avec un dispositif de « filets de sécurité » pour les ménages afin de réduire la pression sur les ressources forestières). Les actions venant appuyer les efforts de gestion durable des forêts dans le domaine de l'atténuation du changement climatique contribueront également à la restauration et à l'amélioration des stocks de carbone forestier. En outre, l'alternative FEM soutiendra la préparation et la mise en œuvre de plans de gestion des aires protégées ainsi que la création de corridors écologiques.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 8 millions USD</p> <p>Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 3 millions \$</p> <p>Domaine d'intervention « biodiversité » : 1,5 million \$</p> <p>Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : 1,5 million \$</p> <p>Prime de gestion forestière durable : 2 millions \$</p> <p>FSCC : aucun</p> <p>FPMA : aucun</p> <p><i>Remarque</i> : ces montants incluent la commission versée à l'agence.</p>

voir page suivante

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et des forêts
Indicateurs permettant de mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les ICP sont les suivants (cochez ceux qui sont applicables) :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p> <p>ICP 4. Changement des taux d'accumulation de carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs de référence (tC/ha)</p>
Organisme de mise en œuvre (s'il est connu)	Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD)

3. Tchad

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de l'eau
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les projets de référence au Tchad sont le Projet d'appui au Programme de développement local 2 (PROADEL 2) (30 millions de dollars) et le Projet de productivité agricole (30 millions de dollars).</p> <p><i>Projet d'appui au Programme de développement local (PROADEL 2).</i> Ce projet vise les objectifs suivants : (i) accès amélioré à l'infrastructure de base et aux services sociaux dans les districts ciblés et (ii) planification, gestion et suivi amélioré des investissements décentralisés par les communautés locales et les communes. Il existe deux composantes techniques : (i) le renforcement des capacités des communautés locales et des communes^a et l'appui en faveur de la décentralisation, et (ii) le financement décentralisé des micro-projets. L'objectif de la Composante 1 est de soutenir le développement de compétences techniques et fiduciaires améliorées nécessaires aux différents niveaux décentralisés et au sein des institutions nationales responsables de la décentralisation. La Composante 2 soutient le financement ciblé de micro-projets axés sur la demande et s'appuyant sur la planification locale du développement et des plans d'investissement annuel. Les micro-projets, qui seront financés au moyen d'une subvention de contrepartie, favoriseront l'accès à des services socio-économiques de base, à des activités génératrices de revenus et à la gestion durable des ressources naturelles grâce à l'adoption de technologies innovantes. Le Projet canaliserait les fonds vers les communes et les communautés locales afin de financer les aspects suivants : (i) micro-projets d'infrastructure socio-économiques (éducation, santé, eau, etc.), (ii) micro-projets de gestion des ressources environnementales et naturelles (plantations d'acacias, gestion durable des terres, jardins du Sahel, etc.) et (iii) micro-projets générateurs de revenus en milieu rural (irrigation à petite échelle, équipements agricoles, installations de séchage, installations de transformation et de stockage de taille réduite, etc.).</p> <p>En plus du PROADEL 2, la Banque mondiale préparera un nouveau <i>Projet de productivité agricole</i> pour le Tchad. L'objectif est d'exploiter le potentiel agricole significatif de la région sud du pays (zones soudanaise et sahélienne) afin de réduire l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages, d'accroître les revenus provenant de l'agriculture, et donc renforcer la diversification de l'économie rurale au Tchad. Cette opération adoptera une approche axée sur la demande, en soutenant les communautés locales, et devrait se concentrer sur les liens agriculture-élevage et la gestion des ressources (terre et eau). Étant donné que cette préparation vient seulement de commencer, il sera possible de combiner ces deux projets car ils peuvent être définis ensemble afin de créer de meilleures synergies.</p> <p>Estimation du financement du projet de référence sur fonds de l'AID (avant FEM) : 60 millions \$</p>
FEM/FPMA ou FSCC	<p>Description de l'alternative FEM :</p> <p>Le projet proposé au FEM sera partiellement combiné au Projet d'appui au Programme de développement local 2 (PROADEL 2) et associé au Projet de productivité agricole. Il est destiné à engendrer des effets positifs pour l'environnement mondial (préservation de la biodiversité dans les bassins hydrologiques, amélioration des stocks de carbone des forêts, protection contre l'érosion, etc.) par le biais d'investissements ciblés. Les fonds des domaines d'intervention du FEM porteront sur le processus de planification, la gestion adéquate et les technologies durables, et sur le renforcement des capacités des communautés et des autorités. Cela contribuera à garantir la durabilité des micro-projets de développement ainsi que les pratiques et les technologies en matière d'agriculture et d'élevage promues dans le projet de référence.</p> <p>Les détails seront précisés pendant la définition du projet, mais il est prévu que les fonds viennent appuyer les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interventions durables de gestion des terres pour les systèmes agricoles • Création et gestion de zones protégées dans les bassins hydrologiques • Appui à la création et à la gestion de pépinières <p style="text-align: right;"><i>voir page suivante</i></p>

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de l'eau
FEM/FPMA ou FSCC (continué)	<ul style="list-style-type: none"> Gestion des forêts humides et des forêts-galerie Information, formation et communication pour les communautés dans le contexte de l'initiative Grande muraille verte. Cela permettra d'enrichir les compétences techniques améliorées aux différents niveaux décentralisés dans le cadre du PROADEL 2. Cadre institutionnel et juridique de la mise en œuvre de la Grande muraille verte. <p><i>Liens avec le FPMA/FSCC</i></p> <p>Les ressources du FPMA seront également déployées pour couvrir certains des coûts incrémentales permettant d'améliorer la résilience des moyens de subsistance des communautés et des autorités par rapport aux chocs climatiques, y compris l'infrastructure et les travaux publics soutenus par le PROADEL 2. Les ressources mettront en œuvre les priorités associées identifiées dans le Programme d'Action National pour l'Adaptation au changement climatique (PANA), notamment la retenue des eaux de surface pour l'agriculture et l'abreuvement du bétail, la diversification et l'intensification des cultures dans les régions soudanaise et sahélienne, l'amélioration de l'information, de la formation et de la communication concernant l'adaptation au changement climatique, une banque alimentaire pour le bétail et la construction de l'infrastructure de protection et de préservation des sols destinés aux activités agricoles. Pendant la préparation du projet, la ou les priorités spécifiques du PANA qui doivent être respectées en association avec le projet de référence seront identifiées. Les activités permettront de contribuer aux deux premiers objectifs stratégiques du FPMA (CCA-1 et CCA-2).</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 10 millions USD Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 2,5 millions USD Domaine d'intervention « biodiversité » : 1,5 million USD Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : aucun Prime de gestion forestière durable : 1,0 million USD FPMA : 5,0 millions USD FSCC : aucun</p> <p><i>Remarque</i> : ces montants incluent la commission versée à l'agence. En outre, le Tchad étant un pays bénéficiant de la flexibilité du Système d'allocation transparent des ressources du FEM (SATR), les ressources du domaine d'intervention « changement climatique » ont été transférées vers les domaines d'intervention « biodiversité » et « dégradation des sols ».</p>
Indicateurs permettant de mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre:</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p> <p>ICP 4. Changement des taux d'accumulation de carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs de référence (tC/ha)</p>
Organisme de mise en œuvre	Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques (MERH)

a. Au Tchad, le terme « commune » fait référence aux communautés urbaines, par opposition aux communautés rurales.

4. Éthiopie

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Le dialogue politique se centre autour des investissements prioritaires. Ceux-ci contribuent globalement à renforcer l'approche éco-paysage déjà adoptée par le pays, des terres agricoles aux régions arides, en passant par les forêts. Les projets de référence sont les suivants : Projet de croissance agricole (150 millions de dollars), Projet de mesures de protection productive PSNP^a/APL III (450 millions de dollars), Projet de développement des communautés pastorales (56 millions de dollars), Partenariat pour le carbone forestier (3,6 millions de dollars) et Projet de gestion durable des terres II (100 millions de dollars).</p> <p><i>Projet de croissance agricole (150 millions de dollars de l'AID).</i> L'objectif est d'augmenter la productivité agricole et l'accès au marché de produits essentiels issus des récoltes et de l'élevage dans des woredas ciblés en renforçant la participation des femmes et des jeunes. Le projet comprend trois composantes : (i) Production agricole et commercialisation, (ii) développement et gestion de l'infrastructure rurale à petite échelle et (iii) gestion, suivi et évaluation du Projet de croissance agricole.</p> <p><i>Projet de mesures de protection productive PSNP / APL III (450 millions de dollars de l'AID).</i> L'objectif est d'améliorer l'efficacité du PSNP et d'un programme associé, le Programme de construction d'actifs pour les ménages (HABP^b) pour les foyers faisant face à une insécurité alimentaire chronique dans les zones rurales d'Éthiopie. Il y a quatre composantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les subventions des mesures de protection consisteront en des transferts en espèces et en nature vers les ménages confrontés à une insécurité alimentaire chronique sous les formes suivantes : travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre qui assurent des transferts vers des ménages de personnes valides et soutien direct par le biais de transferts en faveur de ménages de travailleurs pauvres, (ii) assistance financière liée à la sécheresse, qui cherche à offrir des ressources de façon opportune selon le niveau d'insécurité alimentaire temporaire suite à des chocs humanitaires dans les régions couvertes par le programme, (iii) appui institutionnel aux PSNP et (iv) soutien au HABP. <p><i>Projet de développement des communautés pastorales (56 millions de dollars de l'AID).</i> L'objectif est de contribuer à : (i) accroître la résilience des populations pastorales éthiopiennes face aux chocs externes et (ii) à améliorer les moyens de subsistance des communautés bénéficiaires, et ainsi favoriser la réduction globale de la pauvreté en Éthiopie. Le projet comprend quatre composantes : (i) amélioration durable des moyens de subsistance, (ii) gestion des risques des populations pastorales afin d'améliorer le système existant d'alerte précoce de ces populations, (iii) gestion participative de la formation et des connaissances et (iv) gestion de projet.</p> <p><i>Partenariat pour le carbone forestier (3,6 millions de dollars).</i> Ce partenariat cherche à élaborer le plan qui permettra à l'Éthiopie d'être prête pour la mise en œuvre de la REDD. Il inclut notamment des actions visant des résultats clés tels que : (i) prise de conscience vis-à-vis de la REDD+, (ii) moyens individuels et institutionnels réunis pour appuyer la REDD+, (iii) meilleure participation aux prises de décision et aux actions engagées, (iv) analyses plus approfondies des questions liées à la REDD+, (v) stratégies et pilotes de REDD+ testés sur le terrain pour affronter le déboisement et la dégradation, (vi) cadre favorable (institutions, politiques, etc.), (vii) mécanismes de partage des avantages identifiés et/ou en place, (ix) scénario de référence du stock de carbone et (x) systèmes de suivi et d'évaluation de la REDD+.</p>

voir page suivante

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.) (continué)	<p><i>Projet de gestion durable des terres II (100 millions de dollars de l'AID).</i> Les objectifs de développement du projet envisagé seront similaires à ceux du premier projet, qui cherchait à réduire la dégradation des sols des paysages agricoles et à améliorer la productivité agricole des petits exploitants. Le projet comptera trois composantes : (i) investissement dans une petite infrastructure pour la gestion du bassin hydrologique, (ii) certification et administration des terres rurales et (iii) gestion de projet.</p> <p>Estimation du financement du projet de référence (avant FEM) : 759,6 millions de dollars</p>
FEM/FPMA ou FSCC	<p>Description de l'alternative FEM :</p> <p>Les ressources du FEM seront combinées à celles du Projet de gestion durable des terres II et associées à celles des autres projets de référence. Les ressources du FEM provenant de plusieurs domaines d'intervention s'appuieront sur le vaste projet de référence afin de générer des avantages environnementaux au niveau local, national et mondial en encourageant l'adoption de pratiques durables de gestion des terres et de préservation de la biodiversité par les communautés agro-pastorales. Cela permettra de réduire la dégradation des sols, de soutenir le développement durable et d'améliorer les moyens de subsistance. Cet investissement bâtira sur les accomplissements de plusieurs projets réussis pour créer le lien entre les initiatives communautaires et le besoin de préservation de la biodiversité, d'un stockage amélioré du carbone dans les espaces forestiers et non forestiers et d'autres services écosystémiques à l'échelle qui convient. Les actions menées dans le cadre du projet contribueront également à préparer le pays à la mise en œuvre de la REDD+ tant du point de vue d'un cadre favorable que d'activités sur le terrain. Les projets de référence et le projet du FEM constitueront les mécanismes qui aideront à résoudre les questions de gestion des paysages. Le FEM viendra compléter la démarche en assurant l'interphase entre les terres agricoles, les terres pastorales et les espaces forestiers dans une approche écosystémique intégrée qui génère des avantages au niveau mondial.</p> <p>Certaines des activités à mener pour obtenir des avantages locaux, nationaux et mondiaux sont les suivantes : (i) mesures favorisant la végétation telles que l'agroforesterie, la régénération des forêts naturelles, petits peuplements et cultures de couverture, (ii) planification de l'utilisation des sols (corridors de pâturage), (iii) autres mesures durables telles que la culture selon les courbes de niveau et petites terrasses, micro-irrigation, terres mises de côté pour favoriser la préservation notamment le long des terres vulnérables, (iv) application diversifiée des énergies naturelles renouvelables, en particulier utilisation des biocarburants et biogaz et (v) moyens alternatif de subsistance communautaires qui réduisent la pression exercée sur les ressources naturelles. Des mécanismes d'incitation tels que le paiement des services environnementaux seront mis en œuvre pour créer le cadre favorable à l'application des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau. Ces pratiques devraient se fonder sur des approches participatives de planification de l'utilisation des terres et de l'eau pour répondre aux besoins et aux priorités spécifiques en matière de moyens de subsistance au niveau local, ainsi que dans l'ensemble plus vaste des différents paysages.</p> <p><i>Liens avec le FPMA/FSCC</i></p> <p>Les ressources du FPMA seront également déployées pour couvrir certains des coûts incrémentaux permettant d'améliorer la résilience face aux chocs climatiques des projets de référence, y compris l'infrastructure rurale à petite échelle et les travaux publics ayant reçu un appui. Cela permettra également de compléter et d'enrichir le système d'alerte précoce des communautés pastorales mis en place dans le projet de développement des communautés pastorales. Les ressources correspondront à certaines des priorités identifiées dans le PANA : renforcer/améliorer les systèmes d'alerte précoce des situations de sécheresse et d'inondation, mettre en place des mécanismes d'irrigation à petite échelle et de récupération de l'eau dans les régions arides, semi-arides et subhumides sèches, améliorer les pratiques de gestion des ressources des</p>

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
FEM/FPMA ou FSCC (continué)	<p>parcours dans les régions pastorales, promotion des pratiques de foresterie et d'agroforesterie dans les fermes et les exploitations familiales des régions arides, semi-arides et subhumides sèches d'Éthiopie. Pendant la préparation du projet, la ou les priorités spécifiques du PANA qui doivent être respectées en association avec le projet de référence seront identifiées. Les activités du projet permettront de contribuer aux deux premiers objectifs de l'adaptation au changement climatique (CCA-1 et CCA-2), et s'attaqueront à certaines des causes de la vulnérabilité face à la variabilité et aux changements du climat identifiés dans le PANA, telles que la très forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, le sous-développement des ressources hydriques, la faible capacité d'adaptation et le manque de prise de conscience.</p> <p>Enfin, l'évaluation de la vulnérabilité réalisée dans le cadre du PANA indiquait que les aspects les plus vulnérables à la variabilité et au changement climatique sont l'agriculture, les ressources hydriques et la santé humaine. Elle faisait également ressortir qu'en ce qui concerne les moyens de subsistance, les petits exploitants pratiquant l'agriculture pluviale et les communautés pastorales sont les plus vulnérables. Le projet en Éthiopie portera sur deux de ces trois aspects (agriculture et ressources hydriques) et considérera les exploitants pratiquant l'agriculture pluviale et les communautés pastorales comme ses principaux bénéficiaires.</p> <p>Il appuiera la mise en œuvre du cadre d'investissement stratégique en gestion durable des terres (GDT) de l'Éthiopie élaboré avec le soutien de TerrAfrica. L'objectif global de développement est d'améliorer les moyens de subsistance et le bien-être économique des fermiers, des éleveurs et des utilisateurs des ressources forestières du pays en développement l'application des pratiques de GDT qui ont démontré leur potentiel en ce qui concerne le rétablissement, le maintien et l'amélioration de la productivité des terres d'Éthiopie.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 14 millions \$ Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 3,0 millions de dollars Domaine d'intervention « biodiversité » : 3,0 millions de dollars Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : 1,0 millions de dollars Prime de gestion forestière durable : 2,0 millions de dollars FPMA : 5 millions de dollars FSCC : aucun <i>Remarque</i> : ces montants incluent la commission versée à l'agence.</p>
Indicateurs permettant de mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme d'appui. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les indicateurs clés de performance (ICP) seront les suivants :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p> <p>ICP 4. Changement des taux d'accumulation de carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs de référence (tC/ha)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	Le ministère de l'Environnement (à confirmer)

a. L'acronyme PSNP vient de la version anglaise : Productive Safety Net Project.

b. L'acronyme HABP vient de la version anglaise : Household Asset Building Program.

5. Ghana

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les projets de référence du Ghana sont les suivants : Prêt à l'appui des politiques de développement agricole (50 millions de dollars), Projet de développement rural communautaire (82 millions de dollars), Partenariat pour le carbone forestier (3,6 millions de dollars), Programme d'investissement pour la forêt (30 millions de dollars) et Prêt à l'appui des politiques de développement en matière de gouvernance environnementale et de gestion des ressources naturelles (10 millions de dollars).</p> <p><i>Prêt à l'appui des politiques de développement agricole (50 millions de dollars de l'AID).</i> L'objectif est de contribuer aux efforts de réduction de la pauvreté au Ghana grâce à l'amélioration de la gestion des terres et de l'eau. Cette initiative vise en particulier à développer la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique sur des aspects prioritaires ; (i) renforcement du secteur privé, (ii) émancipation économique des femmes, (iii) développement de compétences pour une compétitivité accrue et (iv) amélioration de la productivité agricole.</p> <p><i>Projet de développement rural communautaire (82 millions de dollars de l'AID).</i> L'objectif est de renforcer la capacité des communautés rurales à relever leur qualité de vie en améliorant leurs actifs productifs, l'infrastructure rurale et l'accès à des services de base de sources publiques et privées. Un crédit supplémentaire est en cours de négociation pour contribuer au financement des coûts associés avec le renforcement du Projet de développement rural communautaire pour reconstruire les biens d'intérêt public dans les régions du Nord touchées par les inondations et fournir un appui à la prestation de services décentralisés par le biais du financement de l'infrastructure publique de base par les autorités locales.</p> <p><i>Partenariat pour le carbone forestier (3,6 millions de dollars).</i> Les fonds aideront le Ghana à se préparer à la réduction des émissions carbone provenant du déboisement et de la dégradation des forêts et à la mise en œuvre d'un mécanisme international pour REDD. La phase de mise en œuvre des propositions pour la préparation à la REDD (R-PP^a) est divisée en trois étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Analyse, préparation et consultation (analyse des exigences de la REDD+ en matière politique, juridique et technique, définition du niveau d'émissions de référence, confirmation des rôles, responsabilités et contrôles institutionnels pour la REDD+, création de l'entité responsable des MRV, sélection des pilotes et activités de démonstration potentiels, consultation en continu, partage d'informations et sensibilisation, finalisation de la stratégie de REDD+), (ii) Pilotage et test (renforcement initial des capacités pour les pilotes, mise en place des pilotes et des activités de démonstration, création de comptabilisation du registre du carbone, test de mesure du carbone, procédures de comptabilisation et de MRV, consultation relative aux démonstrations et aux pilotes, consultation relative aux politiques, décisions et actions potentielles de REDD+, analyse des besoins de formation pour la mise en œuvre complète de REDD+), (iii) Préparation (approbation de l'ensemble des projets de loi et autres textes juridiques nouveaux, finalisation des mécanismes de financement, des procédures, de l'audit et des contrôles, finalisation des procédures opérationnelles pour l'organisme de MRV, recrutement du personnel, formation et renforcement des capacités en ce qui concerne les aspects du développement et les aspects techniques de REDD+, plan opérationnel pour intensifier l'application de la REDD+. <p><i>Programme d'investissement pour la forêt (30 millions de dollars).</i> Ce programme financera les investissements en faveur de la mise en œuvre de la stratégie de REDD+ du Ghana qui cherche à promouvoir des approches transformatrices et des mécanismes incitatifs innovants et reproductibles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des déforestations, engendrer des avantages connexes au développement durable en matière de réduction de la pauvreté et de protection de la biodiversité en exploitant le potentiel du secteur forestier. Ce projet inclura une combinaison d'activités, notamment, à titre non exhaustif, la génération et le partage de connaissances, la participation du secteur privé, l'utilisation des systèmes nationaux, la participation de la société civile et l'assistance technique. Ces activités seront en accord avec les activités de préparation de la REDD identifiées par les autorités dans le R-PP.</p>

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.) (continué)	<p>Prêt à l'appui des politiques de développement en matière de gouvernance environnementale et de gestion des ressources naturelles (10 millions de dollars de l'AID). Les défis auxquels était confronté le Programme de gouvernance environnementale et de gestion des ressources naturelles du Ghana correspondaient à l'amélioration de la transparence des systèmes et procédures pour la gestion des ressources naturelles, pour déboucher sur une mise en application plus efficace de la législation forestière, une meilleure collecte des taxes sur les secteurs de l'exploitation minière et de la foresterie, et la prise en compte du changement environnemental et climatique dans la planification et le développement économiques. Les réalisations des premières années de réformes politiques et de renforcement des capacités institutionnelles dans les secteurs de la foresterie et de l'exploitation minière seraient étendues, après analyse des résultats.</p> <p>Estimation du financement du projet de référence (avant FEM) : 175,6 millions de dollars</p>
FEM/FPMA ou FSCC	<p>Description de l'alternative FEM :</p> <p>Les ressources du FEM seront combinées à celles du Programme d'investissement pour la forêt et associées à celles du Prêt à l'appui des politiques de développement agricole, du Projet de développement rural communautaire, du Partenariat pour le carbone forestier et du Prêt à l'appui des politiques de développement en matière de gouvernance environnementale et de gestion des ressources naturelles.</p> <p>Les ressources du FEM provenant de plusieurs domaines d'intervention s'appuieront sur le vaste projet de référence pour engendrer des avantages environnementaux aux niveaux local, national et mondial (y compris, la réduction de la dégradation des terres, la préservation de la biodiversité et la réduction de la vulnérabilité face au changement climatique) grâce à une approche éco-paysage intégrée. Le projet de référence (agriculture dans des zones fertiles, petits travaux d'infrastructure dans les forêts et cadre propice au renforcement de la gouvernance en matière de gestion des ressources naturelles) sera intégré au projet du FEM à travers la mise en œuvre des pratiques de gestion durable des terres et des eaux et d'investissements ciblés dans la préservation de la biodiversité, une planification coordonnée et le dialogue.</p> <p>Certaines des activités expliquées en détail dans la future définition du projet seront les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) mesures favorisant la végétation telles que l'agroforesterie, la régénération des forêts naturelles, petits peuplements et cultures de couverture, (ii) planification de l'utilisation des sols (corridors de pâturage), (iii) autres mesures durables telles que la culture selon les courbes de niveau et petites terrasses, micro-irrigation, zone tampon pour favoriser la préservation notamment le long des terres vulnérables, (iv) résolution des conflits et mécanismes incitatifs pour surmonter la difficulté représentée par la lutte pour les ressources entre les fermiers et les communautés pastorales avec la perspective d'ouvrir des opportunités d'amélioration des moyens de subsistance. <p>Le projet cherchera à appuyer le renforcement du cadre propice aux pratiques de gestion durable des terres et des eaux et de préservation de la biodiversité ainsi que les activités sur le terrain dans les paysages sélectionnés. Les progrès enregistrés sur le plan politique par le biais du Programme de gouvernance environnementale et de gestion des ressources naturelles contribueront à créer un cadre favorable pour ce projet. Les pratiques de gestion durable des terres et des eaux contribueront à améliorer les stocks de carbone dans les espaces forestiers et non forestiers situés au nord du pays, en complément d'activités menées par le Programme d'investissement pour la forêt dans le sud.</p> <p>Parmi les parties prenantes clés dans les investissements sur le terrain du projet, on trouve les communautés villageoises (et lorsque plusieurs villages participent, les Comités d'unité), les Comités communautaires de gestion environnementale et les Groupes des usagers de l'eau. Ces organisations continueront d'identifier et de mettre en place des investissements en infrastructure communautaire, accorder la priorité aux pratiques de gestion durable des terres et des eaux et aux interventions de préservation de la biodiversité, et créer un cadre favorable à l'adoption des technologies conformes aux pratiques de gestion durable des terres et des eaux par chaque fermier. Des accords relatifs aux pratiques de gestion durable des terres et des eaux seront conclus avec les Groupes de fermiers (en règle générale, des groupements de 15 à 20 fermiers créés spécialement autour d'un intérêt commun : des capacités d'extension spécifiques) qui seront ensuite responsables de la coordination des activités du groupe.</p>

voir page suivante

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
FEM/FPMA ou FSCC (continué)	<p>En outre, un système d'information intégré de suivi et d'évaluation des pratiques de gestion durable des terres et des eaux, et de gestion des connaissances, complété et secondé au niveau régional, sera créé pour soutenir la mise en œuvre à travers plusieurs participants. Une mine d'informations et de connaissances sur la REDD+ au Ghana a été identifiée mais la consolidation des connaissances produites est nécessaire. Le système global de gestion des connaissances du Programme constituera un outil essentiel pour résoudre ce problème. Il bénéficiera non seulement au Ghana, mais aussi à tous les autres pays participants.</p> <p>Enfin, le projet contribuera directement à l'objectif du Cadre d'investissement stratégique national pour la gestion durable des terres du Ghana, qui est d'appuyer les priorités du pays en matière d'amélioration des moyens de subsistance dépendant des ressources naturelles en réduisant la dégradation des sols, conformément aux OMD 1 et 7. L'objectif du Cadre d'investissement stratégique national pour la gestion durable des terres est d'intégrer et d'intensifier la gestion durable des terres dans le cadre de développement du Ghana à tous les niveaux pour améliorer la gouvernance dans les décisions relatives à la gestion des terres, garantir les services écosystémiques et améliorer les moyens de subsistance dans les zones rurales du pays. La réalisation de cet objectif implique à long terme des stratégies intégrées axées simultanément, dans les zones touchées, sur l'amélioration de la productivité des terres et la réhabilitation, et la préservation et la gestion durable des terres et de l'eau, pour améliorer les conditions de vie, en particulier au niveau communautaire.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 9,45 millions de dollars Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 3,0 millions de dollars Domaine d'intervention « biodiversité » : 2,0 millions de dollars Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : 2,45 millions de dollars Prime de gestion forestière durable : 2 millions de dollars FPMA : non éligible FSCC : aucun <i>Remarque</i> : ces montants incluent la commission versée à l'agence.</p>
Indicateurs permettant de mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme d'appui. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les indicateurs clés des performances (ICP) seront les suivants :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	Le ministère de l'Environnement (à confirmer)

a. L'acronyme R-PP vient de l'anglais : Readiness Preparation Proposal.

6. Mali

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les projets de référence du Mali sont les suivants : Programme d'augmentation de l'énergie renouvelable dans les pays à faible revenu (SREP) (30 millions de dollars), Projet de gestion des risques liés aux catastrophes (5 millions de dollars) et Projet régional de gestion des ressources naturelles (12 millions de dollars).</p> <p>Programme d'augmentation de l'énergie renouvelable dans les pays à faible revenu (SREP) (30 millions de dollars). Ce projet vise à concevoir et à engager un plan d'investissement pour le Mali. Le SREP s'appuiera sur cette stratégie nationale existante pour le développement des énergies renouvelables et soutiendra sa mise en œuvre. Il se concentrera sur plusieurs activités telles que, à titre non exhaustif, l'électrification en milieu rural, l'accès à l'énergie des ménages, la promotion des biocarburants. Dans les phases préliminaires de définition, il a été établi que l'accent doit être mis spécialement sur la participation du secteur privé et sur les modifications nécessaires en matière de législation/réglementation pour encourager les investissements privés.</p> <p>Projet de gestion des risques liés aux catastrophes (5 millions de dollars du GFDDR). Le projet appuiera la mise en œuvre du Programme complet de gestion des risques liés aux catastrophes et d'adaptation au changement climatique pour le Mali préparé en 2009 en consultation avec les autorités et les partenaires du développement. Le projet comportera les activités suivantes : (i) renforcement du cadre institutionnel de prévention et de gestion des catastrophes, (ii) mise en place systématique d'une campagne de sensibilisation des populations et des parties prenantes en vue du partage des informations et du renforcement des capacités techniques, (iii) renforcement des capacités matérielles et techniques des institutions clés, (iv) intégration de la gestion et de la prévention des catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans les programmes scolaires primaires et secondaires, (v) renforcement de l'évaluation post-urgence et du système de mise en œuvre de la récupération, (vi) élaboration d'une politique, d'une stratégie et d'un plan d'action au niveau national pour la gestion et la prévention des catastrophes et des risques, (vii) mise en œuvre d'un projet pilote pour la protection des communautés vulnérables à travers la gestion intégrée des risques de catastrophe (inondations, sécheresse, invasion de criquets et feux de brousse), (viii) appui au renforcement du mécanisme de gestion et de réduction des risques.</p> <p>Projet régional de gestion des ressources naturelles (12 millions de dollars). Ce projet, qui est encore en préparation, cherchera à : (i) accroître les capacités de gestion des ressources naturelles (GRN) des pays, en s'appuyant sur les leçons tirées et sur l'échange d'expériences, (ii) piloter les initiatives de gestion des ressources naturelles et (iii) renforcer la gouvernance de la gestion des ressources naturelles. Le projet inclura la mise en place de mécanismes de coordination intersectorielle (agriculture, élevage, foresterie, eau, transports, etc.) pour la planification et l'échange d'informations, ainsi que la création et l'utilisation d'outils de suivi permettant de mesurer les résultats et les effets transformationnels des activités programmées.</p> <p>Estimation du financement du projet de référence (avant FEM) : 47 millions de dollars</p>
FEM/FPMA ou FSCC	<p>Description de l'alternative FEM :</p> <p>Les ressources du FEM viendront compléter les projets de référence existants et seront notamment combinées avec celles du Projet régional de gestion des ressources naturelles pour mettre l'accent sur le soutien au développement des moyens de subsistance communautaires, comme l'écotourisme, et ainsi catalyser l'intensification de la gestion améliorée des ressources naturelles au Mali. Il s'agit d'un projet portant sur plusieurs secteurs (énergie, forêts et agriculture) et domaines d'intervention (dégradation des sols, biodiversité, atténuation du changement climatique) qui aidera également les populations locales à s'adapter aux impacts prévus du changement climatique au Mali et encouragera aussi l'adoption des technologies qui réduisent la pression sur les ressources naturelles. La gestion intégrée du paysage, le contrôle de l'érosion et la GDT fourniront des avantages transformationnels directs pour le Projet de gestion des risques de catastrophe et le Projet d'utilisation des énergies renouvelables. Il y aura quatre composantes :</p> <p><i>Composante 1 : Institutions, informations et politiques.</i> Cette composante appuiera l'extension des bonnes pratiques qui ont fait leur preuve sur le terrain grâce au renforcement institutionnel et en aidant à mieux comprendre que la GDT et la GRN sont des solutions intersectorielles gagnantes, tant au niveau national que local (autorité décentralisée).</p>

voir page suivante

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
FEM/FPMA ou FSCC (continué)	<p><i>Composante 2</i> : Investissement dans les pratiques de gestion durable des terres et des eaux et les moyens de subsistance dépendant de la biodiversité : Dans les zones ciblées, en particulier à proximité des aires protégées, l'écotourisme sera développé et soutenu par les inventaires dans ces zones, des infrastructures pour l'écotourisme, le développement et la mise en œuvre de plans de cogestion, ainsi que la sensibilisation et la communication. Le projet permettra également à la biodiversité dans le domaine agricole et en particulier à la préservation des espèces apparentées à l'état sauvage qui contribuent à la sécurité alimentaire, aux gains de productivité et à l'amélioration de la qualité nutritionnelle des cultures. Cette composante s'appuiera notamment sur les domaines d'intervention « dégradation des sols » et « biodiversité » ainsi que sur la gestion forestière durable.</p> <p><i>Composante 3</i> : Promotion de la gestion intégrée du paysage grâce à la génération d'énergie renouvelable au niveau local et à la planification des plantations durables destinées aux combustibles ligneux : L'espèce <i>Jatropha curcas</i> L. sera promue grâce à de la plantation, du traitement à l'échelon local et des systèmes de génération d'électricité pour l'écotourisme et les populations locales. Cette composante s'appuiera notamment sur le domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » et contribuera directement au projet de gestion des risques de catastrophe à travers le contrôle de l'érosion et au Projet d'utilisation des énergies renouvelables en encourageant l'adoption de pratiques intégrées de gestion des paysages par les communautés locales.</p> <p><i>Composante 4</i> : Coordination, suivi et évaluation du Projet. Cette composante appuiera les autorités au niveau local et national dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ce projet, ainsi que les communications stratégiques et la documentation.</p> <p><i>Liens avec le FPMA/FSCC</i></p> <p>Des fonds du FPMA aideront les projets de référence à devenir résilients au changement climatique et compléteront les activités menées par le projet de gestion des risques de catastrophe. Le projet contribuera à la sécurité alimentaire en encourageant les activités qui favorisent la biodiversité dans le domaine agricole et la conservation des espèces sauvages apparentées. En outre, les ressources se pencheront sur certaines des principales priorités du PANA telles que la promotion des stocks de plantes fourragères pour le bétail, l'élaboration d'outils technologiques de formation des populations avec des pratiques simples d'adaptation au changement climatique, la sensibilisation et l'organisation des populations en vue de la préservation des ressources naturelles (élaboration de conventions locales en matière de reboisement et d'agroforesterie), la promotion des activités génératrices de revenus et le développement de l'entraide. Pendant la préparation du projet, la ou les priorités spécifiques du PANA qui doivent être respectées en association avec le projet de référence seront identifiées. Les activités permettront de contribuer aux deux objectifs : CCA-1 et CCA-2.</p> <p>Le programme consistera à promouvoir la coordination avec d'autres organisations qui mettent en œuvre des initiatives connexes. Dans le cas du Mali, la coordination sera explorée avec le PNUD et la FAO, qui participent à d'autres projets liés au secteur agricole en cours de mise en œuvre. Le Mali, comme les autres pays du Programme exploite une plateforme opérationnelle de GDT qui fournit un mécanisme de coordination supplémentaire entre les partenaires.</p> <p>Le projet contribuera directement au Cadre d'investissement stratégique national de GDT au Mali qui a été conçu avec le soutien de TerrAfrica. Le cadre d'investissement a deux objectifs spécifiques: (i) amplifier les bonnes pratiques de GDT pour lutter contre la dégradation des sols et la perte de la biodiversité, et s'adapter au changement climatique, et (ii) renforcer les capacités techniques et financières des institutions concernées par l'intégration de la GDT dans les politiques de développement du pays.</p> <p>Lors de la préparation des documents du projet, des processus de consultation seront conduits par chaque pays pour définir les domaines prioritaires d'intervention.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 9,1 millions de dollars Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 2,04 millions de dollars Domaine d'intervention « biodiversité » : 1,56 millions de dollars Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : 2 millions de dollars Prime de gestion forestière durable : 1,5 millions de dollars FPMA : 2 millions de dollars FSCC : aucun</p> <p><i>Remarque</i> : ces montants incluent la commission versée à l'agence.</p>

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
Indicateurs permettant de mesurer la contribution du FEM	<p>L'augmentation du FEM contribuera aux objectifs du programme de soutien via KPI qui doivent être agrégées au portefeuille au niveau du programme. Les indicateurs de performance comprennent : (cochez celles qui s'appliquent):</p> <p>ICP1. Augmentation de la superficie des terres avec les pratiques de GDTE dans les zones ciblées, par rapport au scénario de référence (en hectares, par rapport à la culture, l'étendue, la forêt, les zones humides, les Aires Protégées)</p> <p>ICP 2. Variations du couvert végétal dans les zones ciblées, par rapport au scénario de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées ont une capacité d'adaptation accrue pour réduire les risques et réagir aux changements climatiques par rapport aux valeurs initiales (#)</p> <p>ICP 4. Variation des taux d'accumulation du carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs initiales (tC / ha)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	<p>Le gouvernement au niveau national et local</p>

7. Mauritanie

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de l'eau
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les projets de référence pour la Mauritanie sont: Le Projet de développement intégré pour l'agriculture irriguée APL #3 (PDIAIM) (10 millions de dollars), le Projet communautaire de développement rural II (10 millions de dollars) et le Projet régional de gestion des ressources naturelles (12 millions de dollars).</p> <p>Le Projet de développement intégré pour l'agriculture irriguée APL #3 (PDIAIM) (10 millions de dollars) a pour but de promouvoir l'augmentation durable de la productivité et des revenus dans l'environnement rural, améliorer la sécurité alimentaire, et réduire la pauvreté, tout cela dans le contexte de l'intégration de la gestion des ressources naturelles. La nouvelle phase maintiendra les composantes des phases précédentes. (1) développement continu des mesures incitatives clés, (2) augmenter les programmes d'irrigation durable, et (3) intensifier la diversification agricole pour les acteurs ciblés engagés dans l'agriculture irriguée.</p> <p><i>Le Projet communautaire de développement rural II (10 millions de dollars) est en cours de formulation. Il visera sans doute à consolider et à renforcer les améliorations précédentes en termes d'amélioration des conditions de vie des communautés de village, d'augmentation durable des revenus, d'accès aux services socio-économiques de base, et d'amélioration des pratiques de gestion des ressources naturelles. Le projet devrait réaliser son objectif grâce au renforcement des capacités (ciblage des communautés de village, des municipalités rurales et des fournisseurs des services d'assistance aux communautés), ainsi que des investissements dans les sous- projets économiques, sociaux et environnementaux mis en œuvre dans ces communautés.</i></p> <p>De plus, un <i>Projet régional de gestion des ressources naturelles</i> est actuellement en cours de préparation pour le Burkina- Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal (12 millions de dollars). Le projet qui est toujours en développement cherchera à: (i) accroître les capacités de gestion des ressources naturelles des pays en s'appuyant sur les leçons tirées et l'échange d'expériences, (ii) piloter des initiatives de gestion des ressources naturelles, et (iii) renforcer la gouvernance de la gestion des ressources naturelles. Le projet comprendra le développement de mécanismes de coordination intersectorielle (agriculture, élevage, foresterie, eau, transports, etc...) pour la planification et l'échange d'informations, ainsi que le développement et l'application d'outils de suivi pour mesurer les résultats et les impacts transformationnels des activités prévues. L'amélioration des capacités de gestion des ressources naturelles soutiendra la sécurisation des services éco-systémiques ce qui contribuera à son tour à augmenter la productivité et élargir le champ des opportunités de subsistances.</p> <p>Financement de référence estimé (avant le FEM) : 32 millions de dollars</p>
FEM / FPMA ou l'alternative FSCC	<p>Description de l'alternative du FEM</p> <p>Les ressources FEM issues des domaines d'intervention « dégradation des terres » et « biodiversité » seront associées aux projets de référence (Projet de développement intégré pour l'agriculture irriguée APL et Projet communautaire de développement rural II) et combinées au projet de gestion des ressources naturelles afin de promouvoir conjointement une gestion durable des terres et de l'eau, ainsi que la production de services éco - systémiques. Le projet FEM contribuera à lever les barrières institutionnelles clés tant politiques que technologiques à la gestion durable des terres et de l'eau telles qu'identifiées par le pays. Un environnement propice à la gestion des terres et de l'eau intégrant des considérations de biodiversité permettra d'assurer la durabilité des pratiques agricoles et des moyens de subsistance alternatifs des projets de référence de même que l'uniformité et la coordination de la gestion des ressources naturelles.</p> <p>Les ressources du FEM soutiendront aussi les investissements pour la mise en œuvre de plans de gestion des bassins de même que pour l'agroforesterie, la régénération des forêts naturelles et d'autres méthodes de gestion durable de petites exploitations forestières et communautaires, une ceinture verte, la stabilisation des dunes, ainsi que des brise-vents dans la vallée du Sénégal pour protéger, entre autres, les périmètres agricoles.</p>

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de l'eau
FEM / FPMA ou l'alternative FSCC (continué)	<p>Ces activités seront directement intégrées à un processus décisionnel initié par la base, tel que pratiqué dans le cadre du projet communautaire de développement rural. La mise en œuvre des interventions prioritaires aux niveaux local et communautaire devrait permettre de mettre en évidence tous les bénéfices environnementaux que l'on peut potentiellement tirer d'activités comme l'augmentation de la couverture végétale, la réduction de la dégradation des terres, l'atténuation des effets du changement climatique et la conservation de la biodiversité dans les terres arides.</p> <p><i>Lien avec le FPMA / FSCC</i></p> <p>Les ressources du FPMA seront également déployées pour couvrir certains des coûts additionnels liés à l'amélioration de la résilience climatique des investissements des autorités et des moyens de subsistance communautaire. Les ressources viseront à renforcer les capacités d'adaptation à certains risques climatiques tels que l'augmentation du niveau de la mer, les inondations et les menaces d'avancée des dunes de sable. Cela sera réalisé en développant des outils pour appuyer et améliorer la planification, les politiques et les méthodes de suivi et d'atténuation de certains effets du changement climatique et en particulier l'augmentation du niveau de la mer et l'avancée des dunes de sable dans les zones cibles. Trois composantes ont déjà été identifiées : (i) suivi, planification de l'occupation des sols et soutien à l'information, (ii) dunes de sable et dégradation des sols, et (iii) gestion de projet et son suivi. Ces ressources seront conformes à ce qui a été mis en avant dans le Programme d'action nationale pour l'adaptation au changement climatique (PANA), en particulier : la réorganisation des communautés extrêmement touchées par le changement climatique, la reforestation participative pour l'énergie et l'agroforesterie dans les zones agricoles, la restauration et la gestion intégrée des basses terres et des zones humides, ainsi que l'amélioration des connaissances et de la gestion durable des ressources forestières. La ou les priorité(s) du PANA qui seront soutenue(s) en association avec le projet de référence sera ou seront identifiée(s) au cours de la préparation du projet. Les activités contribueront à deux premiers objectifs de FPMA pour l'adaptation au changement climatique (CCA-1 et CCA-2).</p> <p>Le résumé des études de vulnérabilité développé pour le PANA a révélé que tous les secteurs vitaux de l'économie sont touchés par le phénomène de variabilité du temps et le changement climatique. Les conséquences socio-économiques sont d'autant plus spectaculaires qu'elles affectent les communautés qui vivent principalement des ressources naturelles. Le projet agira sur plusieurs secteurs comme l'agriculture, l'eau et la foresterie, et profitera aux communautés dont les moyens de subsistances dépendent de ces ressources.</p> <p>Enfin, toutes les activités ci-dessus soutiendront la mise en œuvre du cadre d'investissement stratégique en gestion durable des terres du pays développé avec le soutien de TerrAfrica.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 8,37 millions \$ Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 4,0 millions de dollars. Domaine d'intervention « biodiversité » : 2,37 millions de dollars Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : aucun Prime de gestion forestière durable: 2 millions de dollars FPMA : aucun FSCC : aucun</p> <p><i>Remarque</i> : Ces montants comprennent les frais à payer à l'Agence. La Mauritanie est un pays bénéficiant de la flexibilité du Système d'allocation transparent des ressources du FEM (SATR), qui permet de réallouer les ressources d'un domaine d'intervention sur un autre.</p>

voir page suivante

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de l'eau
Indicateurs déterminants pour mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les indicateurs clés de performance (ICP) comprennent :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	Le ministère de l'Environnement (à confirmer)

8. Niger

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de l'eau
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les projets de référence pour le projet au Niger sont les projets suivants: Le Projet de productivité agricole en Afrique de l'Ouest, PPAAO (10 millions de dollars), Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques (63 millions de dollars) et le Projet régional de gestion des ressources naturelles (12 millions de dollars).</p> <p><i>Projet de promotion de productivité agricole en Afrique de l'Ouest, PPAAO Phase 1C (10 millions de dollars AID).</i> Le PPAAO cherche à favoriser la productivité et la compétitivité agricoles tout en encourageant l'intégration régionale, en s'appuyant sur quatre composantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) mettre en place les conditions de la coopération au niveau sous-régional pour la génération, la diffusion et l'adoption des technologies agricoles, (ii) renforcer les centres de spécialisation et la recherche, (iii) appuyer la mise au point, la diffusion et l'adoption des technologies stimulées par la demande, et (iv) soutenir la coordination, la gestion, ainsi que le suivi et l'évaluation des projets. <p>La nouvelle phase du projet incorporera des activités telles que la recherche et l'appui à la production agricole, l'acquisition d'intrants et de semences pour stimuler la production des produits agricoles prioritaires des pays. Pour le Niger, le nouveau projet appuiera le développement d'une gamme de denrées y compris de l'élevage</p> <p><i>Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPCR) 63 millions de dollars du Fond d'investissement climatique (FIC).</i> La stratégie d'investissement dans le PPCR au Niger cherche à intégrer en amont la résilience climatique dans les stratégies de développement du pays ; à élaborer des initiatives de gestion durable des terres intégrées aux processus budgétaires et de planification ; à améliorer la qualité des informations météorologiques et climatiques et leur disponibilité au publique ; ainsi qu'à améliorer les méthodes de suivi et évaluation.</p> <p><i>Projet régional de gestion des ressources naturelles (12 millions de dollars AID).</i> Un projet régional de gestion des ressources naturelles est actuellement en cours de préparation y compris au Niger. Le projet qui est toujours en développement cherchera à: (i) accroître les capacités de gestion des ressources naturelles des pays, en s'appuyant sur les leçons tirées et l'échange d'expériences, (ii) piloter les initiatives de gestion des ressources naturelles, et (iii) renforcer la gouvernance de la gestion des ressources naturelles. Le projet comprendra le développement des mécanismes de coordination intersectorielle (agriculture, élevage, foresterie, eau, transports, etc...) pour la planification et l'échange d'informations, ainsi que le développement et l'application d'outils de suivi pour mesurer les résultats et les impacts transformationnels des activités prévues.</p> <p>Financement de référence estimé (avant le FEM) : 85 millions de dollars</p>

voir page suivante

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de l'eau
FEM / FPMA ou l'alternative FSCC	<p>Description de l'alternative du FEM :</p> <p>Les ressources du FEM issues des domaines d'intervention « dégradation des terres » et « atténuation du changement climatique » seront associées au PPAAO Phase 1C, au PPCR et intégré au Projet régional de gestion des ressources naturelles. Cette coordination aidera à sécuriser les services des écosystèmes qui sont essentiels pour maintenir l'accroissement de la productivité dans les zones agro-écologiques prioritaires ciblées du projet de référence. Avec la mise en œuvre de pratiques de gestion durable des terres et de l'eau (qui contribue inter alia à l'augmentation des stocks de carbone dans les forêts sèches et les terres non forestières) et de méthodes de conservation de la biodiversité, le projet contribuera à l'approche mosaïque d'éco-paysage à laquelle le projet de référence contribue également notamment par l'intermédiaire du travail sur la productivité agricole et la résilience climatiques de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles.</p> <p>Le projet développera des mécanismes incitatifs pour promouvoir les méthodes de gestion durable des terres et de l'eau sur le terrain notamment auprès des exploitants agricoles (hommes et femmes) et selon leurs besoins. Les mécanismes incitatifs toucheront également la promotion de moyens alternatifs de subsistance et localement, la diversification des revenus afin de réduire la pression exercée sur les ressources naturelles y compris les forêts. De plus, le projet soutiendra les activités de gestion de l'habitat naturel et de la vie sauvage tout en mettant l'accent sur le maintien et le renforcement des habitats les plus précieux, le tout dans le cadre d'une approche dite « mosaïque des éco-paysages ».</p> <p>Le projet cherchera à créer les conditions propices aux investissements dans les pratiques de GDTE résilientes au changement climatique (par exemple le renforcement de la gestion des connaissances et l'amélioration et l'utilisation des systèmes de suivi et évaluation, l'amélioration de la coopération inter et intra - sectorielle, les cadres politiques et réglementaires pour la gestion durable des terres et de l'eau, etc.). Le financement du FEM fournira une aide technique de haute qualité, renforcera la capacité des praticiens de la gestion durable des terres et de l'eau et des fournisseurs de services techniques agro-écologiques et soutiendra le développement des accords de gestion des terres et de l'eau avec les fermiers locaux.</p> <p>Toutes les activités ci-dessus soutiendront la mise en œuvre du cadre d'investissement stratégique en GDT du pays développé avec le soutien de TerrAfrica et du FEM. L'objectif d'ensemble est de réduire durablement la dégradation des terres et ainsi contribuer à la réduction de la pauvreté via la mise en place d'un cadre stratégique national. Tout en promouvant le thème de la GDT, ce cadre national devrait permettre de planifier et orienter la mise en œuvre des investissements en cours et futurs dans la gestion durable des terres et de l'eau dans les secteurs publics et privés et avec l'ensemble des acteurs locaux et nationaux.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 4, 88 millions de dollars Point focal de dégradation des terres. 2,0 millions de dollars Point focal de biodiversité 0, 88 millions de dollars Points focaux d'atténuation des effets du changement climatique: 1,0 million de dollars Prime de gestion durable des forêts : 1,0 million de dollars. FPMA : aucun FSCC : aucun <i>Remarque</i> : Ces montants comprennent les frais à payer à l'Agence.</p>

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de l'eau
Indicateurs déterminants pour mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les indicateurs clés de performance (ICP) comprennent :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p> <p>ICP 4. Changement des taux d'accumulation de carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs de référence (tC/ha)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	Le ministère de l'Environnement (à déterminer)

9. Nigeria

Nom du projet	Projet de gestion de l'érosion et des bassins hydrologiques au Nigéria (NEWMAP) ^a
<p>Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)</p>	<p><i>Description du projet associé ou de référence :</i></p> <p>L'objectif de ce projet est de restaurer les terres dégradées et de réduire durablement la vulnérabilité à l'érosion dans les zones ciblées.</p> <p>Le projet multisectoriel devrait soutenir une transformation du lien entre les Nigériens et la terre. Pour répondre à la requête du président du Nigeria auprès de la Banque pour soutenir le pays afin de gérer l'érosion sévère au Nigeria du Sud- Est, le projet prendrait une approche de gestion complète des bassins hydrologiques tout en mettant l'accent sur les investissements dans la prévention de l'érosion et la réhabilitation dans la savane et les zones forestières. De même, via un élément d'apprentissage inter- états, le projet deviendra dynamique, visible, actif, et transparent. Il poussera aux réformes et fournira un cadre d'action qui pourrait être étendu à l'échelle mondiale. Les trois composantes sont :</p> <p><i>Composante 1 :</i> Investissements dans la gestion de l'érosion des sols. Composante 1 aurait pour but de soutenir les interventions sur le terrain pour gérer, prévenir et mettre un terme à la dégradation des sols. Une association stratégique de mesures de faible technicité d'ingénierie, biologiques et centrées sur la communauté serait déployée pour (i) stabiliser les sites d'érosion sévère, et (ii) prévenir en amont les problèmes d'érosion émergents lorsque les coûts d'intervention sont bas. En conséquence, les interventions comprendront des mesures de subsistances basées sur des ressources structurelles, végétatives et adaptées à leur environnement naturel, associées à la planification de micro- bassin hydrologique, le cas échéant.</p> <p><i>Composante 2 :</i> Les plans de gestion des bassins hydrologiques et institutionnelle, et le développement de l'information. Cette composante gèrerait la durabilité à long terme en renforçant un environnement propice à la bonne gestion de l'érosion et des problèmes de dégradation des bassins hydrologiques d'une manière globale entre les secteurs et les Etats. La composante soutiendrait l'appui à la modernisation et la coordination de nombreuses institutions impliquées dans la planification, la gestion, l'évaluation, l'exécution et le suivi des activités liées aux bassins et à l'érosion des sous-bassins hydrographiques à l'échelle du bassin versant. Pour renforcer une bonne conception et pour promouvoir les investissements, la composante soutiendrait également les améliorations dans le paysage politique, la modernisation des données, le développement et l'application d'outils analytiques et de surveillance, ainsi que les diagnostics des problèmes de bassins hydrologiques.</p> <p><i>Composante 3 :</i> Gestion du projet : Cette composante aurait pour but de soutenir le gouvernement aux niveaux fédéral et régional pour mettre en œuvre ce projet. Cela comprendra le soutien à la gestion du projet, dont les aspects fiduciaires (procédures de passation de marché, gestion financière, mesures de protection environnementales et sociales), le suivi et l'évaluation du projet, les communications stratégiques et la documentation.</p> <p>Financement de référence estimé (avant le FEM) : 400 millions de dollars</p>
<p>FEM / FPMA ou l'alternative FSCC</p>	<p><i>Description de l'alternative du FEM</i></p> <p>Les ressources du FEM issues des domaines d'intervention « dégradation des terres » et « biodiversité », seront intégrées au projet NEWMAP pour promouvoir les pratiques de gestion des terres végétatives, telles qu'en établissant une mise en défens des terres sujettes à l'érosion ou en créant des corridors vert. L'aide technique dans les systèmes d'information géographiques, le suivi et la planification de l'utilisation des sols sera également fournie aux échelles locales et nationales, avec des leçons et des outils importants qui peuvent être transférés aux Etats du Nord qui sont en première ligne de la dégradation des terres du Sahel. Le travail comprend également : le développement de mécanismes de coordination pour la planification des bassins hydrologiques et l'échange d'informations ; le développement et la mise en place d'outils de suivi pour mesurer la contribution des services des écosystèmes dans les bassins hydrologiques et les systèmes d'utilisation des sols ; ainsi que le pilotage d'innovations pour le financement des services des écosystèmes tels que les paiements pour les services environnementaux.</p>

Nom du projet	Projet de gestion de l'érosion et des bassins hydrologiques au Nigéria (NEWMAP) ^a
FEM / FPMA ou l'alternative FSCC (continué)	<p>En ce qui concerne le volet sur la gestion durable des forêts, le projet contribuerait à la protection des ressources forestières existantes qui sont importantes pour la réduction des impacts de l'érosion via des activités telles que la planification à l'échelle des bassins, les corridors végétatifs et les mesures de déboisement.</p> <p><i>Lien avec le FPMA / FSCC</i></p> <p>Les ressources du FSCC seront également déployées pour couvrir certains coûts additionnels pour améliorer la résilience climatique des travaux de génie civil sensibles à ou contribuant à l'érosion. Cela comprend (i) l'incorporation des paramètres climatiques dans la planification et la conception des travaux de génie civil, et (ii) les ajouts d'investissements ciblés aux structures civiles qui font face à une plus grande variabilité du climat par rapport aux investissements de référence.</p> <p>Les communications nationales de la Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) au Nigeria relatent l'évaluation de la vulnérabilité du pays dans ces termes :</p> <p>« du fait des changements climatiques, certaines zones commenceront à connaître des précipitations plus importantes et plus régulières et des régions commenceront inévitablement à connaître une augmentation de l'érosion induite par les précipitations. Il existe des situations extrêmement graves étant donné que l'érosion des sols connaît déjà des proportions catastrophiques au Nigeria qu'elle soit considérée comme une érosion en ravins ou en nappe tandis que les inondations ravagent annuellement de nombreuses parties du pays pendant la saison des pluies. Par exemple, il n'y aurait pas plus de 600 sites d'érosion en ravins dans les Etats d'Abia, Anambra et les Etats de l'OMI. Conséquence de la réduction de la couverture végétale importante, toutes les parties du pays sont vulnérables à l'érosion des sols due aux changements climatiques soit en terme d'érosion des sols par le vent, la pluie et le dépôt dans des endroits où la terre est basse et sous le vent dominant ».</p> <p>Les axes prioritaires établis dans les Communications nationales de la CCNUCC comprennent : « l'établissement de structures mécaniques et d'ingénierie (par exemple, les barrages, les chenaux de diversion des orages, les terrasses en gradins, les bourrelets en courbe de niveau), ainsi que des mesures biologiques (par exemple, la culture de palissade, le paillage, la culture en courbes de niveau, labourage minimum ou inexistant) qui pourraient réduire l'érosion des sols ». Il est important de noter que ces types d'axes apparaissent également dans d'autres programmes nationaux (Plan d'action national, Stratégies et plans d'actions, le cadre d'investissements de gestion durable des terres et de l'eau, et la stratégie agricole nationale), en renforçant l'idée d'une réponse holistique intégrée au problème de l'érosion ciblé par le Projet de référence.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 9,28 millions \$</p> <p>Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 0,6 millions de dollars</p> <p>Domaine d'intervention « biodiversité » : 2,68 millions de dollars</p> <p>Domaine d'intervention « atténuation des effets du changement climatique » : aucun</p> <p>Prime de gestion forestière durable: 1 million de dollars</p> <p>FSCC : 5 millions de dollars</p> <p>FPMA : non éligible</p> <p><i>Remarque</i> : Ces montants comprennent les frais à payer à l'Agence.</p>
Indicateurs déterminants pour mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les ICP comprennent (cochez ce qui correspond)</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	<p>Le gouvernement fédéral et les Gouvernements des Etats participants</p>

10. Sénégal

Nom du projet	Projet communautaire au Sénégal
<p>Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)</p>	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les projets de référence pour le Sénégal sont: Le Deuxième Projet de gestion durable et participative des énergies traditionnelles et de substitution (PROGEDE II) (15 millions de dollars) et le Projet régional de gestion des ressources naturelles (12 millions de dollars).</p> <p><i>Deuxième Projet de gestion durable et participative des énergies traditionnelles et de substitution (PROGEDE II).</i> L'objectif du PROGEDE II est de contribuer à accroître la disponibilité de divers combustibles domestiques d'une manière durable et équitable entre les genres, et de contribuer à augmenter le revenu des collectivités participantes, tout en préservant les écosystèmes forestiers. Composantes Les quatre composantes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Les réformes institutionnelles de la filière charbon de bois (ii) La gestion durable de l'approvisionnement en bois énergie. (iii) La promotion et la diversification de l'énergie domestique moderne (iv) Les arrangements institutionnels relatifs à la mise en œuvre du projet <p><i>La Composante 1</i> portera sur l'économie politique et les questions d'équité (le revenu et la prise de décision), en particulier dans les régions (productrices), et dans le pays dans son ensemble. La composante soutiendra le gouvernement central et décentralisé, les collectivités locales, ainsi que des communautés pour une pleine mise en œuvre de la réforme.</p> <p><i>La Composante 2</i> financera l'assistance technique, le soutien logistique et l'équipement des services forestiers centraux et déconcentrés, les collectivités locales, y compris les organisations communautaires (OC) et les organisations non gouvernementales (ONG) impliquées dans la forêt / la gestion des ressources naturelles / la biodiversité et la protection socio-environnemental et les communautés.</p> <p><i>La Composante 3</i> financera l'assistance technique, des moyens logistiques et l'équipement de la Direction des hydrocarbures et combustibles domestiques (DHCD) et des entrepreneurs privés pour soutenir la production massive et la diffusion de foyers améliorés et d'alternatives aux combustibles à base de bois.</p> <p><i>La Composante 4</i> appuiera les institutions gouvernementales et les organisations communautaires à jouer leur rôle légitime dans l'amplification du programme, les consultants joueront donc un rôle catalytique, de soutien et de conseil.</p> <p><i>Autre projet associé:</i></p> <p>Un projet régional de gestion des ressources naturelles sur financement régional AID est actuellement en préparation pour le Burkina-Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Ce projet visera à améliorer les capacités de gestion des ressources naturelles du pays, en s'appuyant notamment sur la capitalisation et l'échanges d'expériences des pays respectifs.</p> <p>Financement de référence estimé (avant le FEM) : 27 millions de dollars</p>
<p>FEM / FPMA ou l'alternative FSCC</p>	<p>Description de l'alternative du FEM :</p> <p>Les ressources du FEM des domaines d'intervention dégradation des terres et atténuation du changement climatique seront associées au PROGEDE II afin de promouvoir conjointement la gestion durable des terres et des énergies au bénéfice des communautés.</p> <p>Les mesures d'atténuation au changement climatique s'appuieront sur la restauration et la valorisation des stocks de carbone dans les forêts et autres couverts végétaux notamment dans le cadre des composantes 2 du PROGEDE II (Objectif FEM CCM 5) et par le promotion d'énergie alternative dans le cadre de la composante 3 du PROGEDE II (Objectif FEM CCM 1). Les mesures de gestion durable des terres (GDT) mettront l'accent sur des pratiques intégrées de gestion du paysage adoptée par les communautés locales notamment à travers la promotion des meilleures pratiques dans le cadre de la composante 2 du PROGEDE II (Objectif FEM LD-3).</p>

Nom du projet	Projet communautaire au Sénégal
FEM / FPMA ou l'alternative FSCC (continué)	<p>Ce projet a pour objectif de consolider le soutien local à l'initiative muraille verte et à l'initiative des écovillages en générant des moyens de subsistance adaptés au changement climatique au bénéfice des communautés locales dans les zones ciblées. Une attention particulière sera prévue pour assurer la durabilité des résultats du projet. Tout en tenant compte des capacités de gestion de projet, les agences de mise en œuvre considérées pour ce projet sont l'Agence de la grande muraille verte et l'Agence nationale des écovillages avec sans doute un appui de la Direction de l'environnement et des établissements classés. Poursuivant une approche similaire, les activités pertinentes financées par le FEM devraient être ajoutées au Mécanisme de Développement Propre. Le cas échéant, des activités spécifiques seront mises en œuvre par les organisations de la société civile.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 6,5 millions de dollars Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 3,5 millions de dollars Domaine d'intervention « biodiversité » : aucun Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : 1,5 millions de dollars Prime de gestion forestière durable : 1,5 millions de dollars FPMA : aucun FSCC : aucun <i>Remarque</i> : Ces montants comprennent les frais à payer à l'Agence.</p>
Indicateurs déterminants pour mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les indicateurs clés de performance (ICP) comprennent :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 4. Changement des taux d'accumulation de carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs de référence (tC/ha)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	Le ministère de l'Environnement

11. Soudan

Nom du projet	Projet de gestion durable des terres et de la biodiversité
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description du projet associé ou de référence:</p> <p>Le projet de référence au Soudan est l'<i>Amélioration des services d'assistance agricole dans les zones traditionnelles de culture pluviale</i> (20 millions de dollars) qui est financé par le Fonds d'affectation multido- nateurs (FAMD). L'objectif du projet vise à améliorer la prestation et l'accès aux services agricoles dans les zones traditionnelles de culture pluviale pour ainsi réaliser la stratégie et les objectifs du secteur qui visent à assurer la réduction de la pauvreté et l'amélioration durable de la sécurité alimentaire des ménages. Le projet mise sur l'amplification de technologies performantes déjà testées, des initiatives de crédit rural, du marketing agricole et d'autres services d'assistance dans le cadre du développement des politiques et des stratégies sectorielles. La stratégie du projet en termes de développement de prestation de services d'assistance agricole est de se concentrer sur les petits fermiers et éleveurs traditionnels, en s'appuyant sur l'expérience acquise, en maximisant la participation communautaire et l'implication des institutions pertinentes, ainsi que le renforcement des capacités des bénéficiaires ciblés. Le projet est structuré autour d'activités et d'interventions diversifiées et intégrées qui sont conçues pour fournir des services d'assistance durables aux fermiers et aux éleveurs. Les quatre composantes du projet sont: (i) Renforcement des capacités des prestataires de services agricoles du secteur public et privé, (ii) Développement et propaga- tion de technologies, (iii) Promotion des investissements dans les services agricoles communautaires, et (iv) gestion du projet.</p> <p>Financement de référence estimé (avant le FEM) : 20 millions de dollars</p>
FEM / FPMA ou l'alternative FSCC	<p>Description de l'alternative du FEM :</p> <p>Les ressources du FEM issues des domaines d'intervention dégradation des sols et biodiversité seront intégrées au projet de référence contribuant ainsi à la génération de bénéfices environnementaux au niveau mondial à travers des prestations améliorées d'assistance agricole. Le projet facilitera une variété de pratiques de gestion durable des terres et de l'eau telles que les techniques de conservation des sols, la gestion des cultures, les pratiques agro- forestières, la récupération de l'eau et les activités de gestion améliorée du bétail. La régénération naturelle assistée par les communautés locales sera aussi soutenue contribuant ainsi à réduire la dégradation des sols dans les régions ciblées.</p> <p>Le projet contribuera à plusieurs aspects de la mosaïque des éco-paysage et n'agira pas seulement dans les zones agricoles mais mettra en avant des mesures de conservation de la biodiversité et la pratique de gestion durable des forêts dans les zones adjacentes qui généreront des avantages environnementaux (augmentation de la productivité, augmentation de la sécurité alimentaire, approvisionnement en sources d'énergie locale, approvisionnement en eau douce locale et propre, entre autres) pour ces zones agricoles en culture pluviale.</p> <p>Le projet contribue effectivement aux activités du projet de référence mais les ressources financiers ne seront pas intégrées au Fonds spécial multidonateurs qui finance le projet de référence. Le FEM sera traité comme un prêt d'investissement au secteur.^a</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 8,35 millions de dollars Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 2,67 millions de dollars Domaine d'intervention « biodiversité » : 3,68 millions de dollars Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique » : aucun Prime de gestion forestière durable : 2 millions de dollars FPMA : aucun FSCC : aucun Remarque : Ces montants comprennent les frais à payer à l'Agence.</p>

Indicateurs déterminants pour mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les indicateurs clés de performance (ICP) comprennent :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p> <p>ICP 4. Changement des taux d'accumulation de carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs de référence (tC/ha)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	Le ministère de l'Environnement (à déterminer)

a. Ce terme technique se traduit en anglais par Sector Investment Loan (SIL).

12. Togo

Nom du projet	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres au Togo (GICT)
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description des projets associés ou de référence :</p> <p>Les ressources combinées du FEM seront associées à trois projets. Le Projet d'appui au secteur agricole (PASA) (37 millions de dollars), le Projet de Promotion de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) (10 millions de dollars) et le Projet de gestion intégrée des terres et des catastrophes (GICT) (7,8 millions de dollars du GFDRR). Les ressources du FEM seront pleinement intégrées à ce dernier pour bénéficier d'une unité de mise en œuvre commune au sein du ministère de l'Environnement et des ressources forestières.</p> <p>Description du projet de référence principal: le Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres (GICT). Activités liées à la gestion des risques de catastrophes naturelles.</p> <p>Objectif : Le projet GICT a pour but de renforcer les capacités des institutions ciblées à gérer le risque d'inondations et la dégradation des terres dans les zones rurales et urbaines ciblées. Composantes</p> <p>Les quatre composantes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Renforcement institutionnel et sensibilisation (ii) Activités communautaires pour l'adaptation (iii) Systèmes d'alerte précoce, de suivi et de connaissances (iv) Gestion du projet <p>La description des Composantes ci-dessous couvre les activités liées à la gestion des risques et des catastrophes.</p> <p><i>La Composante 1</i> va équiper et former les acteurs clés directement impliquer dans la gestion du risque d'inondation au Togo, tant au niveau local que régional et national. Des campagnes de sensibilisation sur la prévention et les mesures d'atténuation seront également organisées.</p> <p><i>La Composante 2</i> pilotera les activités communautaires pour atténuer l'impact des inondations tels que : la restauration et la protection des berges, l'entretien des canaux, la construction et l'entretien des bassins, la reforestation à petite échelle, mise en place d'un site de pépinières et des plantations d'arbre.</p> <p><i>La Composante 3</i> soutiendra le développement d'un système fonctionnel d'alerte précoce pour mieux prévoir les inondations dans les zones rurales et urbaines prioritaires.</p> <p><i>La Composante 4</i> couvrira les activités liées à la gestion et au suivi du projet.</p> <p>Description d'autres projets associés :</p> <p><i>Projet d'appui au secteur agricole (PASA) (37 millions de dollars).</i> Objectif : Les objectifs du PASA sont de (i) réhabiliter et de renforcer les capacités productives des bénéficiaires ciblés dans les filières sélectionnées et (ii) favoriser un environnement institutionnel propice au développement du secteur agricole, sur le territoire du Togo. Composantes : Les trois composantes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Promotion des cultures vivrières stratégiques, des cultures d'exportation et production halieutique continentale. (ii) Relance du sous-secteur de l'élevage (iii) Appui au renforcement des capacités et à la coordination sectorielle. <p>Le PASA vise entre autres à augmenter la production de cultures vivrières stratégiques telles que le coton, le café, le cacao, le riz et le maïs dont la production est exigeante en sols et en eau.</p> <p><i>Le Projet de promotion de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) Phase 1C</i> (10 millions de dollars). Le PPAAO (phase 1C) cherche à favoriser la productivité et la compétitivité agricoles tout en encourageant l'intégration régionale, en s'appuyant sur quatre composantes :</p>

Nom du projet	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres au Togo (GICT)
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.) (continué)	<ul style="list-style-type: none"> (i) mettre en place les conditions de la coopération au niveau sous-régional pour la génération, la diffusion et l'adoption des technologies agricoles, (ii) renforcer les centres de spécialisation et la recherche, (iii) appuyer la mise au point, la diffusion et l'adoption des technologies stimulées par la demande, et (iv) soutenir la coordination, la gestion, ainsi que le suivi et l'évaluation des projets. <p>La nouvelle phase du projet incorporera des activités telles que la recherche et l'appui à la production agricole, l'acquisition d'intrants et de semences pour stimuler la production des produits agricoles prioritaires des pays.</p> <p>Financement de référence estimé (avant le FEM) : 54,8 millions de dollars</p>
FEM / FPMA ou l'alternative FSCC	<p>Description de l'alternative du FEM :</p> <p>Les ressources du FEM issues des domaines d'intervention « dégradation des sols » et « biodiversité » seront combinées aux activités liées à la gestion des risques de catastrophes du projet GICT et fournira un soutien écologique aux cultures vivrières stratégiques soutenues par le PASA et le PPAAO.</p> <p>Les ressources du FEM contribueront à l'amplification des approches intégrées des éco-paysages (Objectif FEM LD3) en renforçant les capacités nationales à gérer plus durablement les terres (composante 1 du projet GICT, composante 3 du PASA, composante 2 du PPAAO), et en diffusant plus largement les technologies et les bonnes pratiques de gestion intégrée des ressources naturelles (composantes 1 et 2 du projet GICT, composante 1 du PASA, composante 1 du PPAAO) et en développant des outils et des méthodologies de gestion intégrée des ressources naturelles (composantes 2 et 3 du projet GICT, composante 1 du PASA, composante 3 du PPAAO).</p> <p>Les ressources du fonds de gestion forestière durable contribueront à la réduction des émissions de carbone grâce à la déforestation évitée et la régénération naturelle dans les aires protégées réhabilitées (Objectifs FEM BD2 et gestion forestière durable 1) avec la participation des communautés (composantes 1 et 2 du projet GICT).</p> <p><i>Lien avec le FPMA / FSCC</i></p> <p>Les ressources du FPMA contribueront à améliorer les capacités d'adaptation au changement climatique (Objectif FPMA CCA-2) en mettant en œuvre des activités de sensibilisation pour aider les communautés à se préparer et à mieux gérer les risques d'inondation et à adapter les pratiques agricoles aux évolutions attendues du climat (composantes 1 et 2 du projet GICT, composante 1 du PASA, composantes 2 et 3 du PPAAO).</p> <p>Le projet soutiendra directement la mise en œuvre des deux premiers projets prioritaires du programme d'action national pour adaptation au changement climatique. Il s'agit de l'adaptation des systèmes de production agricole et de la mise en place d'un système d'alerte précoce des inondations.</p> <p>Le projet soutiendra également le programme national d'investissement pour l'environnement et les ressources naturelles (PNIERN) développé en 2010. Le projet GICT est pleinement intégré au PNIERN puisqu'il contribue directement à quatre des six sous-programmes. Ces quatre sous-programmes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) le renforcement de la capacité institutionnelle, juridique, financière et technique dans le domaine de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, (ii) le soutien dans la mise en œuvre et la diffusion des meilleures pratiques de gestion des ressources naturelles dans les zones rurales, (iii) l'atténuation des effets du changement climatique, la gestion des catastrophes et la prévention des risques, (iv) la conception et la mise en pratique d'un système d'acquisition et de gestion des connaissances, de suivi et évaluation et le développement d'une stratégie de communication afin de soutenir le développement de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

voir page suivante

Nom du projet	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres au Togo (GICT)
FEM / FPMA ou l'alternative FSCC (continué)	<p>Etant donné l'accent porté sur les activités de terrain, les organisations communautaires seront essentielles. Au Togo, les communautés établissent des comités villageois de développement sur tout le territoire. Un autre acteur clé sera l'Agence d'Appui aux Initiatives de Base (AGAIB), dont le bureau comprend des représentants des ONG, du Gouvernement et de la société civile. En ce qui concernent les activités du projet associées au PASA, les organisations principales qui pourraient être ciblées sont entre autres: le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao, la Centrale des Producteurs de Céréales du Togo, la Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Coton du Togo, la Fédération des Unions de Groupements de Producteurs de Café et de Cacao du Togo, l'Institut de Conseil Agricole et d'Appui Technique du Togo, la Nouvelle Société Cotonnière du Togo et la Société Togolaise du Coton. En ce qui concerne les activités liées aux zones forestières et aux aires protégées, le Ministère de l'Environnement et des ressources forestières ainsi que l'Agence pour le développement et l'exploitation des forêts (ODEF) sont évidemment des partenaires clés. Autour des aires protégées, l'Association villageoise pour la gestion participative des aires protégées (AVGAP) a été mise en place et elle devrait également jouer un rôle clé.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 9,89 millions \$ Domaine d'intervention « dégradation des terres » : 3,89 millions de dollars Domaine d'intervention « biodiversité » : 1,0 million de dollars Domaine d'intervention « atténuation du changement climatique »: aucun Prime de gestion forestière durable : 1 million de dollars FPMA : 4 millions de dollars FSCC : Aucun</p> <p><i>Remarque</i> : Ces montants comprennent les frais à payer à l'Agence. En outre, le Tchad étant un pays bénéficiant de la flexibilité du Système d'allocation transparent des ressources du FEM (SATR), les ressources du domaine d'intervention « changement climatique » ont été transférées vers le domaine d'intervention « dégradation des sols ».</p>
Indicateurs déterminants pour mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les indicateurs clés de performance (ICP) comprennent :</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	Le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières

13. Gestion des connaissances, Suivi et Evaluation

Nom du projet	Projet de gestion des connaissances, suivi et évaluation
Description du ou des projets associés (AID, fonds fiduciaires, etc.)	<p>Description du projet associé ou de référence:</p> <p>Tous les projets AID/BIRD/TF de la Banque mondiale qui servent de référence dans chaque pays, ont chacun une composante suivi et évaluation qui servira de référence pour ce projet. De plus, les Centres d'excellence ont des programmes principalement financés par le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR^a), la Commission européenne et TerrAfrica qui serviront également de référence pour la gestion des connaissances.</p> <p>Financement de référence estimé (avant le FEM) : 10 millions de dollars</p>
Alternative FEM, FPMA ou FSCC	<p>Description de l'alternative du FEM :</p> <p>Les ressources du FEM issues des domaines d'intervention réservés « dégradation des sols » et « atténuation du changement climatique » seront utilisées pour promouvoir dans tous les pays participants au Programme la partage des expériences, les leçons tirées et les meilleurs pratiques en lien avec les pratiques de gestion des terres, les systèmes agro- sylvo-pastoraux, l'économie de la gestion durable des terres et de l'eau, les mesures pour le carbone, ainsi que l'assistance technique en système d'information géographique, le suivi et la planification de l'utilisation des sols au niveau régional. Ce projet comporte deux composantes :</p> <p>(i) compilation et diffusion de la gestion des connaissances</p> <p>(ii) suivi et évaluation du Programme</p> <p>Le projet sera mis en place par les Centres d'excellence (en collaboration avec une ou plusieurs organisation(s) de la société civile et les centres du CGIAR) des régions qui sont mentionnés ci dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Le Comité permanent Inter- État de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) est une organisation internationale de huit pays du Sahel (le Burkina Faso, la Gambie, le Cap-Vert, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad). Le CILSS est basé à Ouagadougou, au Burkina Faso et sera responsable de la composante compilation et diffusion de la gestion des connaissances, en collaboration étroite avec certains centres du CGIAR tels que le CIRAF (Centre international pour la recherche en agroforesterie) et l'IITA (Institut international d'agriculture tropicale). — Le Centre régional AGRHYMET a été mis en place en 1974 comme un institut du CILSS spécialisé en agro- hydro météorologie. Il est composé de neuf Etats membres (Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal). Il est basé à Niamey, au Niger. Ses principaux objectifs sont la contribution à la réalisation de la sécurité alimentaire et à l'augmentation de la production agricole dans les Etats membres du CILSS et à la gestion de l'amélioration des ressources naturelles dans la région du Sahel. Ce centre sera responsable de transmettre des prévisions météorologiques précises aux pays participants au Programme. Ce centre travaillera en étroite collaboration avec le Centre d'application et de prévision climatique de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD^b), basé à Nairobi. — L'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) est une organisation internationale basée à Tunis. Elle a été fondée en 1992 pour améliorer l'alerte rapide et les systèmes de surveillance pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la sécheresse en Afrique. La communauté de l'OSS comprend 22 pays membres dont 4 organisations sous-régionales, représentant l'Afrique de l'Ouest (CILSS et Côte d'Ivoire), l'Afrique de l'Est (IGAD) et l'Afrique du Nord (AMU et Egypte), une organisation sous-régionale couvrant tout le circum- Sahara (CEN-SAD), les organisations régionales, de même que les organisations membres du système des Nation Unies et de la société civile. L'observatoire sera responsable d'agrégier les données de suivi et évaluation des projets au niveau des pays en données de suivi et évaluation au niveau régional afin de surveiller les indicateurs du programme présenté dans le cadre des résultats du document cadre du programme.

voir page suivante

Nom du projet	Projet de gestion des connaissances, suivi et évaluation
Alternative FEM, FPMA ou FSCC (continué)	<p>— Le bureau de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) au Burkina Faso a conduit des travaux importants sur la biodiversité transfrontalière dans les corridors biologiques et de faunes sauvages de la région. Le bureau régional de l'UICN sera responsable de la préparation des plans de gestion de la biodiversité transfrontalière pour le Programme.</p> <p>Ces centres collaboreront avec le Centre de coordination des ressources en eau de la CEDEAO (CCRE), l'IGAD, Hub Rural, 2iE, le CIRAF, l'IITA, l'ACMAD (Centre africain pour l'application du climat au développement) entre autres.</p> <p>Les activités régionales du programme sur les informations et les institutions bénéficieront directement et indirectement des animateurs sous-régionaux clés comprenant la CEDEAO/CILSS pour l'Afrique de l'Ouest, l'IGAD pour l'Afrique de l'Est et le CEEAC (Communauté économique des Etats d'Afrique centrale)/COMIFAC pour l'Afrique centrale.</p> <p>Pour l'évaluation et le suivi, le projet visera à appliquer les outils bénéfice carbone financés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le FEM et qui ne sont pas encore disponibles. Chaque projet envisagera l'application de ces outils en fonction des circonstances nationales et les résultats seront agrégés au niveau régional par ce projet. Chaque équipe de projet prendra également en compte des outils alternatifs tels que le kit d'évaluation développé par le projet LADA^c. De plus, pour la conception et la mise en œuvre des projets nationaux de ce programme, ce projet prendra en compte le Système de mise en œuvre de la revue des performances et de l'évaluation (PRAIS) conçue pour le suivi de la mise en œuvre de la stratégie vieille de 10 ans de la CNULD.</p> <p>Financement incrémental du FEM et financement additionnel FPMA ou FSCC : 5 millions de dollars Domaine d'intervention réservé « dégradation des terres » : 3 millions de dollars Domaine d'intervention réservé « atténuation du changement climatique » : 2 millions de dollars Remarque : Ces montants comprennent les frais à payer à l'Agence.</p>
Indicateurs déterminants pour mesurer la contribution du FEM	<p>L'apport du FEM contribuera aux objectifs du programme. Cette contribution sera mesurée par des indicateurs clés de performance agrégés au niveau du programme cadre. Les ICP comprennent (cochez ce qui correspond)</p> <p>ICP 1. Augmentation des surfaces bénéficiant de pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les zones ciblées par rapport aux surfaces de référence (hectares, déclarés par récolte, prairies, forêts, zones humides, aires protégées)</p> <p>ICP 2. Changements de la couverture végétale dans les zones ciblées, par rapport aux valeurs de référence (unité et méthodologie à définir)</p> <p>ICP 3. Institutions ciblées dotées de capacités d'adaptation accrues pour réduire les risques et faire face à la variabilité du climat, par rapport aux valeurs de référence (nombre)</p> <p>ICP 4. Changement des taux d'accumulation de carbone dans la biomasse et les sols, par rapport aux valeurs de référence (tC/ha)</p>
Organisme de mise en œuvre (si connu)	<p>Le Comité permanent Inter- État de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)</p> <p>Le Centre régional AGRHYMET, établi en 1974 comme un institut du CILSS spécialisé en agro-hydro-météorologie.</p> <p>L'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)</p> <p>L'Union internationale de conservation de la nature (UICN)</p>

a. L'acronyme CGIAR vient de l'anglais : Consultative Group on International Agricultural Research.

b. L'acronyme IGAD vient de l'anglais : Inter-Governmental Authority on Development et ICPAC vient également de l'anglais : IGAD Climate Prediction and Application Center.

c. LADA est un projet de la FAO sur dégradation des terres dans les zones arides. L'acronyme LADA vient de l'anglais : Land Degradation Assessment in Drylands.

Annexe D.

Projets associés ou de référence et cofinancement estimé

Pays	Projet potentiel associé ou de référence	Projet associé ou de référence				Ressources du FEM: Coût incrémental		Ressources FPMA ou FSCC : Coût additionnel
		Finance-ment (millions)	Source de financement	Statut: Actif	Statut: en préparation	Différentiel potentiel FEM (millions USD)	Prime de la gestion forestière durable (millions USD)	
Bénin	Programme de productivité agricole d'Afrique de l'Ouest (PPAAO)	10.0	AID		X	4.50	1.5	
Bénin	Projet environnement urbain et gestion des catastrophes	10.0	AID		X			
Burkina Faso	Programme d'investissements forestiers	27.0	FIP		X	6.00	2.0	
Burkina Faso	Projet gestion des catastrophes	5.0	GFDRR		X			
Burkina Faso	Projet de GRN (gestion des ressources naturelles) régional	12.0	AID		X			
Tchad	Projet de productivité agricole	30.0	AID		x	4.00	1.0	5.0
Tchad	Projet de soutien au programme de développement local 2 (LDPSP 2)	30.0	AID		X			
Éthiopie	Projet de gestion durable des terres (SLMP II)	100.0	AID		X	7.00	2.0	5.0
Éthiopie	Projet de développement de l'agriculture	150.0	AID	X				
Éthiopie	Projet de dispositifs de sécurité productifs (PSNP)	450.0	AID	X				
Éthiopie	Partenariat carbone forestier/REDD	3.6	FCPF		X			
Éthiopie	Projet développement des communautés pastorales	56.0	AID	X				

Pays	Projet potentiel associé ou de référence	Projet associé ou de référence				Ressources du FEM: Coût incrémental		Ressources FPMA ou FSCC : Coût additionnel
		Financement (millions)	Source de financement	Statut: Actif	Statut: en preparation	Différentiel potentiel FEM (millions USD)	Prime de la gestion forestière durable (millions USD)	Différentiel d'adaptation potentiel (FSCC or FPMA) (millions USD)
Ghana	Partenariat carbone forestier/REDD	3.6	FCPF			7.45	2.0	
Ghana	PPD pour la gouvernance des ressources naturelles et de l'environnement	10.0	AID		X			
Ghana	Programme d'investissements forestiers	30.0	FIP		X			
Ghana	Projet de développement rural basé sur la communauté (CPRDP)	82.0	AID	X				
Ghana	PPD pour l'agriculture	50.0	AID	X				
Mali	Gestion des ressources naturelles dans une situation de changement climatique (GRN régional)	12.0	AID	X	X	5.60	1.5	2.0
Mali	Gestion des risques de catastrophes	5.0	GFDDR		X			
Mali	Programme d'accroissement de l'énergie renouvelable (SREP)	30.0	FS		X			
Mauritanie	Projet de développement intégré de l'agriculture irriguée PPE n°3 (PDIAIM)	10.0	AID		X	6.37	2.0	
Mauritanie	Projet régional de gestion des ressources naturelles	12.0	AID		x			
Mauritanie	Projet de développement rural basé sur la communauté (CBRD) II	10.0	AID		X			
Niger	PPCR	63.0	PPCR		X			

voir page suivante

Pays	Projet potentiel associé ou de référence	Projet associé ou de référence				Ressources du FEM: Coût incrémental		Ressources FPMA ou FSCC : Coût additionnel
		Financement (millions)	Source de financement	Statut: Actif	Statut: en préparation	Différentiel potentiel FEM (millions USD)	Prime de la gestion forestière durable (millions USD)	
Niger	Programme de productivité agricole d'Afrique de l'Ouest (PPAAO)	10.0	AID		X			
Niger	Projet régional de gestion des ressources naturelles	12.0	AID		x	3.88	1.0	
Nigéria	Projet érosion et gestion des bassins hydrologiques du Nigéria (NEWMAP)	400.0	AID		X	3.28	1.0	5.0
Sénégal	Projet énergie PROGEDE II	15.0	AID	X		5.00	1.5	
Sénégal	Projet régional de gestion des ressources naturelles	12.0	AID					
Soudan	Amélioration des services d'appui à l'agriculture dans les zones de cultures pluviales traditionnelles	20.0	FS	x		6.35	2.0	
Togo	Projet d'appui au secteur agricole	37.0	AID		X	4.89	1.0	4.0
Togo	Gestion intégrée des catastrophes et des terres	7.8	GFDDR		X			
Togo	Programme de productivité agricole d'Afrique de l'Ouest (PPAAO)	10.0	AID		X			
Région	Projet régional de gestion des connaissances et de suivi-évaluation	10.0	AID			5.00		
	Besoins totaux	1,735.0				69.32	18.5	21.0
Cofinancement UE		15.00						
Cofinancement gouvernements nationaux		60.00						
Total cofinancements		1,810.00						

Source : Compilation de l'auteur .

Remarque : Les montants indiqués pour les FEM/SFM/FPMA par pays comprennent les honoraires d'agence.

Annexe E.

Principales pistes ouvertes par la Déclaration ministérielle de Bonn (février 2011)

Lors de la conception du programme, la Banque mondiale a pris en compte les principaux commentaires techniques émis au cours de la Consultation des experts et des ministres sur le projet de Grande muraille verte qui s'est tenue à Bonn en février 2011. Il a en particulier été recommandé de : mettre à profit les travaux réalisés et les enseignements tirés dans la région ; répondre aux problèmes de dégradation des sols et de changement climatique en mettant en œuvre une approche holistique ; prendre en compte les questions pastorales au Sahel ; répondre au besoin de cadre politique et législatif en vue de faciliter l'intégration des interventions réussies ; avoir recours à une approche intégrée de la gestion des écosystèmes ; et répondre au besoin d'intégration des interventions à l'échelle régionale.

Le tableau suivant récapitule les suggestions et commentaires principaux contenus dans les déclarations des pays et des partenaires au cours de la réunion.

Organisation/pays	Suggestions/commentaires	Réponse de la BM
Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)	Importance de s'appuyer sur les succès obtenus au niveau national et régional pour les démultiplier. Nécessité de renforcer la gouvernance locale pour la mise en œuvre des initiatives de gestion durable des terres.	Le programme a été élaboré en s'appuyant sur les expériences antérieures, en profitant en particulier de l'héritage de TerrAfrica. Le renforcement de la gouvernance locale s'appuiera sur les avancées réalisées par des projets de base.

Organisation/pays	Suggestions/commentaires	Réponse de la BM
Ministère français des Affaires étrangères	Importance de faire participer les institutions existantes (AU, CEN-SAD) ainsi que les organisations régionales et sous-régionales type OSS et CILSS.	Toutes ces organisations et institutions seront impliquées dans le programme en tant que qu'organismes d'exécution des activités régionales et membres du Comité technique.
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	Faire preuve de soutien et d'intérêt pour une participation à l'initiative de rapprochement de leur portefeuille avec les composantes du FEM (comme cela a été fait avec SIP/TerrAfrica).	La BM encouragera la coordination avec l'IFAD pour la mise en œuvre du programme. La coordination a déjà commencé à se mettre en place. Par exemple, dans le cas du Togo et du Sénégal, la coordination des travaux a permis l'identification de priorités à inclure dans l'enveloppe du FPMA.
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Met l'accent sur certains points clés : approche intégrée, incidences au niveau local et recours aux bonnes pratiques existantes. Le PNUE précise les domaines dans lesquels ils pourraient soutenir des pays.	Le programme a pris en compte les points clés mentionnés lors de sa conception et encouragera la coordination avec cette agence.
Programme de développement des Nations Unies (PNUD)	Le PNUD propose plusieurs instruments d'accompagnement de la GGWI	La BM a pris bonne note de ces points et encouragera la coordination.
Commission européenne	La CE a déjà développé des activités et engagé des fonds à l'appui de la GGWI.	La BM a travaillé en coordination avec la CE pour la conception du programme dans la mesure où certains des fonds cofinanceront les activités du programme.
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Souligne l'importance des forêts et des arbres dans les zones arides et leur contribution à la mise en œuvre efficace de la GGWI. Nécessité d'une approche multisectorielle, d'une collaboration étroite entre organismes régionaux et pays, et d'une participation de la communauté.	La Gestion durable des forêts est une des composantes clés du programme proposé. En outre le programme intégrera toutes les pratiques et interventions au niveau paysage mentionnées par la FAO : GFD, restauration des zones forestières, exploitation forestière, lutte contre l'ensablement, gestion durable des terres et de l'eau, gestion durable et remise en état des pâtures, bonnes pratiques agricoles, et reforestation et revégétalisation des zones urbaines et périurbaines. Le programme est conçu comme investissement multisectoriel qui viendra prendre appui sur la plateforme de TerrAfrica pour la collaboration régionale. Les communautés locales seront responsables de la mise en œuvre des activités sur le terrain. La BM encouragera la coordination.
Banque africaine de développement (BAD)	Le problème ne peut pas être correctement résolu au moyen de ressources limitées ou par des gouvernements ou institutions isolés dans la mesure où les niveaux d'investissement doivent répondre à l'envergure du problème. Soutiendra l'initiative en particulier pour le bassin du lac Tchad.	La Banque mondiale encouragera la coordination avec d'autres agences intervenant dans les pays dans des initiatives similaires, comme la Banque africaine de développement (BAD).

Organisation/pays	Suggestions/commentaires	Réponse de la BM
Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)	Accentue les principaux points sur lesquels l'institution pourra apporter sa contribution à la GGWI.	L'OSS se joindra aux partenaires pour la mise en œuvre du programme, en particulier pour le projet de gestion des connaissances régionales et le suivi-évaluation.
World Wildlife Fund (WWF)	Pousse au développement d'une capacité régionale de fourniture de méthodologies et d'outils d'aide à la décision : des systèmes d'information sophistiqués basés sur la technologie (technologies de l'information géospatiales pour la gestion des ressources naturelles, la modélisation par ordinateur des incidences du climat et les systèmes de bases de connaissances pour cataloguer et diffuser l'information).	Le projet de gestion des connaissances régionales et de suivi-évaluation envisagera d'utiliser les outils mentionnés.
Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF)	Importance d'intégrer les dimensions de génération de revenus et de marchés Intérêt d'apporter un appui aux mesures régionales de référence et à un suivi permanent (biophysique et socio-économique)	Ces dimensions ont été prises en compte dans la préparation du programme. L'ICRAF participera au projet de gestion des connaissances régionales et au suivi-évaluation.
Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN)	Met en relief les domaines d'expertise qui pourraient venir en appui de la GGWI.	La BM propose que l'IUCN régionale soit l'un des partenaires pour la mise en œuvre du projet de gestion des connaissances régionales et du suivi-évaluation, en particulier en prenant la responsabilité de la préparation de plans de gestion transfrontalière de la biodiversité pour le programme.

Annexe F. Gestion durable des terres et de l'eau – définition et pratiques

(Extrait de: Outil de soutien au pays par TerrAfrica)

Les pratiques en matière de gestion durable des terres et de l'eau comprennent à la fois des technologies et des démarches mises en œuvre pour améliorer la qualité des sols (voir les définitions données antérieurement des terres, de la gestion durable des terres et de l'eau, de la dégradation des sols, et de la qualité des sols en Annexe 5 de l'Outil de support pays de TerrAfrica). Dans le détail, les pratiques dépendent habituellement des sites où elles sont mises en œuvre et cet indicateur donne aux chefs de projet la liberté de définir ce qui constitue une technologie ou pratique de gestion durable des terres et de l'eau. Par exemple, planter des arbres peut être une pratique intéressante en matière de gestion durable des terres dans un secteur mais pas dans un autre parce que cette pratique peut négativement affecter les réserves d'eau en aval.

Les technologies se rapportent aux mesures concernant l'agronomie, le végétal, le structurel et la gestion qui interviennent dans la dégradation des sols sur le terrain. On peut citer, pour illustration, le terrassement, la reforestation, le labourage

réduit au minimum, la micro-irrigation, etc. Les démarches concernent les modalités et les moyens d'appui qui aident à introduire, mettre en application, adapter, et appliquer des technologies sur le terrain. Pour illustration, la gestion des bassins hydrologiques, la gestion du risque climatique, la planification de l'occupation des sols, etc.

Si l'on admet qu'il n'existe pas de solution de miracle pour résoudre les problèmes de la dégradation des sols et de faible productivité, le choix des technologies de gestion durable des terres et de l'eau appropriées pour un secteur particulier sera déterminé par : (i) les qualités et les caractéristiques des ressources locales en terres ; (ii) les exigences de gestion durable des terres et de l'eau à respecter pour l'utilisation des terres ; et (iii) le contexte et les priorités socio-économiques des utilisateurs des terres. Quoique la gestion durable des terres et de l'eau doive être ciblée au niveau du paysage, elle sera axée sur la recherche d'améliorations marginales au sein du système de production de l'utilisation des terres en utilisant un panachage des pratiques locales pour aboutir à :

- une gestion améliorée des plantations (p. ex. des rendements plus élevés, une couverture végétale suffisante, une réduction de l'impact des pluies) ;
- une gestion améliorée des sols et des éléments nutritifs (p. ex. des niveaux de matière organique plus élevés, l'intégration de la nutrition des plantes, l'amélioration de la structure des sols, de bonnes conditions d'enracinement) ;
- une meilleure maîtrise des eaux pluviales (p. ex. une réduction du ruissellement, une infiltration accrue, une meilleure humidification des sols) ;
- une réduction des risques pour les systèmes de production, les personnes et les biens.

Des avantages en termes de synergies seront dérivés de la combinaison de beaucoup de ces éléments, ce qui devrait déboucher sur une plus

forte productivité et avoir des avantages sur le plan de l'environnement qui pourraient être dérivés de chacun de façon purement marginale.

Il existe un certain nombre d'éléments techniques communs sous-tendant des options de gestion de type gagnant-gagnant, notamment : perturbation minimum des sols ; entretien d'une bonne couverture des sols ; restauration de la matière organique des sols et de l'activité biologique associée ; gestion intégrée de la nutrition des plantes ; meilleures méthodes de culture ; développement des systèmes intégrés culture/élevage/exploitation forestière ; gestion flexible et opportuniste des systèmes pastoraux traditionnels ; et délimitation des secteurs protégés de façon temporaire ou permanente.

Les pratiques spécifiques qui peuvent être utilisées en association avec la gestion durable des terres sont énumérées dans le tableau ci-dessous :

Pratiques de gestion durable des terres et de l'eau		
Instruments de gestion des terres et de l'eau	Technologies de gestion des terres et de l'eau	
Régimes d'utilisation des terres	Mesures concernant l'agronomie et la végétation	Mesures structurelles
<ul style="list-style-type: none"> — Plans hydrologiques — Plans d'aménagement du territoire — Accords de pâturage, clôtures, etc. — Corridors de biodiversité — Gestion des agents de liaison — Zones protégées — Autre 	<ul style="list-style-type: none"> — Inter-culture — Agroforesterie dans les systèmes de culture et de pâturage — Boisement et reforestation — Paillage et résidus des moissons — Rotation des cultures — Mise en jachère — Labourage superficiel — Compostage/fumier — Lutte antiparasitaire intégrée — Couverture végétale — Labour suivant les courbes de niveau — Remise en végétation des pâturages — Systèmes intégrés cultures-élevage — Boisés — Alternatives au bois de chauffage — Fixation des dunes de sable 	<ul style="list-style-type: none"> — Cultures en terrasses et autres mesures de nature physique (p.ex. digues de rétention des sols, murets de pierre, terrasses, etc.) — Mesure de prévention des inondations et de drainage (p. ex. rochers de captage, récupération des eaux, drainages de protection, canaux de verdure, canaux pavés, écoulement des eaux d'orage, etc.) — Récupération des eaux de pluie, gestion du ruissellement et l'irrigation à petite échelle (puits / forages peu profonds, micro étangs, réservoirs souterrains, puits de percolation, étangs, exploitation de sources, récupération des eaux pluviales en toiture, barrages au fil de l'eau, déversoir de dérivation du cours d'eau, barrage de ferme, cloisonnement, récupération de l'eau inter-sillon, structures semi-circulaires, etc.) — Mesures de contrôle des rigoles (par exemple barrages de régulation en pierre, barrage de régulation en broussaille, creusement/restructuration et comblement des rigoles, replantage des rigoles etc.) — Autre

Références

Butt, T. A., B. A. McCarl, J. Angerer, P. R. Dyke, and J. W. Stuth. 2005. "Food Security Implication of Climate Change in Developing Countries: Findings from a Case Study in Mali." *Climatic Change* 68(3), February, 355–78.

GEF (Global Environment Facility). 2010. "GEF-5 Programming Document." May 12, Paris, France. http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/GEF_R5_31_CRP1.pdf.

ICRAF. 2006. Nairobi, Kenya.

Kandji, T. Serigne, Louis Verchot, and Jens Mackensen. 2006. "Climate Change and Variability in the Sahel Region: Impacts and Adaptation Strategies in the Agricultural Sector." UNEP.

TerrAfrica. 2009. Country Support Tool: For Scaling-up Sustainable Land Management in Sub-Saharan Africa. FAO. http://knowledgebase.terrafrica.org/fileadmin/user_upload/terrafrica/docs/topic_page/Country_Support_Tool_2_.pdf.

———. 2011. Sustainable Land Management in Practice: Guidelines and Best Practices for Sub-Saharan Africa. FAO, Rome, Italy. http://knowledgebase.terrafrica.org/fileadmin/user_upload/terrafrica/docs/topic_page/SLM_in_Practice_english.pdf.

UNDP (United Nations Development Programme). 2010. 2010 UNDP Human Development Index (HDI).

World Bank. 2011. Africa's Future and the World Bank's Support to It. Washington, DC.

Notes

1. Le numéro d'identification du programme sera attribué par le Secrétariat du FEM.
2. Reportez-vous au Guide de référence du FEM-5 Modèle sur le site web du FEM pour la description de la FA Cadre de résultats pour remplir la note A. Notez que le fonds fiduciaire multiple pour la CCA -1 et CCA-2 se réfère à FPMA et du FSCC.
3. Il s'agit du coût associé à l'unité d'exécution du projet sur le terrain et pourrait être financé par le fonds fiduciaire ou par des sources de cofinancement
4. Identique à la note 3.
5. Au Tchad, le terme «communes» fait référence aux communautés urbaines, tandis que pour les entités rurales, le terme «rural communautés » est plus utilisé.



TerrAfrica est une plateformes de partenariats mondial ciblant des interventions conjointes pour le déploiement de la gestion durable des terres et de l'eau dans 23 pays d'Afrique subsaharienne. Ce partenariat soutient cet effort par des investissements de renforcement, des institutions et de l'information au niveau national et régional.

www.terrafrica.org



THE WORLD BANK

La Banque mondiale est une source essentielle d'appui financier et technique aux pays en développement à travers le monde. La mission de la Banque mondiale est de combattre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour des résultats durables, et d'aider les gens à s'aider eux-mêmes et leur environnement. Elle fait ceci en fournissant des ressources, un partage des connaissances et un renforcement des capacités mais aussi en forgeant des partenariats dans les secteurs public et privé.

www.worldbank.org/biodiversity



Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) réunit 182 pays – en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales et le secteur privé – pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial. Le FEM est aujourd'hui la principale source de financement des projets d'amélioration de l'état environnemental du globe. Organisme financier indépendant, le FEM accorde des financements aux pays en développement et aux pays en transition pour des projets concernant la biodiversité, le changement climatique, les eaux internationales, la dégradation des sols, la couche d'ozone et les polluants organiques persistants.

www.thegef.org

www.terrafrica.org

TerrAfrica est un instrument au service des programmes nationaux qui réalisent les objectifs établis par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, d'autres conventions sur l'environnement, le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) et le Plan d'action pour l'environnement de l'Agence de Planification et de Coordination du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique de l'Union africaine.



TerrAfrica Secretariat / NPCA
1258 Lever Road Headway Hill
P.O. Box 1234 Halfway House
Midrand 1685 South Africa
Contacts: Ousmane Djibo Ousmaned@nepad.org
Rudo Makunike RudoM@nepad.org
Tel. +27 11 256 3600/41
www.npca.org - www.terrafrica.org
May 2011



NOTRE TERRE — NOTRE PROSPÉRITÉ
NOTRE AVENIR, SONT ENTRE NOS MAINS